



Comité de la Formation Syndicale

Rapport sur les activités de formation syndicale
exécutées en 2014, les activités en 2015,
les activités prévues pour 2016 et les activités
proposées pour 2017

5 – 6 mai 2015
Turin, Italie

A. QU'EST-CE QU'ACTRAV-TURIN, ET QUELLE EST SON ACTION ?

A.1 Le système d'exécution didactique d'ACTRAV-Turin

A.2 L'équipe d'ACTRAV-Turin

B. RAPPORT SUR L'EXÉCUTION DU PROGRAMME 2014

B.1 RÉSUMÉ ET REMARQUES GÉNÉRALES

B.2 Activités et participants en 2014

B.3 Approche stratégique

B.4 Cours réguliers

B.5 Autres activités à Turin et sur le terrain

B.6 Enseignement à distance

B.7 Projets

B.8 Questions intersectorielles

a) Questions de genre

b) Les NIT, notamment en matière de liberté syndicale et de droit à la négociation collective

B.9 Méthodologie de la formation

B.10 Matériel didactique

B.11 Spécialistes

B.12 Évaluation

B.13 Rapport financier

B.14 Rapports régionaux:

a) Afrique

b) Amériques

c) Asie-Pacifique

d) Europe

e) États arabes

B.15 Participation des travailleurs aux autres programmes du Centre

C. RAPPORT PRÉLIMINAIRE POUR 2015

D. PROPOSITIONS POUR 2016 ET PLANS INDICATIFS POUR 2017

D.1 Développements stratégiques du Programme pour 2016-17

D.2 Activités de formation syndicale proposées pour 2016 (cours réguliers)

Caractéristiques majeures

Développements stratégiques

D.3 Activités de formation syndicale proposées pour 2016 (cours réguliers)

Caractéristiques majeures

Développements stratégiques

E. RAPPORT DU COMITÉ DE LA FORMATION SYNDICALE 2014 ET ACTIONS MENÉES PAR LE PROGRAMME EN RELATION AVEC LES DÉLIBÉRATIONS DU COMITÉ

A. QU'EST-CE QU'ACTRAV-TURIN, ET QUELLE EST SON ACTION ?

A.1 Le système d'exécution didactique d'ACTRAV-Turin

Le Programme des activités pour les travailleurs est l'organe de formation du Bureau des activités pour les travailleurs (ACTRAV) du BIT. Il vise à renforcer la capacité institutionnelle des syndicats à travers le monde, apportant ainsi une contribution spécifique au Résultat 10 de l'OIT: « Les travailleurs sont dotés d'organisations fortes, indépendantes et représentatives ». Le Programme opère en fonction des résultats et des domaines de première importance définis par l'OIT et les aborde dans la perspective des travailleurs. Il répond aux besoins de formation des organisations de travailleurs en proposant des cours, des matériels, des projets et des services consultatifs. Les activités de formation sont inscrites dans les priorités d'ACTRAV et du Groupe des travailleurs et exécutées en étroite collaboration avec ACTRAV à Genève et sur le terrain, y compris avec ses équipes thématiques récemment constituées. Le Programme collabore également avec le mouvement syndical international et les organisations syndicales régionales ou nationales. Il offre des possibilités de formation aux dirigeants, aux militants de premier plan et au personnel technique des organisations de travailleurs.

Le Programme organise chaque année environ soixante activités de formation dans diverses langues pour plus de 1 500 participants à travers le monde, ce qui en fait le plus important programme international de formation syndicale existant.

Le Programme organise:

- des cours en présentiel sur le campus de Turin et sur le terrain;
- des cours en ligne;
- des cours mixtes (combinaison de ces deux types de formation);
- des projets de formation;
- des visites d'étude complémentaires de certains cours.

Le Programme dispense des formations dans les domaines stratégiques en relation avec l'Agenda de l'OIT pour le travail décent, parmi lesquels l'emploi, les normes internationales du travail, et notamment la liberté syndicale et le droit à la négociation collective, la protection sociale et le dialogue social. La technologie de l'information et la méthodologie de la formation contribuent également à la concordance stratégique du Programme.

La Secrétaire du Groupe des travailleurs du Conseil d'administration du BIT joue un rôle central dans le choix des organisations admises à envoyer des participants aux activités.

A.2 L'équipe d'ACTRAV-Turin

Le personnel d'ACTRAV-Turin compte neuf membres, dont huit sur le budget régulier et un sur projet. Cinq membres du personnel sont des femmes (principalement du personnel administratif) et quatre des hommes. Le Programme souhaite la bienvenue dans son équipe à son nouveau membre Ariel Castro.

Les fonctionnaires rattachés au Programme en 2014, ainsi que leurs responsabilités, figurent ci-après:

M. Giacomo Barbieri, chef du Programme et chargé des activités interrégionales; M. Jesús García Jimenez, responsable de programmes, chargé du programme régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes; M. Mban Kabu, responsable de programmes, chargé du programme régional pour l'Afrique; M. Arun Kumar, responsable de programmes, chargé du programme régional pour l'Asie et le Pacifique (janvier-août 2014); M. Ariel Castro, responsable de programmes, chargé du programme régional pour l'Asie et le Pacifique (depuis août 2014); Mme Evelin Toth, responsable de programmes, chargée du programme régional pour l'Europe; Mme Martha Tirelli, assistante du Programme; Mme Daniela Klein, secrétaire de programmes; Mme Clelia Pellerino, secrétaire de programmes, et Mme Daniela Ciot, secrétaire de programmes adjointe (sur projet).

Dans ce rapport, il convient de reconnaître le niveau élevé de motivation de tous les membres de l'équipe et leur volonté d'obtenir un meilleur rendement ainsi qu'une meilleure qualité de travail, parfois dans des circonstances difficiles.

B. RAPPORT SUR L'EXÉCUTION DU PROGRAMME 2014

B.1 Résumé et remarques générales

En 2014, le Programme des activités pour les travailleurs du Centre international de formation de l'OIT a conçu et exécuté 59 activités de formation et formé 1 545 participants. Vingt-cinq pour cent du volume total de ces activités a été lié à des projets, essentiellement en Europe, mais aussi dans une moindre mesure en Asie et en Afrique.

Le plan de travail a, pour l'essentiel, été élaboré autour des groupes thématiques suivants: i) normes internationales du travail; ii) liberté syndicale et organisation; iii) dialogue social, droit de négociation collective et législation du travail; iv) emploi; v) approche de la migration basée sur les droits; vi) économie informelle; vii) sécurité sociale, salaires et conditions de travail; viii) entreprises multinationales; ix) développement durable et x) méthodologies et technologies de l'apprentissage.

En ce qui concerne les critères de diffusion de la formation, 56 activités ont été menées en présentiel (24 sur le campus de Turin et 32 sur le terrain), deux ont fait l'objet de cours à distance et un cours mixte a combiné des composantes en ligne et en résidence. Quant à la couverture géographique, les activités se présentent dans l'ordre descendant suivant: Europe (16), Asie-Pacifique (13), Amérique latine et Caraïbes (12), activités interrégionales (5) et États arabes (2).

En 2014, le Programme a mis l'accent sur les réalisations majeures suivantes:

- tendance positive régulière en termes d'augmentation du nombre des activités, des participants, des jours de formation et des jours-participants par rapport à 2013;
- meilleure concentration sur l'organisation et la négociation collective (notamment sur les salaires et les conditions de travail) et attention croissante portée aux relations de travail, à l'économie informelle et au développement durable;
- développement de la communauté de pratique pour les syndicats en matière de méthodologie et de technologies de l'apprentissage;
- renforcement des académies sur l'économie sociale et solidaire et sur l'économie informelle, en termes aussi bien qualitatifs que quantitatifs, par une perspective et une vision syndicales;
- collaboration avec les syndicats italiens au plus haut niveau, avec l'organisation de deux congrès régionaux et de plusieurs activités de formation au Centre.

En 2014, les aspects critiques suivants ont été relevés:

- déséquilibre accru entre les régions dû à une moindre prévisibilité des ressources;
- plus faible participation des travailleurs à d'autres activités des programmes du Centre, ayant pour effet d'éloigner davantage de l'objectif fixé dans le Plan stratégique axé sur les résultats pour 2012-2015;
- nécessité d'un financement spécifique complémentaire pour les représentants des travailleurs participant aux académies;
- nécessité de projets régionaux et globaux spécifiques pour les organisations de travailleurs.

B.2 Activités et participants en 2014

Une tendance positive régulière en termes d'augmentation du nombre des activités, des participants, des jours de formation et des jours-participant

Dans ce chapitre, on établira une comparaison avec 2012 et 2013 en utilisant les données numériques portant sur différents paramètres, à savoir le nombre: i) d'activités de formation; ii) de participants; iii) de jours de formation et iv) de jours-participant.

En 2014, le Programme des activités pour les travailleurs a organisé 59 activités de formation, ce qui représente une tendance à la hausse par rapport aux deux années précédentes, où il en a organisé 57 en 2013 et 53 en 2012. La formation en présentiel est la modalité d'exécution prédominante du programme d'ACTRAV. En 2014, 56 activités ont été exécutées selon cette modalité, contre 52 en 2013 et 50 en 2012. Des cours à distance et des cours mixtes sont régulièrement dispensés dans la région de l'Amérique latine. En 2014, deux cours à distance et un cours mixte ont été organisés, contre quatre cours à distance et un cours mixte en 2013 et trois cours à distance en 2012.

2014: ACTIVITÉS PAR TYPE ET PAR RÉGION

Région	Type d'activité		
	Campus de Turin	Sur le terrain	À distance
Afrique	3	8	-
Amériques	2	7	3*
Asie-Pacifique	5	8	-
Europe	8	8	-
États arabes	2	0	-
Interrégional	4	1	0
Total	24	32	3

On observe une tendance positive dans le nombre des participants, qui est passé de 1 233 en 2012 à 1 460 en 2013 et enfin 1 545 en 2014. Le nombre de jours de formation connaît une augmentation progressive, passant de 306 (2012) à 319 (2013), puis à 349 (2014), et les jours-participant passent de 6 042 (2012) à 7 057 (2013), puis à 7 672 (2014). En 2014, le nombre moyen des participants à une activité de formation d'ACTRAV était de 26.

AUGMENTATION DU NOMBRE DES ACTIVITÉS, DES PARTICIPANTS, DES JOURS DE FORMATION ET DES JOURS-PARTICIPANTS 2012-2014

Année	2012	2013	2014
Nombre d'activités de formation	53	57	59
Nombre de participants	1 233	1 460	1 545
Nombre de jours de formation	306	319	349
Nombre de jours-participants	6 042	7 057	7 672

Un déséquilibre accru entre les régions dû à une moindre prévisibilité des ressources

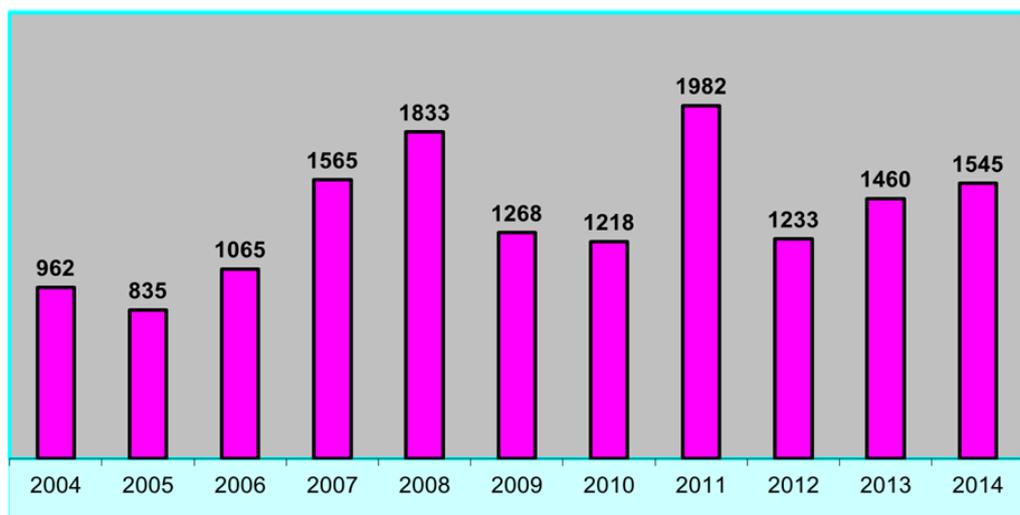
Si nous considérons la couverture géographique, nous observons un déséquilibre sensible entre les régions en fonction de la disponibilité des ressources, déséquilibre qui persiste tout au long de dernières années. L'analyse des chiffres de la participation par région indique que les participants européens sont ceux qui ont le plus bénéficié des formations, alors que les participants des États arabes ont eu le moins de possibilités d'y accéder. Cela est dû, pour l'essentiel, aux ressources de financement disponibles pour les États membres de l'UE et les pays candidats. Une tendance très positive réside dans le fait que le nombre des participants d'Amérique latine se redresse régulièrement après la baisse brutale enregistrée en 2012, lorsque des projets à grande échelle financés par le gouvernement espagnol ont été interrompus par la crise. Le nombre des participants africains a également augmenté de 2013 à 2014, ce qui est principalement dû à l'apport du projet wallon. Dans la même période, le nombre des participants est resté stable en Asie-Pacifique, avec un potentiel de croissance lié en particulier à la demande de partenariats dans l'exécution de programmes de formation qui a été formulée par plusieurs centrales syndicales nationales, par le biais de protocoles et d'accords de coopération. Le déséquilibre régional est essentiellement lié à la disponibilité des ressources nécessaires pour l'exécution de projets et d'activités de formation.

CHIFFRES DE LA PARTICIPATION PAR RÉGION 2012-2014

Région	Participants en 2012	Participants en 2013	Participants en 2014
Afrique	239	176	262
Amériques	272	339	399
Asie-Pacifique	213	326	323
États arabes	13	5	14
Europe	495	611	547

En complément de ce qui précède, le graphique ci-dessous indique le nombre des participants formés par le Programme des activités pour les travailleurs au cours des dix dernières années, qui a commencé avec 962 formations assurées en 2004; les meilleures années ont été 2008 (1 833 participants) et 2011 (1 982 participants), et 1 545 participants ont été formés en 2014. Le Programme a sensiblement élargi ses opérations au fil des ans.

GRAPHIQUE DE LA PARTICIPATION AUX COURS D'ACTRAV-TURIN 2004-2014



B.3 Approche stratégique

Le plan de travail reflète les priorités d'ACTRAV et constitue une contribution au cadre stratégique de l'OIT pour 2014-15, fondé sur les quatre objectifs stratégiques de l'Organisation – emploi, normes et principes et droits fondamentaux au travail, protection sociale et dialogue social – et sur ses 19 résultats. En se concentrant sur le développement des capacités institutionnelles des organisations syndicales dans le monde sur les thèmes clés de l'OIT, le Programme contribue spécifiquement au **résultat 10 de l'Organisation: « Les travailleurs sont dotés d'organisations fortes, indépendantes et représentatives »**, ainsi qu'à tous les autres résultats qui présentent un intérêt majeur pour les syndicats, comme les résultats 1 (emploi), 4 (sécurité sociale), 5 (égalité), 6 (SST), 7 (travailleurs migrants), 8 (VIH/sida), 12 (tripartisme), 13 (approche sectorielle du travail décent), 14 (liberté syndicale et droit à la négociation collective), 15 (élimination du travail forcé), 16 (élimination du travail des enfants), 17 (non-discrimination), 18 (normes) et 19 (approche intégrée du travail décent dans l'élaboration des politiques). En collaboration avec ACTRAV-Genève, le Programme est par ailleurs impliqué dans le processus d'exécution de composantes de la formation en rapport avec les domaines de première importance. Il contribue également au Plan stratégique axé sur les résultats pour 2012-2015 du Centre, ainsi qu'au cadre stratégique du Département de la formation. Le Programme est mis en œuvre en étroite collaboration avec ACTRAV à Genève et sur le terrain, y compris ses équipes thématiques récemment constituées. De même, le mouvement syndical international et les organisations syndicales régionales ou nationales sont étroitement associés aux opérations du Programme. Ce dernier attache une importance particulière à la collaboration avec d'autres programmes techniques du Centre par la mise en commun d'informations, par des consultations, par le partage de compétences, de matériels de formation, d'exemples de bonnes pratiques dans la méthodologie de la formation, etc.

En 2014, le plan de travail a, pour l'essentiel, été établi autour des groupes thématiques suivants:

- normes internationales du travail;
- liberté syndicale et organisation;
- dialogue social, négociation collective et législation du travail;
- emploi;

- approche de la migration basée sur les droits;
- économie informelle;
- sécurité sociale, salaires et conditions de travail;
- entreprises multinationales;
- développement durable;
- méthodologies et technologies de l'apprentissage.

La liste complète des activités classées par région figure en annexe 3: elle indique le titre de chaque activité, son lieu, ses dates, le nombre de jours de formation, le nombre des participants, les langues de travail et les sources de financement. Les informations utiles concernant les cours figurent en annexe 2 et dans les rapports régionaux. L'annexe 2, « Résumé des descriptions de cours 2014 », comporte des informations sur le contenu spécifique de tous les cours organisés par ACTRAV-Turin en 2014. Les rapports régionaux portent sur les points suivants: i) contexte et stratégie de formation; ii) planification et coordination des activités de formation; iii) processus et méthodes de formation; iv) coopération et partenariats; v) enseignements tirés et vi) défis à relever pour chaque région. Les rapports et les annexes indiquent que l'année 2014 a été marquée par un centrage renforcé sur l'organisation et la négociation collective (incluant les salaires et les conditions de travail) et une attention accrue portée aux relations de travail, à l'économie informelle et au développement durable.

Le Programme met également l'accent sur le renforcement de la collaboration avec les académies sur l'économie sociale et solidaire et sur l'économie informelle, avec une participation syndicale plus importante en termes qualitatifs aussi bien que quantitatifs. L'académie sur l'ESS a réuni plus de 80 participants, dont 18 appartenant à la délégation syndicale (Afrique, Amériques et Asie), avec un financement ad hoc de Turin, de PARDEV et des bureaux régionaux. Le programme final a été approuvé par EMLD (Entreprise, microfinance et développement local), PARDEV et ACTRAV. Les résultats suivants peuvent être mentionnés: i) apport d'une perspective syndicale dans les académies; ii) présentation d'une approche du travail décent fondée sur des droits; iii) participation de spécialistes de haut niveau (le Secrétaire général de la CSA et un membre du Groupe des travailleurs; iv) inclusion du point de vue syndical, avec une déclaration finale, dans la présentation de conclusions en séance plénière. L'Académie sur la formalisation de l'économie informelle a inclus une contribution syndicale et a réuni un nombre approprié de participants appartenant à des organisations syndicales (17 pour cent).

Constituer une communauté de pratiques sur les méthodologies et les technologies de l'apprentissage pour les syndicats

Avec l'ISE et SOLIDAR, et appuyé par le programme DELTA du Centre, ACTRAV-Turin s'est engagé dans la création d'une communauté de pratique sur la méthodologie et les technologies de l'apprentissage en vue d'une meilleure formation syndicale. La plateforme en ligne qui a été spécifiquement conçue pour appuyer l'échange de contenus, de méthodologies et de technologies afin de renforcer la capacité des syndicats et des organisations de travailleurs de dispenser des formations novatrices afin d'équiper les travailleurs des connaissances, des qualifications et des compétences nécessaires pour répondre aux nouveaux défis des marchés du travail à travers l'Europe.

Collaboration avec les syndicats italiens au plus haut niveau avec deux congrès régionaux et plusieurs activités de formation au Centre

Dans ce rapport, le Programme souhaite exprimer sa reconnaissance pour la coopération durable établie avec les syndicats italiens, notamment les confédérations nationales CGIL, CISL et UIL et leurs structures régionales du Piémont. Les syndicats italiens ont partagé leur expérience dans différents cours réguliers organisés par ACTRAV-Turin et accueilli de brèves visites d'étude visant à présenter les modèles italiens en termes d'organisation, de négociation collective et de politiques, actions et campagnes syndicales. Comme au cours des années précédentes, plusieurs activités de formation ont bénéficié de cette fructueuse collaboration. En outre, deux congrès de syndicats italiens ont été accueillis sur le campus.

B.4 Cours réguliers

Le Programme a organisé 12 cours réguliers en 2014: en Afrique (3), Amérique latine (2), Asie-Pacifique (2) et Europe (1), dans les États arabes (2) et en interrégional (2). Dans ce contexte, 185 participants ont reçu une formation. Par ordre décroissant, la distribution régionale de ces participants a été la suivante: Afrique (61), Amérique latine (41), Asie-Pacifique (36), États arabes (31) et Europe (16). La liste des cours réguliers par région figure en annexe 3, et une vue d'ensemble sur le contenu des cours se trouve dans le « Résumé des descriptions de cours 2014 », par région.

La liste des cours réguliers est la suivante:

Région	Cours réguliers
AFRIQUE	<ol style="list-style-type: none">1. Le travail décent et la lutte contre la pauvreté dans l'Agenda du développement pour l'après-20152. La communication pour les syndicats3. Formation syndicale sur la protection sociale
AMÉRIQUE LATINE	<ol style="list-style-type: none">4. Les normes internationales du travail et la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable5. Développement des capacités syndicales en matière de relations de travail et de travail précaire
ASIE-PACIFIQUE	<ol style="list-style-type: none">6. Promouvoir les droits et les NIT pour les travailleurs domestiques et les travailleurs de l'économie informelle7. Formation syndicale sur l'organisation et la négociation collective
ÉTATS ARABES	<ol style="list-style-type: none">8. Développement des capacités des syndicats en matière d'intégration de l'égalité entre les genres et d'autonomisation des travailleuses9. Les jeunes hommes et jeunes femmes au travail dans la région arabe: une stratégie syndicale pour organiser et promouvoir leurs intérêts et leurs droits
EUROPE	<ol style="list-style-type: none">10. Les normes internationales du travail et la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable
INTERRÉG.	<ol style="list-style-type: none">11. Organiser pour renforcer les syndicats12. Inégalité de revenus, marché du travail et politique salariale

Tous les cours réguliers ont été organisés sur le campus de Turin. Leur durée obligatoire était de deux semaines. Outre cette durée du programme, quatre cours réguliers comportaient une visite d'étude organisée dans la troisième semaine de formation. Le cours interrégional sur l'organisation destiné aux pays lusophones a été hébergé par l'UGT (Portugal); le cours africain sur la

communication par l'ÖGB (Autriche); et les cours latino-américains sur les normes et les EMN et sur l'emploi précaire par l'UGT (Espagne) et l'OIT (Genève).

La répartition habituelle des cours réguliers est la suivante: Afrique (3), Amérique latine (2), Asie-Pacifique (2), Europe (1), États arabes (1) et interrégionaux (3). Exceptionnellement, en 2014, deux cours réguliers ont été organisés pour les États arabes, parce qu'un de ces cours avait été reporté de 2013 en 2014.

En ce qui concerne les cours interrégionaux, celui qui était consacré à « Promouvoir les droits des travailleurs et les normes internationales du travail: formation pour les dirigeants syndicaux » a été reporté de 2014 à 2015. Ce cours sera transformé en cours mixte (en ligne + en présentiel), avec un plan d'études sensible aux questions de genre, expérimenté pour la première fois et proposé au Fonds d'innovation 2015 du Centre, destiné à financer les composantes novatrices. En partenariat avec ILS-GEN, ACTRAV élaborera: i) un nouveau plan d'études pour un cours mixte sur les NIT; ii) une cartographie des structures de genre et de diversité dans les organisations syndicales; iii) une enquête trilingue en ligne sur les clauses relatives à l'égalité entre les genres et à la diversité dans les codes du travail et les accords collectifs nationaux; iv) un rapport présentant une analyse comparative de données sur l'égalité et la non-discrimination; v) de nouveaux matériels de formation en anglais, en espagnol et en portugais.

B.5 Autres activités à Turin et sur le terrain

En 2014, le Programme a organisé 29 autres cours, qui se subdivisent en cours dispensés sur le campus de Turin et en cours sur le terrain. Les activités de formation liées à des projets ne figurent pas dans ces chiffres et sont présentées au chapitre B.7.

Autres cours à Turin

Outre les cours réguliers, le Programme a mené neuf activités additionnelles en présentiel sur le campus de Turin pour l'Asie-Pacifique (2), l'Europe (5) et interrégionales (2). La liste de ces cours par région figure en annexe 3 et leur contenu est décrit en annexe 2 (« Résumé des descriptions de cours 2014 »). Dans les cours additionnels organisés à Turin, 312 participants ont reçu une formation, répartis selon les régions suivantes: Afrique (4), Amérique latine (13), Asie-Pacifique (45) et Europe (250). La caractéristique principale de ces cours est qu'ils sont conçus sur mesure, élaborés et dispensés selon les besoins de formation spécifiques d'organisations syndicales ou d'institutions de formation mondiales, régionales ou nationales (fédérations syndicales mondiales, Institut syndical européen, ACFTU chinoise, etc.).

Autres cours sur le terrain

Le Programme a organisé 20 cours additionnels sur le terrain selon la distribution régionale suivante: Afrique (6), Amérique latine (7), Asie-Pacifique (6) et interrégional (1). Dans ces activités, 475 participants ont reçu une formation en Afrique (115), en Amérique latine (212) et en Asie-Pacifique (152). Ces cours ont été organisés en étroite coopération avec ACTRAV, les bureaux extérieurs de l'OIT et les structures syndicales régionales.

B.6 Enseignement à distance

En 2014, le Programme a dirigé, pour les Amériques, deux cours à distance et un cours mixte qui ont assuré sur 32 jours la formation de 127 participants. Le tableau ci-dessous récapitule le nombre de cours à distance et de participants formés de 2006 à 2014.

Programmes de formation à distance pour les travailleurs (2006-2014)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Total des cours	7	10	13	17	5	3	3	4	3
Total des participants	167	190	327	245	155	93	65	192	127

En matière d'apprentissage à distance, le Programme a mis l'accent sur les éléments suivants:

- utilisation d'une nouvelle plateforme Moodle pour l'Amérique latine, avec le maintien de l'approche SoliComm en ce qui concerne la méthodologie;
- adaptation du matériel « Travail décent au cube » pour le développement de la plateforme *Escuela de Trabajo Decente*: agenda, thèmes, cours, blogs, ressources, conférences, groupes, orientation de la formation et liens. Cette plateforme pour le travail décent, destinée à l'Amérique latine, a été établie grâce à la coopération des instituts syndicaux de formation professionnelle espagnols;
- intégration de la plateforme Moodle d'apprentissage à distance avec les « académies sur le travail décent » pour la gestion des participants et des cours. Élaboration d'outils et de matériels de formation spécifiques.

B.7 Projets

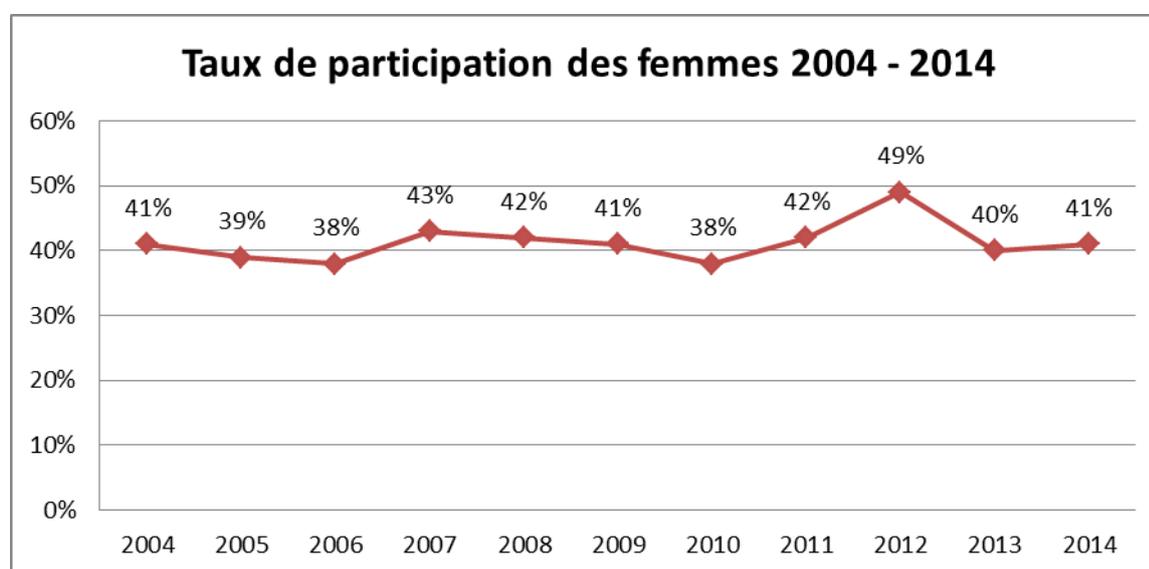
En 2014, le Programme a mené 16 activités liées à des projets en Afrique (3), en Asie-Pacifique (3) et en Europe (10). Ces projets sont décrits en annexe 2 (« Résumé des descriptions de cours 2014 ») et leur liste figure ci-dessous pour une consultation rapide.

Région	Projet	Sponsor
AFRIQUE	Développement des capacités des organisations syndicales en matière de protection sociale dans la région des Grands Lacs	Wallonie-Bruxelles International
ASIE-PACIFIQUE	Développement des capacités institutionnelles dans le cadre du programme pour l'industrie du prêt-à-porter au Bangladesh	Ambassade des Pays-Bas au Canada, UKAID
EUROPE	Un travail décent pour les travailleurs de l'industrie de la construction Réseau européen d'aide à l'intégration des travailleurs migrants et de leurs familles	Commission européenne

B.8 Questions intersectorielles

a) Questions de genre

Le Centre, qui recueille des données ventilées selon le sexe indiquant le taux de participation des femmes à ses activités de formation, met particulièrement l'accent sur la réalisation de l'égalité hommes-femmes. ACTRAV-Turin apporte sa contribution dans ce domaine en: i) sélectionnant les participantes; ii) choisissant des spécialistes parmi les femmes; iii) promouvant l'autonomisation des dirigeantes syndicales; iv) introduisant une approche de genre dans différentes sessions thématiques et v) ayant deux membres du personnel comme points focaux pour les questions de genre (G. Barbieri et D. Klein). Les données statistiques relatives à la participation féminine aux cours dirigés par ACTRAV sont traduites en graphiques et en diagrammes en annexe 5. Le tableau ci-dessous indique la tendance de la participation de femmes syndicalistes aux cours d'ACTRAV-Turin dans la période 2004-2014.



Les données ventilées selon le sexe montrent que la participation féminine aux cours d'ACTRAV-Turin dépend dans une certaine mesure de projets à grande échelle spécifiques à un secteur et de leurs groupes cibles. Alors qu'en 2012 le Programme avait obtenu un résultat exceptionnel avec un taux de participation féminine de 49 pour cent (avec un nombre important de participantes lié à un projet destiné aux travailleurs domestiques), ce taux a diminué jusqu'à 40 pour cent en 2013, puis il a subi une légère augmentation à 41 pour cent en 2014. En 2013 et 2014, d'importants projets ont été exécutés dans les industries couvertes par IndustriAll et dans le secteur de la construction, où la majorité des travailleurs étaient des hommes. Néanmoins, si l'on tient compte de la composition globale de la main-d'œuvre dans ces secteurs, les projets de formation d'ACTRAV ont obtenu de bons résultats (25 pour cent de femmes participant au projet relatif à la construction, contre 10 pour cent de participation féminine à la main-d'œuvre industrielle).

b) Les NIT, notamment en matière de liberté syndicale et de droit de négociation collective

La liberté syndicale et le droit à la négociation collective sont des thèmes centraux dans les activités du Programme, et une bonne coopération s'est établie de longue date sur ces questions avec les programmes techniques du Centre sur les normes internationales du travail, les droits au travail et l'égalité des genres (ILSGEN) et sur le dialogue social, la législation du travail et l'administration du travail (devenu aujourd'hui Protection sociale, gouvernance et tripartisme). En principe, des sessions consacrées à la liberté syndicale et à la négociation collective, ainsi qu'une introduction aux normes internationales du travail et à leur mécanisme de supervision, sont incluses en tant que composantes obligatoires dans tous les cours réguliers. La liberté syndicale et la négociation collective sont intégrées dans tous les projets de formation et dans une grande majorité des activités de formation sur mesure. L'annexe 2 (« Résumé des descriptions de cours 2014 ») présente les titres des principales sessions de l'ensemble des cours, et il apparaît clairement que la liberté syndicale et le droit à la négociation collective sont régulièrement traités dans les formations.

Au cours des dernières années, ces questions ont progressivement gagné en importance pour le Programme, ce qui s'est également manifesté par des activités visant à renforcer les capacités des syndicats d'organiser les travailleurs jusque dans les secteurs marginalisés du marché du travail et, en coopération avec les fédérations syndicales internationales, dans les entreprises multinationales et leurs chaînes d'approvisionnement. Une attention accrue a également été portée à l'analyse des performances économiques en vue de la négociation collective et aux compétences requises dans cette négociation.

B.9 Méthodologie de la formation

Le Programme met en œuvre des méthodologies actives de formation et d'apprentissage. La majorité des activités de formation en présentiel sont conçues de manière que les participants soient activement engagés dans la formation avant le cours, essentiellement par le biais d'exercices préalables. Ces exercices peuvent revêtir la forme de rapports de pays et de collecte de données sur un thème choisi, de compilation de questionnaires d'enquête en ligne, de préparation de présentations en PPT et/ou d'études de cas qui seront commentées pendant la formation. Dans certains cours, des gestionnaires d'activités analysent les données, et dans d'autres ce travail est effectué par des chercheurs qui élaborent des analyses comparatives, des rapports ou des documents basés sur les contributions des participants, qui sont ensuite distribués à ces derniers comme documents de référence. Les cours combinent les sessions théoriques dirigées par des experts de premier plan avec des sessions de formation interactives au cours desquelles les participants travaillent en groupes plus restreints à des tâches prédéfinies. Ces groupes de travail permettent une participation active de chacun de leurs membres et encouragent le brainstorming, le partage d'expériences, les comparaisons et la mise en contraste des apports nationaux, et la recherche de dénominateurs communs et d'idées partagées pour les initiatives et les actions futures. Tous les cours réguliers et la majorité des cours additionnels comportent la rédaction de plans d'action individuels que les participants doivent produire vers la fin de leur formation en résidence. Ces plans d'action sont conçus pour assurer la mise en œuvre des connaissances acquises au niveau national après la formation. Dans la majorité des activités de formation, des représentants syndicaux provenant d'autres pays et/ou d'organisations internationales sont invités à présenter des

cas de bonnes pratiques, contribuant ainsi au partage de connaissances, au travail en réseau et à la coopération internationale. Dans la mesure du possible, le Programme assure les formations dans diverses langues locales, ce qui aide les participants à surmonter l'obstacle de la langue et apporte la certitude que les participants possédant le profil adéquat seront sélectionnés pour la formation selon leur fonction et leur compétence plutôt qu'en raison de critères linguistiques.

B.10 Matériel didactique

Au cours de l'année 2014, le Programme a poursuivi la révision, l'actualisation et le développement de ses matériels de formation. Un nouveau manuel d'éducation des travailleurs sur « Les syndicats et l'économie informelle » a été élaboré et utilisé.

« Travail décent au cube » a été actualisé avec cinq modules élaborés conformément à la politique régionale de l'emploi d'ACTRAV:

- La politique de promotion du travail décent.
- Des politiques économiques et sociales pour un emploi décent.
- Les normes de l'OIT relatives à la politique de l'emploi.
- La structure de l'emploi et les politiques sectorielles.
- Les politiques de l'emploi pour des groupes spécifiques.

En 2014, le manuel de formation syndicale sur le dialogue social, publié en anglais en 2012 et déjà disponible en plusieurs langues d'Europe centrale et orientale (bulgare, croate, hongrois, lituanien, polonais, tchèque, roumain, serbe et slovène) a été traduit et publié en turc. Les versions en bulgare, croate, roumain et serbe ont été rééditées pour le projet de l'UE concernant l'industrie de la construction.

Le Programme a poursuivi son travail de préparation de fiches d'information pour l'action syndicale.

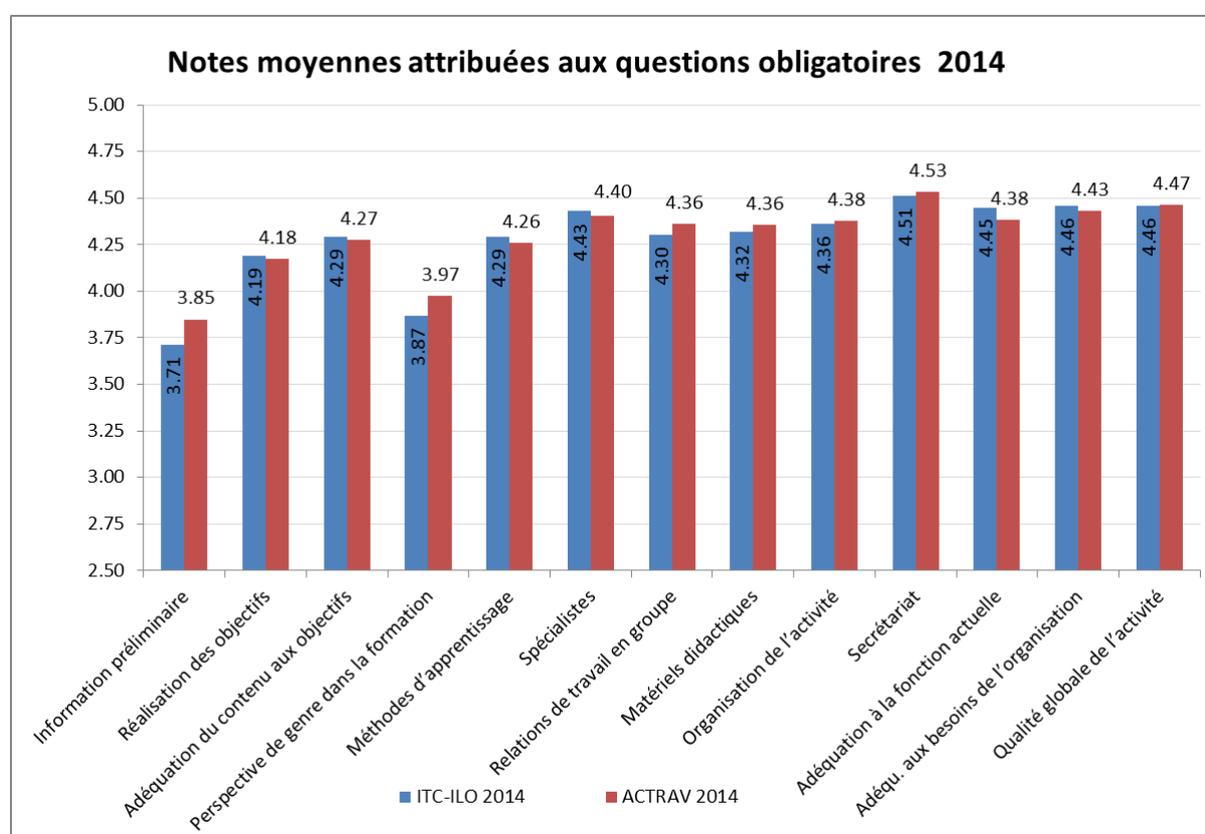
B.11 Spécialistes

Dans l'exécution de ses cours de formation, le Programme utilise les compétences internes d'ACTRAV-Turin ainsi que des spécialistes d'ACTRAV au Siège et sur le terrain, des experts de programmes techniques du Centre, des départements et bureaux du BIT et des collaborateurs extérieurs. La majorité des activités de formation sont mises en œuvre avec des contributions de dirigeants et d'experts techniques appartenant à des organisations syndicales ou à des institutions de formation internationales, régionales ou nationales, ou encore de spécialistes. Pour exécuter le volume global d'activités de formation menées en 2014 (59 activités pour 1 545 participants), le Programme a engagé environ 250 spécialistes (dont 20 pour cent seulement ont été rémunérés). La grande majorité de ces personnes ressources provenaient de syndicats et d'autres institutions, la plupart ayant été recrutées localement. Si elles étaient originaires d'un autre pays, seuls leurs frais de voyage, d'hébergement et de repas étaient couverts. Ainsi, le projet européen pour le secteur de la construction a eu recours à 54 spécialistes, dont quatre seulement avec un contrat de collaborateur extérieur (7 pour cent). Tous les autres appartenaient à des fédérations syndicales

européennes, à des FSI, à l'OIT, au Centre, à des syndicats nationaux, à un ministère du Travail ou à des associations d'employeurs.

B.12 Évaluation

Au terme des cours de formation, le Programme effectue une évaluation sur la base de questionnaires standards du Centre. Ces questionnaires sont anonymes. Sur une échelle de 0 à 5, il est demandé aux participants d'évaluer l'activité de formation en fonction de plusieurs paramètres. Le graphique ci-dessous présente les notes moyennes attribuées sur les questions obligatoires: information préliminaire (3,85), réalisation des objectifs (4,18), adéquation du contenu aux objectifs (4,27), perspective de genre dans la formation (3,97), méthodes d'apprentissage (4,26), spécialistes (4,40), relations de travail en groupe (4,36), matériels didactiques (4,36), organisation de l'activité (4,38), secrétariat (4,53), adéquation à la fonction actuelle (4,38), adéquation aux besoins de l'organisation (4,43) et qualité globale de l'activité (4,47).



B.13 Rapport financier

En 2014, le Programme a atteint un montant total des recettes de 2 671 297 euros, avec un maintien du pourcentage global de la contribution aux coûts fixes. Les principales sources de financement ont été l'allocation régulière CTBO/CT/ACTRAV, la contribution volontaire italienne et les projets financés par des donateurs extérieurs.

Le tableau ci-dessous permet de comparer le financement de 2013 et de 2014 en fonction des sources de recettes. La différence essentielle a été due à l'augmentation de l'excédent d'exploitation et à l'allocation spéciale pour les travailleurs, qui a été introduite pour la première fois au cours de l'année considérée. Sur le plan financier, 2014 a été une année positive qui a permis à ACTRAV-Turin de former 1 545 participants au cours de 59 activités de formation et d'organiser 349 jours de formation représentant jusqu'à 7 672 jours-participant.

Tableau financier

	2013	2014	Différence
Contribution italienne	546 090 €	544 632 €	-1 458 €
CTBO/CT/ACTRAV	535 006 €	549 591 €	14 585 €
OIT (divers)	348 338 €	53 000 €	-295 338 €
CTBO/OIT/CT	195 454 €	199 000 €	3 546 €
Excédent		301 222 €	
Allocation spéciale		273 000 €	
Projets à contribution	772 815 €	761 844 €	-10 971 €
Divers		42 539 €	
TOTAL DES RECETTES	2 196 986 €	2 671 297 €	474 311 €
CONTRIBUTION AUX COÛTS FIXES	770 733 €	909 764 €	139 031 €
% DE LA CCF DANS LES RECETTES	35 %	34 %	

Le petit tableau ci-dessous indique qu'un financement important a été généré par des projets (représentant 29 pour cent du total des ressources), financés par l'Union européenne, la Communauté wallonne et le Programme pour l'industrie du prêt-à-porter au Bangladesh. Les régions qui ont bénéficié de projets en 2014 ont été l'Europe, l'Afrique et l'Asie.

Contributions apportées par des projets en 2014	
Programme pour l'industrie du prêt-à-porter au Bangladesh	84 394 €
Région wallonne	185 034 €
Union européenne	492 416 €

B.14 Rapports régionaux

AFRIQUE

Contexte et stratégie de formation

Malgré la crise économique mondiale, l'Afrique a enregistré une croissance moyenne de 5 pour cent par an au cours de la dernière décennie, certains pays dépassant même les 7 pour cent. Les prix élevés des produits de base, la demande intérieure accrue – due à la hausse des investissements privés dans les infrastructures et l'énergie – et l'amélioration de la gouvernance économique et de la gestion ont été les principaux moteurs de cette croissance. Toutefois, cet emballement économique

impressionnant n'a pas profité à tous et sa contribution à la création d'emplois a été pratiquement minime, tandis que la transformation structurelle sur le continent reste insaisissable.

Le marché du travail est en proie à de nombreux problèmes, notamment les niveaux élevés de chômage et de sous-emploi sans précédent qui frappent lourdement les jeunes et les femmes, l'informalité généralisée, les mauvaises conditions de travail et les inégalités croissantes. Le continent n'atteindra pas la plupart des Objectifs du Millénaire pour le développement. Par exemple, près de la moitié des Africains vivent dans l'extrême pauvreté ; en effet, 46,5 pour cent des travailleurs gagnent moins de 1,25 dollar par jour. La majorité des travailleurs sont pris au piège de l'emploi vulnérable, de la faible productivité et de l'absence de sécurité sociale, sans parler des effets dévastateurs de l'épidémie d'Ebola qui a touché les pays du bassin du fleuve Mano, ni de l'épidémie de VIH et de sida qui continue d'infliger d'indicibles souffrances à la population africaine.

En outre, on assiste à une déferlante de lois et/ou politiques procapitalistes qui offrent aux investisseurs étrangers et aux entreprises multinationales (EMN) un large éventail de facilités, par exemple:

- des réglementations qui consacrent le non-respect des droits au travail, en particulier celles concernant la liberté syndicale et la négociation collective;
- le droit pour les investisseurs étrangers de rapatrier leurs bénéfices vers des comptes off-shore ou de réinvestir ces profits sur les marchés des actifs plutôt que dans l'économie réelle.

La conjonction de ces facteurs et d'autres sape les efforts déployés par les gouvernements africains pour s'attaquer efficacement au problème du chômage et du sous-emploi, à la pauvreté et à la course vers le bas. Il est également intéressant de noter que l'impact de la croissance sur les moyens de subsistance et sur l'accès aux services sociaux en Afrique a creusé les inégalités de genre, de revenu et entre zones rurales et urbaines, et causé une chute douloureuse du niveau de vie et une dégradation de l'environnement, faisant ainsi du continent l'incubateur de la plupart des agonies humaines. Ces problèmes sont particulièrement pressants pour la jeune génération et forcent de nombreux jeunes à migrer vers le Nord développé à la recherche d'une herbe plus verte, souvent par des voies dangereuses dans lesquelles beaucoup vivent des événements tragiques.

L'emploi décent, la productivité du travail, l'industrialisation, la forte réduction de la pauvreté et la préservation de l'environnement nécessitent des investissements soutenus dans les ressources humaines, le passage de l'économie africaine de l'agriculture à faible productivité et de l'informalité à des secteurs à forte productivité tels que l'économie verte, la manufacture et les services modernes. Tout cela doit aller de pair avec le respect des droits des travailleurs, une culture d'inclusion sociale et une gouvernance inclusive reposant sur un dialogue social institutionnalisé afin d'arriver à des choix politiques qui contribuent à la réalisation du travail décent et à la préservation de l'environnement.

Dans ce contexte, ACTRAV-Turin a continué de contribuer aux efforts de renforcement des capacités des syndicats en Afrique à travers la prestation d'activités d'éducation et de formation pertinentes sur divers sujets. À long terme, ces interventions visent à promouvoir le développement des connaissances des syndicats et leurs capacités en matière d'éducation des travailleurs, dans le but

ultime de renforcer leur influence dans le processus décisionnel à travers la négociation collective et le tripartisme, ainsi que leur participation effective aux PPTD. Concrètement, ACTRAV-Turin a mis en œuvre 11 activités de formation, dont trois cours de base, sur le campus, et huit autres activités sur le terrain, pour un total de 190 participants, dont 117 femmes (61,57 pour cent).

Planification et coordination des activités de formation

Les activités mises en œuvre en 2014 tenaient compte de l'orientation stratégique d'ACTRAV en ce qui concerne la promotion des droits, avec un accent particulier sur la liberté syndicale et le droit de négociation collective. Les cours ont été identifiés en consultation avec le conseiller principal et les spécialistes en éducation des travailleurs d'ACTRAV pour l'Afrique. En outre, les résolutions et les plans stratégiques de la CSI-Afrique et de l'OUSA, les priorités du Groupe des travailleurs et les décisions du Comité de la formation syndicale ont aidé dans la sélection des activités et des groupes cibles correspondants. Les profils des cadres ciblés ont été utilisés comme points de référence pour la détermination de la portée de la formation, le programme d'étude et la sélection des experts pour chaque cours. Les programmes ont été articulés autour de thématiques qui reflétaient les préoccupations des syndicats sur les problèmes majeurs qui affectent la population active et le monde du travail dans son ensemble. Les activités de formation ont été développées conformément au mandat central de l'OIT tel qu'énoncé dans les quatre objectifs stratégiques de l'Agenda du travail décent, et ensuite dans les domaines de première importance (ACI).

Les objectifs de chaque cours de formation ont impliqué la création de matériel didactique et de produits d'apprentissage qui non seulement portaient sur des questions techniques, mais répondaient aussi aux préoccupations les plus profondes des syndicats africains. Les suggestions et les contributions du personnel des différents programmes techniques du Centre (DELTA, EPAP, ILSGEN et SPGT), des départements et bureaux du BIT (ACTRAV et Protection sociale), de la CSI, des centrales nationales belges (CSC, FGTB et CGSLB), de la Fédération des syndicats autrichiens, de la CSI-Afrique, de l'OUSA, du *Tom Mboya Labour College*, du TUC-Ghana et de l'Université de Lomé, Togo - qui ont fourni les experts et les spécialistes - ont façonné les structures, les contenus et les horaires des activités.

Coopération et partenariats

Presque toutes les activités sur le terrain ont eu lieu dans des installations de formation appartenant à des organismes syndicaux, à savoir le Centre de formation de la CSI-Afrique à Lomé, le *Kwame Nkrumah Africa Labour College* de l'OUSA à Accra et le *Tom Mboya Labour College* de la COTU-Kenya à Kisumu. Notre espoir est que les activités de formation réalisées par ACTRAV-Turin continueront d'apporter une contribution positive à l'institut de recherche nouvellement créé de la CSI-Afrique et à l'objectif de l'OUSA de proposer sur une base plus régulière et durable des activités d'éducation des travailleurs au *Kwame Nkrumah Africa Labour College*. L'OIT, ACTRAV-Genève, la Région wallonne, la Fédération des syndicats autrichiens et le gouvernement italiens ont été nos principaux partenaires.

Évaluation et observations

En termes spécifiques, les activités de formation ont contribué au renforcement des capacités des syndicats sur les normes internationales du travail concernant la liberté syndicale, la négociation

collective, la consultation tripartite, la protection sociale et l'emploi. De même, elles ont développé les capacités des participants sur les questions actuelles de l'éradication de la pauvreté, de la transition vers une économie verte, de l'organisation et de la gestion des syndicats et de la promotion du travail décent pour les travailleurs migrants et les travailleurs de l'économie informelle. En gros, les compétences des dirigeants, éducateurs, organisateurs et autres délégués syndicaux en matière de dialogue social, de communication et de questions socioéconomiques contemporaines ont été développées. Il reste à espérer que ces compétences renforcées constitueront pour les institutions une valeur ajoutée qui continuera à aider les dirigeants syndicaux à concevoir des politiques d'avenir au sein de forums de dialogue social bipartites et tripartites, notamment dans le cadre des PPTD actuels.

Nos interventions ont également renforcé les actions de sensibilisation et les campagnes syndicales en faveur d'un glissement de paradigme vers un modèle de production et de consommation alternatif optant pour une approche équilibrée entre la croissance économique, le progrès social (travail décent) et la préservation de l'environnement. En outre, les activités de formation régionales ont été l'occasion de renforcer les interactions entre les syndicalistes des pays d'Afrique anglophone et francophone, en particulier sur la nécessité de remodeler et d'unifier les syndicats et sur le développement de perspectives de travail répondant aux défis engendrés par la mondialisation et l'intégration régionale. Un réseau d'éducateurs bénévoles dotés de compétences de communication et de facilitation élevées, acquises par la participation à nos activités de formation, appuie les efforts des syndicats pour relayer l'impulsion générée par les activités.

Les plans d'action individuels développés par les participants dans le cadre de chaque activité ont servi à transférer les connaissances et les compétences vers les centrales nationales, les organisations sectorielles, les lieux de travail et les communautés. Grâce à la mise en œuvre de ces plans d'action, les syndicats développent progressivement leurs capacités à recruter de nouveaux membres. Ils demandent également le respect des principes et droits fondamentaux au travail et plaident pour l'autonomisation des jeunes et des femmes afin de réduire les inégalités existantes entre les groupes sociaux. En outre, les syndicats soutiennent les programmes spécifiques sur la SST et le VIH et le sida qui visent à promouvoir une culture de prévention en milieu de travail.

Les différents réseaux établis par les participants permettent de maintenir l'engagement, la discussion et la réflexion autour des thèmes abordés pendant les activités. Cela devrait contribuer à doper l'activisme des membres, essentiel au fonctionnement du mouvement syndical en tant que contrepouvoir efficace. Les connaissances et les compétences acquises par les participants se répercutent à divers niveaux grâce à l'effet multiplicateur et à l'impact des activités de formation similaires organisées sur les lieux de travail.

Enseignements tirés

- L'éducation des travailleurs est au centre de la stratégie globale qui vise à renforcer les capacités des syndicalistes à jouer un rôle plus efficace dans le dialogue social pour défendre les intérêts socioéconomiques des travailleurs, de leurs familles et de la société dans son ensemble.
- Une approche intégrée, coordonnée et ciblée de la conception, la planification et la mise en œuvre de nos activités de formation aura probablement un impact plus fort et plus durable.

- Nous avons enregistré un taux de participation féminine de 61,56 pour cent grâce à notre attention insistante pour le respect des critères de sélection. Cependant, la note obtenue par le genre dans les évaluations reste faible, les participants n'appréciant pas pleinement l'intégration des questions de genre dans certains sujets.

Défis à relever

- Le financement reste un sérieux problème au vu des besoins accrus de formation des syndicats et de l'envie de certains syndicats d'aider leurs représentants à mettre en œuvre leurs plans d'action.
- L'intégration des activités de formation d'ACTRAV-Turin avec la formation assurée par les spécialistes de l'éducation des travailleurs des bureaux locaux de l'OIT, de la CSI-Afrique et de l'OUSA est d'une importance vitale et mérite une attention particulière. La coordination et la collaboration efficaces avec chacun de ces acteurs à des fins de meilleure planification et de rationalisation des activités devraient contribuer à l'optimisation de l'utilisation des ressources, à éviter les doubles emplois et à obtenir de meilleurs résultats.
- La normalisation des programmes d'études et des manuels de formation sur les thèmes fondamentaux pertinents pour les syndicats doit être envisagée.
- L'apprentissage à distance doit être réactivé, et la nécessité du développement du personnel doit être prise en considération.

AMÉRIQUES

Contexte et stratégie de formation

La CSA, l'organisation syndicale régionale de la CSI, a identifié la nécessité de s'appuyer sur des équipes syndicales régionales dans les domaines liés au travail décent. Nous avons donc conçu et mis en place nos plans de travail dans un cadre de coordination et de coopération avec les organisations syndicales aux niveaux international et national, avec des centrales nationales comme avec des Fédérations syndicales internationales, dans le but de définir des processus de formation sur des thèmes stratégiques liés à la promotion du travail décent, gardant à l'esprit ses quatre composantes, et de façon organisée. Il en est ressorti une définition du programme « Travail décent au cube » et des « académies sur le travail décent » en tant qu'outils d'appui à l'apprentissage et de renforcement des processus de formation sur les priorités identifiées par le mandant syndical et l'OIT.

Les principales difficultés identifiées au niveau régional pour la formation syndicale sont les suivantes:

- a) Profil des participants - De nombreux dirigeants syndicaux ont participé aux activités résidentielles alors qu'ils n'avaient pas forcément de lien direct avec le thème abordé ni suivi de formation préalable.
- b) Groupes très hétérogènes - Le déséquilibre entre les participants ayant beaucoup d'expérience et d'autres sans véritable lien avec le thème abordé complique la gestion du processus de formation résidentielle et empêche le travail en réseau et en équipes syndicales.

- c) La formation ponctuelle et isolée, en dehors de processus spécifiques ne permet pas de renforcer les organisations syndicales.
- d) La dispersion des maigres moyens dont dispose ACTRAV pour mener des activités résidentielles régionales, associée à l'absence de contacts sur le terrain et avec les structures syndicales régionales limitent les effets de la formation.
- e) Il est impossible de veiller à la pérennité des équipes syndicales régionales lorsqu'il n'y a pas de continuité dans les processus.
- f) La Déclaration de 2008 représente un défi énorme pour toutes les activités de l'OIT du fait du besoin d'intégrer les éléments sociaux aux économiques, et tous les domaines stratégiques du travail décent à la formation pour l'action syndicale et le développement durable.
- g) Manque d'instruments de formation intégrés qui accompagnent l'approche de la Déclaration de 2008 pour la formation syndicale, surtout par rapport au caractère « indissociable » des quatre éléments du travail décent.

Planification et coordination des activités de formation

- Coordination au sein d'ACTRAV

Comme les années précédentes, tous les cours réguliers ayant lieu à Turin ont été définis par le Comité de la formation syndicale lors de réunions auxquelles participe la direction d'ACTRAV. Ces cours sont ensuite conçus et mis en place en collaboration avec le personnel d'ACTRAV du bureau régional et d'ACTRAV-Genève.

Quant aux activités sur le terrain, là encore le responsable régional d'ACTRAV et ACTRAV-Turin ont déterminé ensemble les plans de travail, ce qui constitue un atout indéniable en matière d'efforts à fournir et d'efficacité. Cette association s'est matérialisée dans quatre domaines:

- La planification et le développement d'activités relatives à l'économie informelle avant la Conférence internationale du Travail, le secteur informel étant une des questions inscrites à l'ordre du jour.
- L'approfondissement de la formation sur la sécurité sociale, ici, principalement sur les réformes des retraites.
- La réalisation d'activités centrées sur trois domaines de première importance tels que définis par le Conseil d'administration: économie informelle, secteur rural et développement des qualifications en vue de la promotion du travail décent pour les jeunes syndicalistes.
- Le travail de formation avec des Fédérations syndicales internationales (FSI) dans différents domaines (multinationales, jeunes, peuples indigènes) a renforcé leur coordination avec la Confédération syndicale des travailleurs des Amériques (CSA).

La planification de l'enseignement à distance a aussi été effectuée en fonction de la programmation d'ACTRAV; le choix du calendrier et le déroulement des activités ont eu lieu en accord avec le bureau régional. C'est également dans ce sens que le travail continue d'être mené conjointement dans le cadre des académies sur le travail décent.

Coordination avec les organisations syndicales régionales

Tout au long de l'année 2014, la collaboration systématique entre ACTRAV (région, siège et Turin) et la CSA de la CSI s'est prolongée pour tous les cours réguliers à Turin sur les questions soulevées par le Comité de la formation syndicale. D'autre part, pour les activités sur le terrain, le Programme a travaillé avec la CSA à l'organisation des connaissances et des produits sur le thème de l'économie informelle en vue de préparer les discussions de la CIT.

Le soutien qu'ACTRAV a offert en 2013 à la création de la Plateforme syndicale de développement (PLADA) et à sa présentation en 2014 à Santiago du Chili a aussi été fort important.

Il faut également souligner que tout au long de l'année 2014, un ensemble d'activités corrélatives dans le domaine des droits des peuples indigènes a été organisé sur le terrain et à distance. Ces activités sont venues soutenir le plan de travail de la CSA en la matière.

Une collaboration a eu lieu avec la plupart des Fédérations syndicales internationales, mais il convient de souligner tout particulièrement le travail mené avec l'UITA dans le secteur rural en tant que domaine de première importance, de même que les activités menées dans le cadre du programme lié aux sociétés multinationales avec presque toutes les FSI concernées par cette question.

En collaboration avec les FSI comme avec la CSA, un travail a été mené en vue de créer un processus de formation pour les jeunes syndicalistes, promoteurs du travail décent, qui a comporté des cours résidentiels et à distance, et qui continuera d'être déployé en 2015.

Coopération et partenariats

- Coopération avec des centres nationaux de formation et des instituts de recherche

En 2014, les participants des cours réguliers de Turin ont encore pu se rendre à Madrid pour une visite d'étude, dans le cadre des accords avec l'École syndicale de la Confédération syndicale des commissions ouvrières (CC.OO) et l'Institut syndical de coopération au développement (ISCOD) de l'Union générale des travailleurs (UGT) en Espagne. Une délégation de syndicalistes de la République populaire de Chine a également effectué une visite d'étude avec le soutien de la coopération syndicale espagnole. Une visite d'étude a pu être effectuée à Lisbonne grâce à la solidarité syndicale de l'UGT du Portugal.

Il faut, une fois encore, souligner la poursuite des activités menées avec l'équipe syndicale multidisciplinaire de formation syndicale de l'UOCRA-CGT d'Argentine, surtout par rapport au processus de formation entamée avec des jeunes syndicalistes, et avec la Banque de prévision sociale (BPS) d'Uruguay en termes d'analyse de la situation des systèmes de protection sociale dans des pays de référence de la région.

- Coopération avec d'autres programmes du Centre

Dans le cadre du volet « égalité des genres » du programme ILSGEN, on a pu compter sur le soutien nécessaire pour valider, lors d'un audit du genre, l'intégration de la problématique du genre dans la structure du programme de formation syndicale « Travail décent au cube ». Pour ce faire, il a fallu intégrer la participation d'un groupe de femmes syndicalistes à des actions de formation dans le cadre du programme,

D'autre part, des spécialistes du département des normes et du genre sont intervenus lors de toutes les activités réalisées à Turin par ACTRAV; cette coopération est toujours fort appréciée par les participants.

Le soutien que le Centre a apporté au projet des académies sur le travail décent, en lui consacrant une partie du Fonds d'innovation, et l'audit sur l'égalité mentionné ci-dessus ont été particulièrement pertinents.

Quant à la coordination avec d'autres programmes en vue de la réalisation d'activités communes, la coopération et le travail commun menés avec EMLD dans le cadre de l'Académie sur l'économie sociale et solidaire qui a eu lieu au Brésil se sont révélés fort intéressants.

- Coopération avec les bureaux locaux et les départements du siège à Genève

Toutes les activités menées sur le terrain en 2014 ont pu compter sur la participation de spécialistes de différents bureaux en fonction du sujet traité, à condition de fournir au préalable la description et le projet de programme de l'activité au responsable régional d'ACTRAV.

La majeure partie de ce travail a été intégré à la planification régionale en tant que réponse à l'attention portée aux « domaines de première importance » et en tenant compte des conclusions des différentes équipes régionales multidisciplinaires que le bureau régional a mises en place dans cet objectif.

Pour le bureau régional, le maintien de la collaboration avec le programme de l'OIT sur les peuples indigènes PRO 169 a été primordial.

On a aussi pu compter sur le soutien du siège à Genève, notamment des départements de la gouvernance et des entreprises multinationales. Le programme d'action mondial pour les travailleurs domestiques migrants a également été présent.

Enfin, étant donné l'importance particulière de la coopération syndicale entre l'Espagne et l'Amérique latine, l'accompagnement et le soutien du bureau de l'OIT à Madrid à différentes initiatives de collaboration ont été essentiels tout au long de 2014.

Évaluation, observations et enseignements tirés

Au vu de tout ce qui précède, on peut en tirer la conclusion qu'au cours de 2014, les objectifs fixés pour le programme pour l'Amérique latine et les Caraïbes ont été atteints et que les activités de formation ont été correctement menées et, en fonction des réponses recueillies dans les formulaires d'évaluation disponibles, ont été favorablement évaluées par les participants. De la même façon, il convient de noter la participation active du bureau régional comme du siège à Genève, ainsi que des autres départements et programmes du siège comme du Centre du Turin. Toutefois, en raison de retards au niveau de la mise en place de certains projets sous-régionaux, deux activités sous-régionales prévues ont dû être postposées.

Le travail s'est poursuivi au niveau des processus de formation pour le renforcement des capacités syndicales en vue de la promotion du travail décent, dans le cadre de la proposition d'intégration sur laquelle on travaillait ces derniers temps partant du point de vue que les quatre composantes du travail décent sont indissociables et en ayant comme objectif la mise en place de réseaux syndicaux et d'équipes techniques syndicales.

L'inclusion de l'approche intégrée de l'égalité a été une caractéristique essentielle de toutes les activités, tant au niveau du développement de chacun des thèmes qu'au moment de son inclusion à des sessions spécifiques. Le nombre de femmes syndicalistes participantes est resté identique à celui des autres années.

En 2014, les activités menées à Turin ont encore pu compter sur des échanges intercontinentaux avec des sessions et des journées partagées, un élément qui avait déjà fait son apparition les années précédentes et qui s'accroîtra à l'avenir.

De la même façon, en 2014, ACTRAV et EMLD ont collaboré pour concevoir et mettre en place une « académie » interrégionale sur le terrain avec les bons résultats précédemment mentionnés. La coopération avec d'autres départements techniques du Centre au niveau des programmes et de la création des académies est un aspect important de notre plan de travail pour les années à venir.

Défis à relever

Compte tenu de tout ce qui précède, les défis à relever pour la prochaine période peuvent se résumer comme suit :

- Consolidation des échanges intercontinentaux lors des activités organisées à Turin, sur base de la convergence d'activités régionales relatives à des thèmes collectifs lors de dates communes afin de travailler ensemble à leur conception et à leur mise en œuvre.
- Renforcement de la participation des femmes syndicalistes et de l'approche intégrée du genre lors de toutes les activités en y appliquant des critères méthodologiques appropriés.
- Renforcement de la collaboration avec d'autres départements techniques en vue de la création des académies en s'attachant particulièrement aux domaines définis comme prioritaires par le Groupe des travailleurs.
- Amélioration de la coordination avec ACTRAV, tant au niveau régional qu'au niveau du Siège, et avec des spécialistes sur le terrain pour optimiser l'harmonisation des plans de travail.
- Renforcement du rôle de direction d'ACTRAV au niveau de ses capacités de proposition de collaboration technique à moyen et long termes sur la base de projets internationaux comprenant l'inclusion d'éléments de formation et de renforcement des capacités syndicales relatives au travail décent.
- Continuité et renforcement du programme de formation à distance en s'intéressant particulièrement à la méthodologie de la formation des formateurs et au développement de matériels et d'outils d'apprentissage.
- Utilisation systématique des académies sur le travail décent en tant qu'outils d'apprentissage continu fonctionnant comme des académies permanentes sur le travail décent qui permettent aux réseaux et aux équipes techniques syndicales de travailler.

Matériel didactique

Au cours de 2014, le programme a poursuivi la révision, la mise à jour et le développement de matériels didactiques s'intégrant à la proposition générale intitulée « Travail décent au cube ». Il y a notamment eu l'élaboration de cinq modules, conçus avec le responsable régional d'ACTRAV et portant sur les politiques d'emploi:

- La politique de promotion de l'emploi décent

- Politiques économiques, sociales et de travail pour l'emploi décent
- Les normes de l'OIT sur la politique de l'emploi
- La structure de l'emploi et les politiques sectorielles
- Politiques de l'emploi pour des groupes précis de la population

De la même façon, le travail s'est poursuivi au niveau de l'élaboration de fiches d'information pour l'action syndicale.

ASIE-PACIFIQUE

Même si les performances économiques de l'Asie sont saluées dans le monde entier, il y a toujours des menaces et des difficultés qui empêchent la région de progresser et de se développer. Alors que certains revenus et niveaux de vie sont en hausse, les taux de pauvreté sont toujours élevés et les inégalités augmentent. La croissance économique ne génère pas assez d'emplois productifs et décents. Nombre de personnes sont dans des situations vulnérables, disposent d'emplois précaires faiblement rémunérés et ne peuvent pas compter sur des systèmes de protection sociale appropriés ni sur la protection des droits de la main-d'œuvre. C'est aussi dans la région Asie-Pacifique que l'on enregistre le plus faible taux de ratification des conventions fondamentales de l'OIT relatives à la liberté syndicale (C87) et à la négociation collective (C98).

Dans la région, la stratégie de formation a tenu compte de ces réalités et a accordé la priorité à des thèmes qui les abordent et qui envisagent des stratégies syndicales pour surmonter ces difficultés. Mettant en œuvre différentes méthodes d'apprentissage participatives et qui s'appuient sur les technologies, le programme déployé en Asie et dans le Pacifique s'est concentré sur l'augmentation et le renforcement des compétences syndicales en matière de promotion du respect des principales normes fondamentales du travail (C87 et C98), d'organisation du personnel en syndicats (notamment, les travailleurs domestiques et de l'économie informelle), sur les salaires, la promotion du travail décent dans les sociétés multinationales, les réformes des législations du travail, la protection sociale et les négociations collectives.

De plus, les activités de formation de la région se conforment aux recommandations adoptées par le Comité de la formation syndicale et aux priorités d'ACTRAV pour 2014-15. Qui plus est, les activités ont été déployées pour participer à la réalisation du Résultat 10 du cadre stratégique de l'OIT pour 2014-15, à savoir que les travailleuses et les travailleurs disposent d'organisations représentatives fortes et indépendantes.

En 2014, 14 cours ont été dispensés dans la région Asie-Pacifique. Cinq d'entre eux ont été organisés à Turin (notamment deux pour la Fédération des syndicats de toute la Chine) et les neuf formations restantes ont eu lieu sur le terrain, y compris trois ateliers pour les syndicats au Bangladesh.

En tout, 331 représentants syndicaux de la région ont participé aux cours et 39,57 pour cent des participants (soit 131 personnes) étaient des femmes. On note donc une hausse du nombre de participants d'environ 4 pour cent par rapport à 2013, mais une diminution du nombre de femmes présentes de 12 pour cent par rapport à la même année.

Planification et coordination des activités de formation

Des consultations et une coordination régulières ont eu lieu avec des collègues d'ACTRAV concernés à Genève et sur le terrain pour s'assurer que les activités de formation s'inscrivent bien dans les priorités définies pour la région. Lorsque cela a été possible, des spécialistes d'ACTRAV ont participé aux activités de formation à Turin et sur le terrain. Par ailleurs, des interactions régulières avec l'équipe d'ACTRAV pour l'Asie et le Pacifique (à Genève et sur le terrain) ont permis d'améliorer la qualité et la fourniture des cours.

Dans le même temps, l'expertise présente sur le terrain grâce aux Équipes d'appui technique au travail décent du BIT a aussi été très précieuse et a été utilisée dans la planification et lors de la fourniture des formations, surtout pour les activités menées sur le terrain. Cette coordination reste importante pour veiller à ce que les messages et les informations fournis lors des formations s'appuient sur les réalités de la région. La participation des spécialistes des équipes d'appui technique au travail décent aux activités de formation devrait être activement encouragée dans les prochains cours.

Néanmoins, depuis qu'ACTRAV-Turin s'est vu confier la tâche de fournir un paquet de services de renforcement des capacités au personnel de l'industrie des vêtements au Bangladesh dans le cadre d'un projet plus vaste du Centre, l'interaction et la coordination avec des collègues du BIT au niveau du pays, ici avec le bureau du Bangladesh, sont aussi devenues indispensables. En l'absence d'un spécialiste ACTRAV pour l'Asie du Sud, l'expert chargé de la formation des travailleurs (basé au bureau de l'OIT à Dhaka) et d'autres collègues concernés du bureau ont participé à la coordination et à la mise en œuvre des activités du projet.

L'un dans l'autre, malgré les changements survenus au sein du personnel d'ACTRAV, le programme pour la région a veillé à la participation d'un maximum de collègues d'ACTRAV (de Genève et sur le terrain), des équipes d'appui technique au travail décent et des bureaux dans les pays (le cas échéant) à la planification et à la coordination des activités de formation. Le respect des politiques et des priorités de l'OIT et d'ACTRAV s'est également poursuivi.

Coopération et partenariats

En 2014, la coopération avec des syndicats et leurs organisations de solidarité a été préservée, surtout au niveau des activités de formation sur le terrain. Au fil des ans, des partenariats ont été établis avec ces organisations au niveau du partage des frais et de la co-organisation de plusieurs formations dans la région.

Depuis 2003, des cours sur mesure pour l'ACFTU sont menés et s'adressent aux responsables et aux cadres de l'organisation. Cette année, outre ces deux formations spécifiques, deux autres cours ont été organisés sur le terrain avec le soutien de l'ACFTU. L'extension du soutien a permis des expériences positives, et les retours des participants comme de l'ACFTU étaient favorables.

Cette année, les partenariats avec la Fondation du travail de Corée (KLF), le NTUC de Singapour et la Fondation internationale du travail du Japon (JILAF) se sont aussi poursuivis pour les activités de formation sur le terrain. La participation de ces organisations a permis à ACTRAV-Turin de fournir des cours et de promouvoir la coopération.

Il faut préserver ces partenariats stratégiques avec ces organisations en vue d'étendre la portée du programme dans la région. Néanmoins, il faudrait que ce type de partenariats continue de respecter les priorités d'ACTRAV et des syndicats, et éviter de faire des planifications exceptionnelles; il convient en outre d'explorer la possibilité d'établir des partenariats à plus long terme avec ces organisations.

Aperçu du projet sur le Bangladesh

Le Centre, en partenariat avec le bureau de l'OIT au Bangladesh, a été chargé de prodiguer une série d'activités de renforcement des capacités pour les mandants de l'OIT notamment dans les domaines de l'inspection du travail, des législations du travail, du dialogue social, de la liberté syndicale, de la négociation collective, de la santé et de la sécurité au travail. Ce partenariat est prévu jusqu'en 2015. Dans le cadre de celui-ci, une série d'activités de renforcement des capacités pour les mandants syndicaux sont mises en place par le Programme des activités pour les travailleurs du Centre (ACTRAV-Turin).

L'objectif général de ces activités est de renforcer les capacités organisationnelles et techniques en vue d'améliorer la sécurité et la santé au travail, et dans le même temps d'augmenter le nombre de membres syndicaux et d'étendre la portée de la négociation collective pour le personnel du secteur du textile au Bangladesh. Ces objectifs pourront être atteints grâce à des activités de formation et de renforcement des capacités conçues et mises en œuvre par ACTRAV-Turin, soit dans le pays, soit au Centre de Turin.

Jusqu'à présent, les activités de formation ont été déployées à Dhaka, ce qui a fourni des occasions pour les recruteurs et les éducateurs syndicaux d'augmenter et de consolider leurs connaissances, leurs positions et leurs compétences en matière de sécurité et de santé au travail, de droits du personnel, de liberté syndicale et de négociation collective. Trente-neuf membres du groupe principal, pour la plupart membres du Comité national de coordination pour l'éducation des travailleurs (NCCWE), ont également reçu le soutien financier et technique nécessaire pour mener des activités de suivi destinées à sensibiliser et à accroître les connaissances des travailleurs de l'industrie des vêtements sur ces thèmes et pour leur permettre de concevoir et de mener des actions pertinentes au niveau des syndicats et des entreprises.

Toutes ces activités ont montré de façon significative l'engagement des organisations syndicales du Bangladesh, surtout du NCCWE, et ont prouvé qu'elles peuvent devenir des agents efficaces du changement afin d'améliorer les conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre du secteur textile du pays. Aujourd'hui plus que jamais, le rôle des syndicats dans le pays prend de l'ampleur, d'autant qu'ils s'emploient à veiller à ce que les droits et les intérêts des travailleurs du pays soient préservés et protégés. On espère que les organisations syndicales tireront le meilleur parti de la formation des recruteurs et des éducateurs, et que cela leur permettra de jouer un rôle proactif et constructif dans l'amélioration des conditions de travail et de vie du personnel de l'industrie du vêtement au Bangladesh.

Enseignements tirés et défis à relever

La réalisation d'activités d'éducation des travailleurs de la région Asie-Pacifique a fait surgir un certain nombre d'enseignements et de défis:

1. Il faut envisager et développer des méthodes s'appuyant sur les technologies pour les formations à venir. Les syndicats devraient aussi avoir la possibilité de s'en servir pour leurs propres programmes.
2. Pour faire face aux difficultés et aux inquiétudes naissantes des travailleurs et des syndicats, il faudrait mener des efforts délibérés afin d'améliorer le matériel de formation existant et d'en concevoir des nouveaux.
3. Avec les partenaires du programme, il faut explorer la possibilité d'établir des partenariats et des coopérations à plus long terme avec les syndicats nationaux et les organisations de solidarité.
4. Amélioration de la coordination et des mécanismes pour des actions de suivi.
5. Plus forte intégration des perspectives d'égalité et promotion de la participation de plus de femmes et de jeunes dirigeants aux formations.

EUROPE

Contexte et stratégie de formation

Le programme reflète certaines des priorités actuelles les plus importantes en Europe, comme l'emploi, les inégalités croissantes, la migration de main-d'œuvre et le travail non déclaré. Il aborde les problèmes de l'insécurité juridique et de l'érosion des droits syndicaux et des droits au travail causés par les réformes de la législation et par la tendance inquiétante à la décentralisation de la négociation collective, qui laisse de nombreux travailleurs sans aucune protection. De nombreux syndicats sont confrontés à d'importantes difficultés dans leurs tentatives d'étendre et de consolider leur base de recrutement, raison pour laquelle l'organisation des travailleurs doit rester l'une des grandes priorités de ce programme de formation. L'accent est également placé sur le dialogue social en tant qu'instrument essentiel pour la lutte contre la crise économique, la relance et les enjeux économiques et sociaux en général. Une attention systématique est accordée aux stratégies syndicales dans les entreprises multinationales, et chaque année une ou plusieurs activités sont organisées sur ce sujet. Enfin, le programme collabore activement avec les institutions nationales et européennes de formation syndicale dans le domaine de la promotion de la coopération méthodologique et technologique pour une meilleure éducation des travailleurs.

En 2014, ACTRAV-Turin a formé 547 participants européens, ce qui en fait le programme régional avec le plus grand nombre de participants et d'activités. Il a organisé 16 activités de formation, dont huit à Turin et huit sur le terrain. Le programme repose sur trois piliers principaux: i) projets financés par l'UE; ii) cours de base; et iii) activités sur mesure. En 2014, 10 activités étaient liées à des projets européens, une activité était un cours de base et cinq activités ont été organisées sur mesure en collaboration avec les fédérations européennes syndicales et l'Institut syndical européen. Les activités sont énumérées à l'annexe 2.

La spécificité du programme européen est que le cœur du programme est lié aux projets financés par l'UE. La mise en œuvre des projets soutenus par la Commission européenne - Direction générale Emploi, affaires sociales et inclusion - a commencé en 2003. Entre 2003 et 2015, ACTRAV-Turin a mis en œuvre 14 projets et formé plus de 2 000 participants venus d'États membres de l'Union

européenne et de pays candidats. Les projets ont porté sur les thèmes suivants: relations industrielles et dialogue social (11); travail précaire (1); travailleurs domestiques (1); entreprises multinationales et participation des travailleurs (1). On peut observer un savant dosage d'approche sectorielle et intersectorielle. Les projets sont énumérés dans le tableau ci-dessous.

APERÇU DES PRINCIPAUX PROJETS RÉALISÉS EN EUROPE

ANNÉE	THÈME	PARTENAIRE	PAYS	PARTICIPANTS	ÉVAL.
2003/4	Dialogue social (DS) Postes & télécommunications	UNI Europe	Nouveaux États membres (NEM)	72 (39% F*)	4,10
2006/7	DS Construction	FITBB	NEM	229 (29%)	4,26
2007	DS Tourisme	EFFAT	NEM + pays candidats (PC)	181 (50%)	4,44
2008	DS Métallurgie	FIOM	NEM + PC	173 (28%)	4,45
2009/10	DS Chimie	ICEM	NEM + PC	181 (25%)	4,38
2010/11	DS Transport	ETF	NEM + PC	209 (29%)	4,33
2010	DS Mixte	CES	NEM + PC	104 (39%)	4,29
2011	DS Commerce	UNI Europe	NEM + PC	142 (55%)	4,43
2011	Travail précaire	CES	UE	90 (49%)	4,34
2012	DS Mixte	EFFAT, IndustriALL	NEM + PC	206 (43%)	4,44
2012	Travailleurs domestiques	CES, EFFAT	UE	128 (74%)	4,25
2013	DS Mixte	IndustriALL	NEM + PC	204 (38%)	4,32
2013	Énergie, CEE	ENEL, IndustriALL, FSESP	UE	42 (38%)	4,55
2014	DS Construction	FITBB, CES	NEM + PC	160 (25%)	4,46

* Les chiffres entre parenthèses sont ceux du pourcentage de participation féminine

À côté de cela, ACTRAV-Turin a été le partenaire clé de projets gérés par des organisations syndicales européennes, assumant le premier rôle dans la conception et la mise en œuvre des éléments de formation de plusieurs projets de grande envergure. Un exemple de cette collaboration est l'initiative conjointe A4I-CES, qui entend établir un réseau européen d'aide à l'intégration des travailleurs migrants et de leurs familles et qui est placée sous la direction politique de la Confédération européenne des syndicats (CES).

La stratégie de formation est axée sur l'impact et se concentre sur les projets plutôt que sur les activités ponctuelles. Dans la mesure du possible, la continuité à travers l'approche cyclique est recherchée, sous la forme de projets et d'activités de suivi avec les mêmes partenaires. Cette approche a l'avantage de garantir la poursuite de la collaboration au-delà de la durée d'un projet, ainsi que de donner une idée des développements directement et indirectement liés aux projets enregistrés au niveau national. Les conférences d'évaluation organisées régulièrement apportent une contribution précieuse et permettent de recevoir des recommandations des bénéficiaires et des organisations européennes sur les futures initiatives et actions communes.

Planification et coordination des activités de formation

En général, les projets et activités de formation sont planifiés en consultation entre la responsable d'ACTRAV-Turin pour l'Europe et avec les spécialistes d'ACTRAV sur le terrain, en tenant compte des priorités du Groupe des travailleurs et des recommandations de politique générale du Comité de la formation syndicale. En Europe, la collaboration fructueuse et le développement de synergies avec la CES, l'Institut syndical européen (ISE) et les Fédérations syndicales européennes sont de la plus haute importance. Avant que le programme ne s'engage dans un projet, un large processus de consultation est mené sur l'évaluation des besoins des organismes bénéficiaires, du contenu spécifique, des modalités de réalisation et des méthodologies de formation, ainsi que sur la définition des groupes cibles et des résultats escomptés. Un accent très fort est mis sur l'engagement de l'organisation partenaire au niveau européen et sur l'appropriation du projet par les bénéficiaires. Le Conseil régional paneuropéen (CRPE) de la CSI est informé et consulté sur la mise en œuvre du cours de base pour la Communauté des États indépendants et des autres activités impliquant la zone paneuropéenne. Chaque année, en coordination avec les Fédérations syndicales internationales, des activités sur mesure sont organisées, principalement sur les entreprises multinationales. Lorsque c'est possible, les activités sont coordonnées avec d'autres programmes techniques du Centre et départements du BIT, qui apportent une contribution technique. C'est souvent le cas dans le domaine des normes internationales du travail, des activités sectorielles, du dialogue social, des technologies de l'apprentissage, etc.

Coopération et partenariats

Conformément à la décision prise par le Comité en 2013, le seul cours de base pour l'Europe, portant sur les normes internationales du travail et la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable et visant les multinationales d'Europe centrale et orientale, a été réalisé en russe et en anglais. Des sessions communes avec le cours sur le même sujet pour l'Amérique latine ont été organisées. Le cours a bénéficié de la participation d'ACTRAV-Genève (directeur adjoint et agents pour l'Europe et l'Amérique latine), de MULTI, d'ACT/EMP, de la Commission syndicale consultative (TUAC) auprès de l'OCDE, d'IndustriALL mondial, de la Fédération internationale des ouvriers des transports (ITF), d'UNI et de plusieurs représentants d'organisations nationales syndicales. L'expérience du regroupement de deux régions s'est révélée très positive et a contribué au partage de connaissances et d'expériences et à la fertilisation croisée sur ce sujet de portée mondiale.

Le projet sur le travail décent pour les travailleurs dans l'industrie de la construction a été mis en œuvre en partenariat avec la Fédération européenne des travailleurs du bâtiment et du bois (FETBB), en collaboration étroite avec l'OIT (ACTRAV-Genève et bureau de Budapest), l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB) et la CES, et avec la participation du Département de la gouvernance et du tripartisme du BIT, du bureau de l'OIT de Bruxelles, de la DG Emploi, affaires sociales et inclusion, de l'Institut syndical européen (ISE), d'IndustriALL Europe, de la Fédération européenne des syndicats de l'alimentation, de l'agriculture et du tourisme (EFFAT), de l'ETF et d'un certain nombre de centrales syndicales nationales de Belgique, des Pays-Bas, d'Allemagne, de Finlande et d'Irlande, ainsi que de représentants des employeurs et de gouvernements et d'experts.

Le projet sur le Réseau européen A4I d'aide à l'intégration des travailleurs migrants et de leurs familles a été réalisé en partenariat avec la CES et en étroite collaboration avec des syndicats, ONG et entreprises sociales d'Allemagne, d'Espagne, de France, d'Irlande, d'Italie et de Slovénie. Au niveau de l'expérience formative, ce projet complétait le récent projet d'ACTRAV-Turin sur le travail

décent pour les travailleurs domestiques (2012) et ses activités précédentes sur la migration de main-d'œuvre.

Avec l'IES et SOLIDAR, et avec le soutien du programme DELTA du Centre, ACTRAV-Turin s'est engagé dans la création d'une communauté de pratiques sur les technologies et méthodologies de l'apprentissage pour une meilleure éducation syndicale. La plateforme en ligne met l'accent sur la promotion de l'échange de contenus, méthodologies et technologies pour une meilleure éducation syndicale et des travailleurs afin de renforcer la capacité des syndicats et des organisations de travailleurs à proposer des formations innovantes conférant aux travailleurs les connaissances, aptitudes et compétences nécessaires pour relever les nouveaux défis des marchés du travail en Europe. En partenariat avec la CES, le Programme a l'intention de concevoir une nouvelle proposition de projet sur « Le développement de compétences européennes au sein des syndicats dans le cadre de l'Europe sociale 2020 », qui sera soumis à la Commission pour une décision de financement en 2015.

En 2015, ACTRAV-Turin mettra en œuvre un projet de grande envergure sur le travail décent pour les travailleurs des services publics, en partenariat avec la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP). Le projet couvrira un large éventail de questions concernant la négociation collective, le dialogue social, l'action syndicale, le recrutement et l'organisation. Il a été choisi de mettre l'accent sur le secteur public en raison de l'impact sévère de la crise sur ces travailleurs, avec des répercussions négatives sur les relations professionnelles, la négociation collective et le rôle des syndicats. Pendant de nombreuses années, le secteur public a été un solide pilier de mouvements syndicaux, et dans de nombreux États membres la densité syndicale a été nettement plus élevée dans le public que dans le privé. À la suite des récentes réformes et dans l'environnement conflictuel actuel, les relations professionnelles dans le secteur public ont fondamentalement changé, et un projet de renforcement des capacités vise donc à aider les syndicats à faire face à ces changements.

Enseignements tirés

En ce qui concerne les enseignements tirés, les activités de formation de 2014 ont été une expérience positive sous de nombreux aspects. Le projet dans le secteur de la construction a montré que lorsque le projet est très pertinent pour les besoins des syndicats, les résultats sont positifs et l'impact plus important. Cela a été le cas pour toutes les activités du projet, en particulier dans les ateliers thématiques très réussis sur l'organisation des travailleurs, la SST et l'amiante, le travail précaire et la migration.

L'avantage du projet sur la migration était qu'on avait sélectionné des participants présentant le même profil professionnel afin de renforcer les compétences clés et l'expertise qui leur permettraient de fournir des services efficaces aux travailleurs migrants au niveau local. Ils ont participé à quatre sessions de formation dans le cadre d'un programme hautement interactif basé essentiellement sur la résolution des problèmes et le partage d'expériences directement liées à leur travail spécifique. Ce type de projet devrait avoir un impact important sur les performances professionnelles des participants.

Le cours de base sur les normes internationales du travail et les entreprises multinationales pour la région Europe, mis en œuvre parallèlement au même cours pour l'Amérique latine, a affiché un grand potentiel de développement en un cours interrégional sur ce sujet. Cette activité a promu avec succès la fertilisation croisée et l'échange mutuellement bénéfique de bonnes et mauvaises pratiques et d'expériences entre les syndicats des deux régions. Si, sous de nombreux aspects, cela a été une expérience révélatrice pour les participants européens, qui les a exposés à la « saveur » du mouvement syndical latino-américain, le plus enrichissant tant pour l'équipe de formation que pour

les participants a été la compréhension des similitudes au niveau des valeurs syndicales, malgré les différences de contexte et de réalité.

Les activités sur mesure sont, par leur nature même, des exemples de bonnes pratiques car il y a un niveau élevé de correspondance entre les besoins des participants et des organisations et l'offre de formation. Par conséquent, dans la mesure du possible, il est recommandé de poursuivre l'organisation de ces activités à l'avenir, en coopération avec des partenaires de longue date ou nouveaux.

L'évaluation du rôle joué par le Programme dans différents projets translatifs mis en œuvre ces deux dernières années montre que la participation à des projets gérés par de grands consortiums, composés de plusieurs organisations nationales et internationales, a entraîné certaines difficultés de coordination. ACTRAV-Turin est beaucoup plus efficace en tant que chef de projet, ce qui présente des avantages en termes d'efficacité de la gestion des ressources humaines et financières, de gestion du temps et de coordination du projet dans le cadre élargi de la planification annuelle ou semestrielle des activités. Par conséquent, dans la mesure du possible, il convient de chercher des possibilités de financement qui nous permettent de jouer ce rôle.

Défis à relever

Pour la prochaine période, le programme régional entend relever les défis suivants: i) intégration renforcée dans les activités de formation nationales et transnationales gérées par ACTRAV-Genève et par les bureaux locaux en Europe; ii) amélioration de la coopération avec le CRPE de la CSI, notamment en étendant l'offre de formation pour les pays russophones; iii) forte dépendance vis-à-vis des projets et complexité accrue du travail de gestion et de participation à des consortiums; iv) nécessité de mener les activités de formation dans plusieurs langues et de fournir les matériels didactiques dans la plupart de ces langues, ce qui est très coûteux et prend beaucoup de temps; v) conciliation de l'approche euro-centriste et de l'approche interrégionale; vi) renforcement de la formation en intégrant régulièrement une composante de recherche; vii) élaboration de matériels didactiques nouveaux et innovateurs (nécessite temps et fonds); viii) lutte contre le déséquilibre qui touche le programme, à savoir que les activités de formation sont organisées essentiellement pour les États membres de l'UE et les pays candidats, tandis que l'offre pour les pays couverts par le bureau de l'OIT de Moscou reste très limitée en raison de l'absence de possibilités de financement.

ÉTATS ARABES

Contexte et stratégies de formation

La crise politique qui bouleverse l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient depuis 2011 met au défi notre aptitude à réagir efficacement à une occasion historique d'appuyer les aspirations des travailleurs à la paix, à la justice sociale et à un travail décent pour tous. Les transitions politiques difficiles, les menaces pour la sécurité et l'intensification des conflits régionaux continuent de peser sur les perspectives économiques, avec de graves implications pour le progrès social et la durabilité. À travers toute la région, des protestations et des révoltes de civils ont éclaté quand a débordé la frustration des populations devant une situation socioéconomique et une gouvernance inacceptables. Dans bien des cas, ces protestations peuvent aussi être perçues dans le contexte d'une décennie ou plus de mondialisation néo-libérale, considérée comme favorable à l'entreprise, mais selon des modalités qui ont sapé la capacité des citoyens de demander des comptes à leurs

propres gouvernements, alors que ces derniers se trouvent également limités dans leur espace politique pour répondre aux besoins des citoyens.

La région arabe connaît l'un des taux de chômage les plus élevés parmi les régions en développement. Avec 29,5 pour cent, l'emploi des jeunes dans la région est le double de la moyenne mondiale. Le taux de chômage des femmes est le plus élevé au monde, et l'on observe dans la région arabe une expansion du marché de l'emploi informel, dont on estime aujourd'hui qu'il emploie les deux tiers de la main-d'œuvre et produit un tiers du PIB des pays n'appartenant pas au CCG. L'absence d'une stratégie de croissance à développement inclusif pour la région a provoqué une pauvreté persistante, et l'inégalité de revenus est largement due à l'absence d'une politique salariale adéquate.

De plus, l'investissement n'a pas été en mesure de générer une croissance suffisante dans la région arabe, ce qui résulte essentiellement de son incapacité à créer des emplois véritables hautement qualifiés et rémunérateurs. Cette situation incite beaucoup de jeunes à migrer vers l'Europe en quête de possibilités d'une vie meilleure et décente. Le faible niveau des salaires provoque également une fuite de capital humain, cependant que les travailleurs restants possèdent souvent une formation inadéquate. L'extrême jeunesse de la population, l'explosion démographique et le sous-emploi constituent des menaces majeures pour la stabilité, de même que la pauvreté, l'approvisionnement alimentaire et les prix. En outre, les restrictions imposées aux droits en matière de liberté syndicale, d'expression et de négociation collective, associées aux recours abusifs aux tribunaux, aux forces de police et aux services de sécurité selon les caprices de régimes tyranniques, ont renforcé une culture de l'oppression et de l'impunité.

Le rôle déterminant de catalyseur du changement démocratique qu'a joué dans un certain nombre de pays le mouvement syndical a ouvert des perspectives nouvelles et désigné de nouvelles priorités au syndicalisme dans la région. Dans certains pays, de nouveaux syndicats font leur apparition, alors que dans d'autres les organisations existantes ont été des promoteurs actifs du changement ou sont engagées dans un processus de transformation démocratique. La naissance de la Confédération syndicale arabe, dont le siège est à Amman (Jordanie), et la vitalité de son réseau jeunesse offrent une lueur d'espoir d'engagement des travailleurs dans l'espace décisionnel pour la prise en compte des préoccupations et des intérêts des travailleurs. De manière générale, la liberté syndicale a acquis une pertinence nouvelle en tant que moyen de promouvoir les actions collectives et le dialogue social entre les représentants des gouvernements, des syndicats et des organisations d'employeurs. Cette évolution a soumis à une énorme pression les gouvernements des pays où ces libertés fondamentales sont encore bafouées et/ou sérieusement limitées.

Dans ce contexte, et eu égard au potentiel des mouvements de travailleurs, ACTRAV-Turin a continué de contribuer au renforcement des capacités des syndicats de la région en organisant des activités d'éducation et de formation appropriées ciblées sur les dirigeants des comités de femmes et de jeunes. Ces interventions sont destinées à renforcer la capacité institutionnelle et technique des syndicats de fonctionner comme des organisations indépendantes, démocratiques et représentatives dont le but ultime est de renforcer l'influence des organisations de travailleurs dans la prise de décisions grâce à la négociation collective et au tripartisme, notamment en ce qui concerne leur participation effective aux programmes de pays pour un travail décent en cours d'exécution.

Plus spécifiquement, ACTRAV-Turin a mis en œuvre, au cours de la période considérée, deux activités de formation sur les thèmes suivants:

- développement des capacités des syndicats en matière d'intégration de l'égalité des genres et d'autonomisation des travailleuses;
- jeunes travailleurs et travailleuses de la région arabe: stratégie syndicale pour leur organisation et la promotion de leurs intérêts et de leurs droits.

Ces deux activités de formation ont réuni un total de 32 participants, dont 18 femmes syndicalistes. Elles ont fait office de plateformes pour le renforcement du leadership des femmes et des jeunes grâce à des techniques d'apprentissage participatif collectif. Chaque activité a trouvé sa conclusion dans la formulation de plans d'action individuels et de stratégies communes en matière de recrutement des adhérents, d'établissement de réseaux et de coordination.

Défis et suggestions

La déplorable situation politique et sécuritaire qui accable certains pays de la région arabe menace l'efficacité du fonctionnement des syndicats. De plus, les syndicats de la région méritent une attention spéciale et urgente, et notamment la mise en œuvre d'un programme complet de coopération pour le développement couvrant les quatre objectifs stratégiques de l'Agenda du travail décent. Plus spécifiquement, il est important d'appuyer le développement du leadership syndical, l'organisation, la protection sociale, l'intégration d'une perspective de genre, le dialogue social et la négociation collective, et les travailleurs migrants. Enfin, le Programme devrait être en mesure d'effectuer ses opérations en arabe, ce qui serait rendu possible par l'implication du spécialiste d'ACTRAV-Turin ou par l'accroissement des capacités de mener des activités en arabe.

B.15 Participation des travailleurs aux programmes du Centre

Une plus faible participation des travailleurs aux activités d'autres programmes accroît l'écart par rapport à l'objectif fixé dans le Plan stratégique axé sur les résultats pour 2012-15

Les deux tableaux ci-dessous représentent la participation des représentants des travailleurs et des employeurs aux activités de formations organisées au Centre en 2014, ainsi qu'en 2012 et 2013. Les données figurant ci-dessous sont extrêmement importantes, compte tenu du fait que le Centre est l'organisme de formation de l'Organisation internationale du Travail et que la participation de tous les mandants doit impérativement être assurée. La tendance négative de la diminution globale du nombre des participants du Centre, qui est passé de 13 524 en 2013 à 10 921 en 2014, ramène l'année qui fait l'objet de ce rapport aux résultats obtenus en 2012 (10 847 participants). En 2014, le Centre a au total assuré la formation de 1 875 représentants des travailleurs, soit 17,17 pour cent du total de la participation, chiffre supérieur à celui de 2013 en termes de pourcentage mais inférieur dans l'absolu, comparé aux 1 999 participants de 2013. Tout en réaffirmant son engagement à contribuer à la réalisation de l'objectif global fixé dans le Plan stratégique axé sur les résultats pour 2012-15 (participation de 2 200 représentants des travailleurs), ACTRAV-Turin recommande instamment aux autres programmes techniques du Centre de maximiser leurs efforts pour accroître la participation des travailleurs à leurs activités de formation.

PARTICIPATION DE REPRÉSENTANTS DES EMPLOYEURS ET DES TRAVAILLEURS

	2014	
	Employeurs	Travailleurs
Activités spécifiques aux employeurs	1 259	33
Activités spécifiques aux travailleurs	0	1 525
Autres activités organisées au Centre	243	317
TOTAL	1 502	1 875
<i>% du total du Centre</i>	<i>13,75 %</i>	<i>17,17 %</i>

PARTICIPATION DE REPRÉSENTANTS DES EMPLOYEURS ET DES TRAVAILLEURS

	2012		2013	
	Employeurs	Travailleurs	Employeurs	Travailleurs
Activités spécifiques aux employeurs	591	0	867	33
Activités spécifiques aux travailleurs	0	1 232	44	1 403
Autres activités organisées au Centre	174	311	361	563
TOTAL	765	1 543	1 272	1 999
<i>% du total du Centre total</i>	<i>7,05 %</i>	<i>14,23 %</i>	<i>9,41 %</i>	<i>14,78 %</i>

Nécessité de fonds spécifiques supplémentaires pour les représentants des travailleurs participant aux académies

La participation des travailleurs à l'ensemble des académies organisées en 2014 par d'autres programmes techniques n'a pas dépassé 6,7 pour cent. L'annexe 8 bis présente un tableau des académies détaillé par programme technique. Si la participation des représentants des travailleurs peut être considérée comme satisfaisante dans deux académies, à savoir l'Académie sur le dialogue social tripartite national (29 pour cent de participation des travailleurs) et l'Académie sur la formalisation de l'économie informelle (17,46 pour cent de participation des travailleurs), la participation à l'ensemble des autres académies est insuffisante. Là est la question qui mérite d'être prise en considération et qui exige l'introduction de mesures et de ressources aptes à susciter une évolution positive de la participation des travailleurs.

C. RAPPORT PRÉLIMINAIRE POUR 2015

Selon le plan de travail pour 2015, le Programme prévoit l'exécution de 62 activités de formation, dont 12 cours réguliers et 50 activités supplémentaires à l'occasion desquels il assurera la formation d'environ 1 450 participants. On estime qu'il atteindra 400 jours de formation et 8 850 jours-participant. La liste complète des activités prévues et exécutées en 2015, qui comporte les codes des cours, leurs titres, leurs lieux, leurs dates, leurs langues de travail, la durée des formations et le nombre des participants, leurs commanditaires ainsi que leur probabilité d'exécution, figure en annexe 10. Les activités, qui ont fait l'objet de discussions approfondies et été approuvées par les responsables régionaux à Genève, reflètent les priorités d'ACTRAV et du Groupe des travailleurs, ainsi que les recommandations du Comité de la formation syndicale. En dépit du fait que le Programme fonctionne depuis le 1^{er} février 2015 avec un effectif réduit, il présente un plan de travail ambitieux et confirme une fois encore qu'il est fermement engagé à contribuer aux résultats de l'OIT ainsi qu'à ceux du Plan stratégique axé sur les résultats pour 2012-15, y compris l'objectif de participation des travailleurs et de CCF pour cette année.

Le Programme s'efforce d'atteindre les objectifs suivants: i) concevoir des parcours éducatifs intégrés visant à renforcer le développement des capacités grâce à la formation de réseaux de spécialistes sur des sujets spécifiques et sur la promotion des capacités de formation en vue d'une plus grande diffusion; ii) renforcer l'intégration et le partage d'information avec d'autres activités de formation exécutées sur le terrain par des spécialistes d'ACTRAV et par des organisations syndicales internationales, régionales et nationales; iii) exécuter des activités dans le cadre de projets centrés sur l'exécution d'un plus grand nombre d'activités interrégionales; iv) améliorer l'interaction avec les organisations nationales et mettre davantage l'accent sur l'évaluation de l'impact de la formation, ce qui pourrait également favoriser une désignation plus appropriée des candidats à nos cours; v) mieux se concentrer sur les priorités identifiées collectivement par ACTRAV et par le Groupe des travailleurs et vi) accroître la coopération avec d'autres programmes techniques du Centre afin de renforcer la valeur ajoutée d'un plus grand nombre d'apports à leurs activités dans la perspective des travailleurs.

Le plan de travail présenté sous le format d'un tableau des activités opérationnelles en Annexe 10 reflète l'attitude proactive adoptée par ACTRAV, selon laquelle le financement de la majorité des activités, notamment sur le terrain, est envisagé sur une base de partage des coûts. Il comporte une colonne relative à la probabilité qui est liée à l'accord conclu avec les bureaux régionaux d'ACTRAV-Genève et à la disponibilité des fonds. À ce jour, on compte jusqu'à 36 activités qui sont seulement couvertes à 50 pour cent, ce qui signifie que leur exécution dépend en partie d'une future allocation de fonds. Alors que nous approchons du terme de l'exercice biennal, la mise à disposition d'un financement supplémentaire est attendue pour l'exécution de ces activités.

Nous observons un déficit de financement important qui est lié au montant sensiblement plus faible des fonds captifs disponibles cette année par rapport à 2014 (voir tableau ci-dessous). Le tableau présente l'allocation de fonds en 2014 et 2015 sous-divisée en catégories: i) CTBO; ii) contribution volontaire italienne; iii) dotation additionnelle pour les travailleurs et iv) excédent d'exploitation. Pour pouvoir organiser les activités selon ses prévisions, le Programme a besoin d'aide et d'appui

pour combler le déficit financier, dans la continuité de l'appui reçu au cours des années précédentes grâce à l'attribution de fonds captifs.

ANNÉE	CTBO	CONTRIBUTION ITALIENNE	DOTATION ADDITIONNELLE POUR TRAVAILLEURS LES	EXCÉDENT D'EXPLOITATION	TOTAL DES FONDS CAPTIFS
2014	208 280 €	300 000 €	273 000 €	445 858 €	1 227 138 €
2015	55 931 €	180 000 €	504 000 €	45 000 €	784 931 €
				DÉFICIT	442 207 €

Développements stratégiques essentiels envisagés pour 2015

Le Programme envisage les développements stratégiques suivants:

- ✓ nombre accru d'activités de formation par rapport à 2014;
- ✓ nombre accru de cours interrégionaux (double de celui de 2014);
- ✓ approche globale plus marquée dans l'exécution d'activités régionales et sous-régionales;
- ✓ élévation du niveau d'interfaçage avec les responsables régionaux d'ACTRAV-Genève et les équipes thématiques d'ACTRAV en vue d'intégrer la contribution du Programme à l'exécution globale des activités du Bureau;
- ✓ collaboration accrue avec d'autres programmes techniques du Centre pour la conception des plans d'études des académies;
- ✓ rénovation de l'apprentissage à distance et établissement d'un réseau par la préparation du terrain pour la création d'une plate-forme de formation syndicale durable apte à opérer dans toutes les régions et avec des programmes interrégionaux (ce projet pourrait être partiellement appuyé par le Fonds d'innovation 2015);
- ✓ utilisation accrue de l'e-campus dans les activités de formation d'ACTRAV-Turin.

Activités exécutées en 2015 du 1^{er} janvier au 30 avril 2015

Au cours des quatre premiers mois, le Programme a exécuté 15 activités de formation, dont trois cours réguliers pour l'Afrique, l'Asie-Pacifique et l'Amérique latine, soit un par région. Pas moins de 388 participants ont reçu une formation.

Cours réguliers

En 2015, le Programme dispensera 12 cours réguliers.

La liste des cours réguliers prévus en 2015 figure ci-dessous:

Région	Cours réguliers
AFRIQUE	1. Politiques syndicales visant à générer un travail décent pour les jeunes travailleurs 2. Travail décent, emplois verts et développement durable
AMÉRIQUE LATINE	3. Combattre les inégalités: développement des capacités syndicales en matière de politique salariale 4. Développement des capacités syndicales relatives aux stratégies d'organisation et à la jeunesse
ASIE-PACIFIQUE	5. Une politique de salaires et de sécurité sociale pour le travail décent et l'égalité 6. Stratégies d'organisation syndicale pour le développement et l'inclusion
ÉTATS ARABES	7. Constituer un réseau syndical pour le travail décent, l'organisation et le droit à la négociation collective
EUROPE	8. Formation syndicale sur la jeunesse et les stratégies d'organisation
INTERRÉG.	9. Stratégies syndicales sur la transition de l'économie informelle à l'économie formelle 10. Stratégies en faveur des droits des travailleurs dans les chaînes d'approvisionnement mondiales des entreprises multinationales 11. Renforcer les réseaux syndicaux axés sur les normes internationales du travail et les droits des travailleurs, ainsi que sur le système de supervision de l'OIT 12. Stratégies relatives à la migration pour des syndicats plus inclusifs

Projets

En 2015, le Programme exécute les projets suivants:

i) « Un travail décent pour les travailleurs des services publics – Développement des capacités pour la Fédération européenne des syndicats des services publics »;

ii) Composante ACTRAV du projet sur « L'amélioration des conditions de travail dans le secteur du prêt-à-porter: développement des capacités des organisations de travailleurs au Bangladesh ».

En outre, le Programme envisage l'exécution du « Projet régional sur la sécurité sociale et les seuils de protection sociale pour tous: stratégie pour assurer une qualité de vie durable aux familles de travailleurs de la région des Grands Lacs en Afrique », qui a été soumis à l'approbation de Wallonie-Bruxelles International (WBI).

Le Programme a également l'intention d'établir un partenariat avec la CES dans le projet de formation « Développer les qualifications et les compétences dans les syndicats européens pour une Europe sociale en 2020 ». L'objectif principal de ce projet européen est de renforcer et de développer les compétences des organisations de travailleurs pour répondre aux défis majeurs suivants adressés aux marchés du travail de l'UE: i) Traiter les problèmes du chômage des jeunes et de la précarité accrue de l'emploi; ii) Promouvoir le développement professionnel personnel, ainsi que la reconnaissance et la validation des qualifications et compétences acquises sur les lieux de travail et iii) Promouvoir le dialogue social (tripartite) pour favoriser l'engagement des parties prenantes dans les réformes du marché du travail et les politiques sociales et de l'emploi dans l'UE et au niveau national. Le projet exécutera un programme de travail reposant sur deux principaux

piliers de l'action: i) Produire à l'intention des syndicalistes et des travailleurs du matériel et des méthodologies de formation basiques et avancés relatifs à trois secteurs prioritaires sélectionnés et ii) Créer un communauté de pratique, dont l'outil essentiel sera une plate-forme sur le web, afin de renforcer le travail en réseau et la collaboration des écoles de formation syndicale, ainsi que l'échange et la diffusion de matériels de formation.

Les projets constituant une importante source de financement pour le Programme, ce dernier s'engagera activement dans la levée de fonds et la recherche de nouvelles possibilités en soumettant des propositions de projets à la CE et à d'autres donateurs potentiels.

Tripartisme

Le développement de la capacité institutionnelle des mandants de l'OIT est un objectif explicite du Plan stratégique du Centre axé sur les résultats pour 2012-2015. ACTRAV-Turin fait campagne pour le renforcement du rôle des syndicats dans toutes les activités organisées par le Centre, autrement dit pour une participation et une représentation syndicales accrues dans les activités de formation et pour une influence plus affirmée sur le contenu des activités.

ACTRAV-Turin met à l'épreuve une nouvelle modalité de collaboration avec les académies: en 2015, le cours régulier interrégional d'ACTRAV sur les « Stratégies migratoires pour des syndicats plus inclusifs » aura lieu en parallèle avec l'Académie sur les migrations de main-d'œuvre organisée par le programme Protection sociale, gouvernance et tripartisme, dans laquelle les participants d'ACTRAV seront pleinement intégrés dans le programme de l'académie, tout en suivant un cours optionnel pour les travailleurs sur le thème: « Organiser et atteindre les travailleurs migrants: le rôle des syndicats dans la protection des travailleurs migrants ». Une approche semblable sera adoptée pour l'Académie sur l'économie sociale et solidaire: l'innovation sociale dans le monde du travail, qui comportera un atelier optionnel d'ACTRAV. Depuis le début de l'année, ACTRAV-Turin s'est par ailleurs impliqué activement dans l'Académie sur le travail décent dans l'économie rurale. Dans ces deux académies, ACTRAV a collaboré étroitement avec le programme Entreprise, microfinance et développement local (EMLD). Aucune de ces académies n'ayant encore eu lieu à ce jour, il serait prématuré d'en proposer une évaluation finale dans ce rapport. Une analyse détaillée de l'expérience des académies en 2015 sera effectuée dans le prochain rapport du Comité de la formation syndicale.

Comme nous l'avons déjà indiqué dans notre rapport précédent, le nombre croissant des activités promues par le Centre en partenariat avec l'OIT exige des efforts répétés et opportuns, coordonnés entre le Siège et le Centre, pour élaborer des plans d'études qui reflètent les priorités des partenaires sociaux et pour lesquels les désignations de travailleurs participants soient effectuées par le Secrétaire du Groupe des travailleurs.

D. PROPOSITIONS POUR 2016 ET PLANS INDICATIFS POUR 2017

D.1 Développements stratégiques du Programme pour 2016-2017

Contexte

En 1994, l'intégration de l'unité chargée de la formation syndicale (EDUC) au sein d'ACTRAV a eu des implications majeures sur l'évolution du Programme des activités pour les travailleurs de Turin (ci-dessous « ACTRAV-Turin »).

Dans ses opérations, ACTRAV-Turin s'est éloigné des cours de formation essentiellement centrés sur la méthodologie pour aborder une nouvelle phase axée sur la notion de travail décent et visant à renforcer les organisations de travailleurs et leur capacité de proposer une éducation ouvrière pour impulser un processus beaucoup plus large de développement des capacités institutionnelles des organisations syndicales.

ACTRAV-Turin est devenu l'organe d'éducation ouvrière du Bureau des activités pour les travailleurs, et il a poursuivi son développement et l'expansion de ses opérations dans les années 90. Cette composante fondamentale du travail du Bureau a été progressivement assurée par ACTRAV-Turin, qui a opéré en tant qu'unité spécialisée dans le développement des capacités et l'éducation ouvrière.

ACTRAV-Turin a joué dans le développement de l'éducation ouvrière un rôle important qui en fait l'un des programmes majeurs actifs dans le monde du travail au cours des dernières décennies.

La marche à suivre

Cette section fournit quelques indications sur la manière de mieux focaliser et organiser les objectifs et les opérations connexes d'ACTRAV-Turin.

Susciter un développement des capacités (et des institutions) dans les syndicats en dispensant des programmes de formation syndicale centrés sur l'OIT.

Le renforcement des organisations de travailleurs et de leurs capacités en fonction des besoins du mouvement syndical a constitué un défi permanent du programme. Depuis les années 90, un certain nombre de domaines d'intérêt, pour la plupart en relation avec les quatre piliers de l'Agenda du travail décent, ont été identifiés et retenus pour l'élaboration des plans d'études des cours.

Le Programme s'est efforcé de permettre aux syndicats un développement autonome de leurs capacités et de leurs réponses dans les quatre secteurs intégrés dans le travail décent, dans l'organisation syndicale, dans la prise en compte d'une perspective de genre et dans le développement de réseaux de formation nationaux/internationaux.

Pour le prochain exercice biennal, il est proposé de se concentrer davantage sur les « activités de base » du Programme en renforçant la capacité des syndicats de partenariat actif (et proactif) dans les politiques, les programmes et les activités de l'OIT. Les syndicats font partie du cadre institutionnel de l'OIT, et leur travail est essentiel pour l'orientation de ses politiques et de ses programmes.

Voici quelques exemples des implications possibles du développement des capacités pour ces secteurs :

- Le système normatif est basé sur le rôle proactif des partenaires sociaux (employeurs et travailleurs). Une meilleure focalisation de l'éducation ouvrière sur les droits des travailleurs renforcerait les capacités syndicales dans le domaine des normes internationales du travail, et notamment en ce qui concerne le système de supervision de l'OIT, dans lequel les syndicats doivent se conformer à des obligations redditionnelles spécifiques en matière de droits des travailleurs et de droits syndicaux.
- Permettre aux organisations de travailleurs de jouer un rôle clé dans la création et la mise en œuvre des instruments de l'OIT (on prendra comme exemples le travail préparatoire qu'a nécessité le débat de la CIT sur les chaînes d'approvisionnement mondiales ou le travail lié à

la promotion et à la mise en œuvre de la convention de l'OIT sur les travailleurs domestiques).

- Permettre aux organisations de travailleurs de négocier, concevoir, produire et évaluer les PPTD et les PNUAD et de les corrélés avec le Programme de développement pour l'après-2015.

Ce programme devrait progressivement se recentrer non plus sur l'offre d'une vaste typologie de cours visant à assurer un appui général au développement/renforcement des départements techniques spécialisés des syndicats, mais sur un agenda de la formation mieux ciblé adapté aux besoins des organisations de travailleurs pour ce qui concerne le mandat et la politique de l'OIT.

L'appui général aux syndicats nationaux et aux structures de formation syndicale devrait être assuré par ACTRAV avec les spécialistes représentant les travailleurs des différentes régions. Le travail d'ACTRAV sur le terrain devrait viser à établir des systèmes et programmes nationaux d'éducation ouvrière afin de renforcer la capacité des syndicats de planifier, exécuter et évaluer des programmes d'éducation ouvrière au niveau national. ACTRAV-Turin pourrait apporter son appui et ses conseils au niveau national à la demande des spécialistes représentant les travailleurs.

La structure du programme proposée et son intégration avec le Bureau des activités pour les travailleurs.

L'exécution du Programme devrait être réorganisée autour de trois grands **types ou catégories d'activités de formation**:

a) Académies mondiales pour les travailleurs organisées sur le campus.

Le plan d'études des cours sera élaboré, pour l'essentiel, en conformité avec les grands thèmes/problèmes stratégiques de l'OIT, tels que:

- les normes internationales du travail, notamment en matière de liberté syndicale, d'organisation et de négociation collective;
- les chaînes d'approvisionnement mondiales;
- les migrations de main-d'œuvre;
- le Programme de développement pour l'après-2015;
- l'avenir du travail: organisation et négociation collective;
- la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle;
- la méthodologie de la formation, l'accent étant mis sur les TI et l'enseignement à distance.

Les plans d'études qui seront préparés à l'usage d'une académie mondiale pour les travailleurs seront complétés par des trousseaux de formation et des programmes/réseaux d'enseignement à distance.

Tous les plans d'études évoqués ci-dessus seront conçus pour améliorer les compétences spécifiques du personnel syndical professionnel travaillant essentiellement dans les centrales syndicales nationales et les syndicats sectoriels, et des responsables de départements en relation avec le domaine thématique de l'académie pour les travailleurs.

Ces plans d'études comporteront une composante « méthodologie de la formation », qui sera essentiellement fondée sur des méthodes d'apprentissage actif et collaboratif. Le contenu du programme sera basé sur l'échange de bonnes pratiques entre les différentes régions dans le domaine de référence et sur l'acquisition par les participants de connaissances et d'aptitudes fondamentales, ainsi que de compétences relationnelles (communication, négociation et compétences connexes).

Les participants appartenant à des pays industrialisés devraient également assister aux académies. Leur participation devrait avoir une influence positive sur l'élaboration des plans d'études et favoriser l'approche comparative qui est nécessaire dans ces académies. Le Programme proposera des forfaits à prix réduits pour faciliter la participation de représentants syndicaux des pays industrialisés.

Faisant exception à ce qui précède, un plan d'études portera sur le thème « Méthodologie de la formation centrée sur les TI et l'enseignement à distance ». Il sera axé sur la pédagogie de l'éducation ouvrière et sur les méthodes et modalités de l'exécution des programmes dans ce domaine. Ce plan d'études, qui sera ciblé sur les responsables des départements d'éducation ouvrière ou des écoles du travail nationales, sera conçu pour améliorer les compétences et les capacités des formateurs syndicaux, notamment dans le domaine de l'enseignement à distance.

b) Programmes régionaux/sous-régionaux organisés pour les travailleurs dans les régions avec l'appui de centres d'éducation ouvrière.

Le Programme continuera d'organiser des programmes régionaux en tant qu'activités de base. L'exécution de ces programmes sera progressivement transférée aux régions. Les écoles du travail et les centres de formation localisés dans les différentes régions appuieront activement l'exécution de ces programmes en apportant leurs méthodologies et leur expérience dans les cours régionaux.

Le choix du déplacement des activités régionales sur le terrain est lié à la nécessité de renforcer la dimension comparative régionale de ces programmes, ainsi que d'appuyer un processus de développement des capacités des écoles du travail régionales.

En 2016, qui sera une année de transition, un seul programme régional sera transféré sur le terrain pour chaque région. En 2017, après une évaluation qui sera effectuée et présentée au prochain Comité, tous les cours régionaux devraient être organisés dans les régions respectives.

Les plans d'études des cours régionaux seront en relation étroite avec l'académie. La structure globale du programme régulier sera basée sur l'organisation de l'académie, suivie de celle des programmes régionaux qui adapteront et diffuseront le contenu de l'académie en fonction des besoins régionaux.

En résumé, les programmes régionaux pour le prochain exercice biennal devraient être les suivants:

- deux cours régionaux pour l'Afrique (deux semaines);
- deux cours régionaux pour l'Asie-Pacifique (deux semaines);
- deux cours régionaux pour les Amériques (deux semaines);
- un cours régional pour les États arabes (deux semaines);
- un cours régional pour l'Europe (deux semaines), organisé au Centre.

c) Séminaires de suivi (régionaux/sous-régionaux) élaborés conjointement avec la structure d'ACTRAV sur le terrain.

Des activités de suivi devraient être organisées conjointement avec la structure d'ACTRAV sur le terrain ; elles devraient analyser l'impact de la formation en termes de développement des capacités de l'organisation bénéficiaire.

Dans l'avenir, ce type d'activités de formation devrait être encore renforcé afin de mesurer l'impact réel du programme de formation d'ACTRAV sur le développement des capacités des syndicats.

Intégration et développement du programme « Un seul ACTRAV » pour le prochain exercice biennal

Le processus d'intégration entre Turin et le Siège, qui a commencé au début des années 90, devrait se poursuivre et continuer de se renforcer en vue de l'organisation d'un programme intégré mondial.

L'intégration d'ACTRAV-Turin aura une dimension régionale avec les bureaux régionaux, ainsi qu'une dimension technique en rapport avec les domaines thématiques des cours.

L'objectif global consiste à proposer un seul programme d'ACTRAV en intégrant les opérations sur le terrain, à ACTRAV-Turin et au Siège.

Renforcer les capacités méthodologiques dans le domaine de la formation syndicale (programmes face à face, à distance et mixtes)

Le Programme devrait continuer de renforcer les méthodologies de l'éducation ouvrière et concentrer ses efforts sur l'élaboration de programmes de formation mondiaux, régionaux ou sous-régionaux qui appuieraient les centrales syndicales nationales dans la préparation de leurs programmes et activités de formation dans des domaines de recherche ciblés et avec des méthodologies novatrices.

Technologies de l'information, formation à distance et développement de réseaux de formation syndicale

Le Programme a acquis une vaste expérience et constitué une large gamme de services pour l'utilisation des TI par les syndicats, notamment dans les pays en développement. Avec la création de SoliComm, il a pu développer la formation à distance et piloter des réseaux de formation syndicale.

Au cours du prochain exercice biennal, cette dimension du programme devrait être encore renforcée. Les programmes et les réseaux de formation syndicale devraient être développés avec l'appui initial d'ACTRAV. La tâche d'ACTRAV-Turin consisterait à créer les conditions du développement de réseaux de formation gérés par des organisations nationales et internationales désireuses de renforcer le travail des formateurs syndicaux.

Le Programme recentrera ses activités dans ce secteur de travail stratégique sur les domaines suivants:

- nouvelle plateforme d'e-formation basée sur Moodle et utilisant la méthodologie de SoliComm pour la formation à distance;
- extension des cours et activités de formation à distance;
- renforcement des réseaux par de nouveaux participants et amélioration du suivi des anciens participants;
- poursuite de l'amélioration du site web (constitution d'une nouvelle bibliothèque).

Un domaine d'activité spécifique sera en relation avec l'adaptation d'une plate-forme d'e-formation élaborée à l'origine par les syndicats espagnols et transmise à ACTRAV.

Depuis 2012, le Programme a pu accéder à une plate-forme de formation à distance qui a été largement utilisée en Amérique latine pour transmettre des programmes d'enseignement à distance, établir des réseaux avec d'anciens participants et diffuser des programmes en relation avec le travail décent.

Pour le prochain exercice biennal, l'objectif stratégique du Programme consiste à élargir la couverture régionale de ses opérations selon les modalités suivantes:

- adapter et réaménager cet espace d'e-formation pour un apprentissage continu, initialement conçu pour une seule région, en vue de fournir des services en ligne aux autres régions;
- le logiciel et le système d'exploitation de cette plateforme doivent être hébergés sur le campus, afin d'assurer sa durabilité et son appropriation;
- cette plateforme d'ACTRAV pour les travailleurs devrait s'intégrer dans le campus électronique;
- au sein de ce campus, la plateforme d'ACTRAV devrait pouvoir continuer d'utiliser la « marque » SoliComm.

Perspective de genre

Le Programme devrait pouvoir continuer de mettre systématiquement l'accent sur l'intégration d'une perspective de genre dans la conception des plans d'études et de s'efforcer d'étendre son audience en direction des femmes pour atteindre l'objectif de 50 pour cent de participation féminine dans la diffusion globale du Programme. Il convient de tenir compte du fait que les activités

et les projets de formation sectoriels peuvent avoir un impact important sur les objectifs de parité. Le ratio hommes/femmes atteint dans ce type d'activités devrait être évalué en prenant en compte le contexte sectoriel (ainsi, dans un projet destiné aux travailleurs domestiques, une participation féminine plus importante est attendue, alors que le cas inverse se présentera pour un projet concernant les travailleurs de la construction).

Développement de l'enseignement supérieur au sein d'ACTRAV-Turin

Une autre évolution stratégique essentielle du Programme est la poursuite du développement de l'offre de formation du Programme, avec l'élaboration de programmes d'enseignement supérieur sanctionnés par des universités ou par des écoles spécialisées dans les problèmes du travail.

À court terme, le Programme devrait appuyer le projet relatif au Master en relations industrielles et sociales organisé par le Centre et la *Turin School of Development*, en organisant une filière « travailleurs » (2016). ACTRAV-Turin devrait être impliqué dans l'élaboration des plans d'études, et il devrait promouvoir la participation des travailleurs à ce programme.

En tant que projet d'ACTRAV, l'Université mondiale du travail (GLU) devrait également être en liaison avec ACTRAV-Turin. La collaboration et les synergies entre ACTRAV-Turin et le projet de GLU devraient être explorées et faire l'objet de discussions plus approfondies.

À moyen terme, ACTRAV devrait élaborer une nouvelle génération d'activités de formation, en résidence comme en ligne, visant à offrir des études supérieures et une certification à un certain nombre de cadres syndicaux qui sont encore en activité au sein de leurs organisations. Pour cette raison, le contenu de ces programmes, élaborés conjointement en partenariat avec des universités, devrait inclure une importante composante de recherche locale et de formation à distance.

Matériel de formation en résidence et en ligne

Le Programme devrait produire ou actualiser les manuels et matériels de formation multilingues appropriés à chaque académie. Le matériel de formation utilisé pour les académies mondiales devrait être encore développé et adapté au niveau régional/national dans le cadre de l'élaboration des programmes régionaux d'ACTRAV-Turin.

En 2016, une nouvelle bibliothèque sera constituée et organisée en étroite collaboration avec ACTRAV-Genève.

Évaluation des objectifs à long terme

Dans l'avenir, il serait judicieux d'élaborer, au sein d'ACTRAV et en consultation avec le mouvement syndical, un mécanisme de suivi qui donnerait l'occasion d'évaluer l'impact des objectifs d'ACTRAV, y compris les grands programmes de formation tels qu'ACTRAV-Turin.

En matière de formation syndicale, la réalisation des objectifs à long terme dépend essentiellement de deux facteurs: a) la qualité et l'efficacité du travail fourni par ACTRAV; b) l'existence, au sein des organisations de travailleurs destinataires, d'une politique de formation clairement définie ayant fait l'objet d'un accord et, en conséquence, d'un système/programme national de formation syndicale. Dans l'avenir, les opérations d'ACTRAV devront être guidées par un processus permanent d'appréciation et d'évaluation de ces dimensions.

Participation des travailleurs aux programmes de formation du Centre (académies et programmes bi-tripartites)

Le Programme devrait continuer d'influencer la politique générale du Centre en faveur d'une participation accrue des travailleurs aux académies comme aux cours bi- et tripartites organisés par le Centre. ACTRAV devrait contribuer au développement de ces plans d'études et faciliter la participation de personnes ressources appartenant au mouvement syndical.

D.2 Activités de formation syndicale proposées pour 2016

Caractéristiques majeures

En fonction des nouveaux domaines stratégiques et du nouveau format adopté, le Programme proposera quatre académies pour les différentes régions. Il organisera également son premier cours régional dans les régions mêmes avec l'appui d'écoles du travail.

Une série de propositions pour 2016 est soumise à l'examen du Comité (annexe 11).

Développements stratégiques

Au cours de l'année 2016, les développements stratégiques majeurs pourraient être les suivants:

- organisation d'académies mondiales pour les travailleurs;
- exécution de nouveaux programmes régionaux en collaboration avec les collèges syndicaux;
- extension et poursuite du développement des réseaux d'enseignement à distance et de formation syndicale;
- création d'une filière « travailleurs » pour le Master en relations industrielles et sociales organisé par le Centre et la *Turin School of Development*;
- participation accrue des femmes au Programme (la cible étant de 50 pour cent pour les académies et les programmes régionaux) et intégration d'une perspective de genre dans les plans de formation de ses activités de base;
- préparation de programmes de formation en rapport avec l'organisation des académies mondiales pour les travailleurs;
- élargissement du portefeuille de projets de formation pour l'exécution de programmes de développement des capacités avec l'appui du Bureau des activités pour les travailleurs.

D.3 Plans indicatifs pour 2017

Caractéristiques majeures

L'année prochaine, le Comité évaluera l'impact des académies mondiales et des cours régionaux. Le résultat de cette évaluation orientera le processus de finalisation du programme pour 2017.

Le Comité pourrait commencer de débattre de certains plans indicatifs afin de faciliter l'évolution stratégique du Programme.

Pour l'année 2017, une série de propositions indicatives sont présentées au Comité dans l'annexe 11.

E. ACTIONS MENÉES PAR LE PROGRAMME EN RELATION AVEC LES DÉLIBÉRATIONS DU COMITÉ DE LA FORMATION SYNDICALE RÉUNI EN 2014 (en annexe 1)

Les conclusions du Comité de la formation syndicale réuni les 28-29 avril 2014 sont doubles: i) les conclusions liées à la participation des travailleurs aux activités globales du Centre, à leur apport aux plans d'études et à leur influence dans la prise de décisions, et ii) les recommandations visant à accroître l'efficacité et la pertinence du programme de formation d'ACTRAV-Turin.

Tout d'abord, il convient de mentionner que si ACTRAV-Turin enregistre une tendance positive quant au nombre de participants formés en 2014 par rapport à 2013 (85 participants de plus), le nombre global de participants formés par le Centre en 2014 a été sensiblement plus faible qu'en 2013 (la différence étant de 2 603 participants). Dans ce contexte, si l'on considère les chiffres globaux, il résulte que la participation des travailleurs aux activités du Centre en 2014 s'élève à 17,17 pour cent, soit 2,39 pour cent de plus qu'en 2013 (14,78 pour cent). Toutefois, compte tenu de la diminution globale du nombre des participants au Centre, si nous comparons le nombre de représentants des travailleurs formés en 2013 et 2014, nous remarquons qu'en 2014, 1 875 participants ont reçu une formation, soit 124 de moins qu'en 2013, où 1 999 représentants des travailleurs ont été formés. Dans ce contexte, la tendance est en réalité négative.

En 2014, le Programme des activités pour les travailleurs a bénéficié d'une allocation spéciale, qui a contribué au résultat positif décrit en détail dans ce rapport.

Le Programme promeut activement le tripartisme et l'intégration des normes internationales du travail, notamment la liberté syndicale et le droit à la négociation collective, dans toutes ses activités, et il saisit toutes les occasions d'influencer les autres programmes du Centre et de veiller à ce que la voix des travailleurs se fasse entendre dans toutes sortes d'actions de formation. Dans la pratique, il est plus facile d'en parler que de le faire, car cela exigerait qu'un examen des plans d'études par des pairs soit possible au moins pour les activités les plus directement concernées, afin de s'assurer de la bonne intégration de la perspective des travailleurs. Il s'agit là d'un domaine qui continuera de représenter une priorité permanente du Programme.

Dans ce rapport, nous sommes au regret de confirmer, une fois encore, que la participation des travailleurs à la majorité des académies est quasi négligeable (6,7 pour cent), parfois même inexistante. Les académies sont des formations de haute visibilité et bénéficiant d'un nombre élevé de participants qui sont considérées comme des événements porteurs d'« excellence » sur des thèmes spécifiques. Selon nous, ces académies doivent répondre aux critères suivants: composition authentiquement tripartite des participants, tripartisme des plans d'études et intégration des normes internationales du travail. La grande majorité des participants doivent de toute manière être des représentants des mandants de l'OIT: gouvernements, organisations d'employeurs et organisations de travailleurs. Turin continuera d'insister pour que le Centre déploie le maximum d'efforts pour y parvenir grâce à des modalités financières garantissant la représentation des partenaires sociaux, et notamment des travailleurs. En 2014, de nouvelles formules de coopération d'ACTRAV avec les académies ont été mises à l'épreuve, avec un certain nombre de résultats, mais le problème exige des solutions systématiques et non pas seulement ponctuelles.

En ce qui concerne les recommandations de mise en œuvre du programme d'ACTRAV-Turin, l'intégration avec ACTRAV a atteint à tous les niveaux un degré supérieur en 2014. Tous les projets et

activités de formation ont été élaborés en consultation avec les responsables géographiques d'ACTRAV chargés des différentes régions à Genève. Les spécialistes d'ACTRAV sur le terrain ont été impliqués dans la conception et l'exécution des activités de formation. Les matériels didactiques existants ont été adaptés et réutilisés, de nouveaux matériels ont été élaborés et testés. En 2014, l'équilibre entre les genres parmi les participants s'est amélioré de 1 pour cent. Le Programme va intensifier ses efforts dans ce sens et s'emploiera à obtenir un résultat encore meilleur en 2015.

Le Plan stratégique actuel du Centre, qui couvre une période de quatre ans (2012-2015), arrivera à son terme à la fin de 2015. Un nouveau Plan stratégique sera préparé pour la prochaine réunion du Conseil, qui aura lieu les 29-30 octobre. Le processus de consultation, qui a été lancé le 16 avril, durera jusqu'au 15 mai. ACTRAV-Turin, qui accueille favorablement le processus de consultation, transmettra ses observations sur la base des délibérations du Comité de la formation syndicale pour 2015.

LISTE DES ANNEXEES

Annexe 1	Conclusions du Comité de la formation syndicale 2014
Annexe 2	Résumé des descriptions de cours 2014
Annexe 3	Activités en 2014 par région
Annexe 4	Cours réguliers (répartition par région 2000 – 2014)
Annexe 5	Répartition selon le genre
Annexe 6	Évaluation
Annexe 7	Activités financées ou cofinancées par ACTRAV
Annexe 7 bis	Activités financées ou cofinancées par la contribution volontaire italienne
Annexe 8	Tableaux détaillés des activités bipartites et tripartites
Annexe 8 bis	Tableau détaillé des académies
Annexe 9	Cours réguliers 2015
Annexe 10	Activités prévues et exécutées en 2015
Annexe 11	Plan indicatif pour 2016 - 2017
Annexe 12	Généralités sur le Programme

Annexe 1

Conclusions 2014

Rapport de synthèse de la 33^{ème} session du Comité de la formation syndicale tenue les 28 et 29 avril 2014 à Turin

Membres présents:

Bheki Ntshalintshali (Président du groupe des travailleurs)

Nitte M. Adyanthaya (membre du groupe des travailleurs)

Cinzia Del Rio (membre du groupe des travailleurs)

Bah Rabiadou S. Diallo (membre du groupe des travailleurs)

Raquel González (Secrétaire du groupe des travailleurs)

Maria Helena André (Directrice, ACTRAV-Genève)

Enrico Cairola (ACTRAV-Genève)

Patricia O'Donovan (Directrice, Centre de Turin)

Andreas Klemmer (Directeur du Département de la formation, Centre de Turin)

Giacomo Barbieri (Secrétaire du Comité de la formation syndicale)

Observateurs:

Jesús García Jiménez

Mban Kabu

Arun Kumar

Evelin Toth-Muciacciaro

Conclusions et recommandations

Prenant bonne note des opinions exprimées lors du débat, le Comité a atteint un consensus sur les points suivants points:

1. Se félicitant des résultats positifs du Centre en matière de volume d'activités, de participants, de revenus et de portée, mais réitérant sa préoccupation face à l'émergence d'un mode de fonctionnement à deux vitesses, qui risque de dénaturer progressivement le mandat du Centre, qui est de développer les capacités des mandants aux différents aspects de l'Agenda du travail décent, demander que le produit des excellentes performances économiques du Centre serve à renforcer la poursuite des quatre objectifs stratégiques et la mise en œuvre du mandat constitutionnel de l'OIT, tel que reconnu par la Déclaration sur la justice sociale de 2008, et à créer les conditions permettant d'atteindre les objectifs fixés par le Plan stratégique, en se focalisant sur le développement des capacités des mandants, et des travailleurs en général.
2. Réaffirmant le rôle transversal stratégique des normes internationales du travail, et en particulier de la liberté syndicale et de la négociation collective, en tant que droits capacitants, ainsi que de l'action du Centre dans la promotion des normes, notamment en agissant sur la base des commentaires des organes de contrôle de l'OIT, demander que les normes concernées soient intégrées en tant que moyen d'action essentiel dans toutes les activités du Centre, y compris de la Turin School of Development.
3. Applaudir l'effort de consultation intensive des mandants pour la préparation du document sur le rôle du Centre dans le cadre de développement des capacités et d'apprentissage de l'OIT et, pour que le Centre puisse jouer pleinement son rôle stratégique d'organe de formation de l'OIT, demander qu'une intégration accrue soit recherchée avec le BIT, y compris dans la rédaction et la mise en oeuvre du nouveau Cadre stratégique.
4. Profiter de l'exercice de réforme des structures de terrain pour renforcer le rôle joué par le Centre de Turin dans le développement des capacités des mandants, y compris dans le cadre des programmes de coopération technique.
5. Réitérer sa demande d'application d'une stratégie de financement effective et prévisible pour le Programme des activités pour les travailleurs et, faisant part de son appréciation du nouveau mécanisme testé en 2014 pour allouer plus de ressources au Programme, demander que ce mécanisme soit consolidé et pérennisé.
6. Assurer l'implication idoine du Programme dans les travaux relatifs aux manuels didactiques et modules de formation portant sur les domaines de première importance.
7. Se féliciter de l'implication et des compétences du personnel du Centre et demander une amélioration de la pratique de négociation régulière et de discussion avec le Comité du Syndicat du personnel, en particulier sur les points et les objectifs du Plan stratégique relatifs au personnel, à la stabilité de l'emploi, à la répartition de la charge de travail et aux conditions de travail.

8. Étendre la politique du Centre en matière de tripartisme, en garantissant l'application effective des nouvelles directives sur le tripartisme, avec une représentation accrue des partenaires et des plans d'études adoptés de commun accord, en intensifiant la coopération entre le Programme des activités pour les travailleurs et d'autres programmes techniques et en insistant sur la qualité et la valeur ajoutée des contributions tripartites.
9. Réitérer son inquiétude quant à la faible participation des travailleurs aux académies et demander que cette question soit abordée dans le document sur l'évaluation des académies soumis au Conseil du Centre en novembre.

Saluant les efforts déployés par ACTRAV-Turin dans le développement des capacités des syndicats, le Comité formule les recommandations suivantes afin d'augmenter l'efficacité et la pertinence des activités du Programme:

1. Continuer à étendre sa capacité à identifier et à répondre aux besoins de formation des syndicats et à mobiliser des fonds pour toutes les régions grâce à une coopération plus étroite avec ACTRAV à tous les niveaux et avec la Secrétaire du groupe des travailleurs, et assurer en particulier une meilleure circulation de l'information sur les activités du Centre (autres que les cours réguliers) entre ACTRAV-Turin d'une part et ACTRAV-Genève, les points focaux régionaux et les spécialistes de terrain de l'autre, et vice versa.
2. Continuer à améliorer la coordination et l'interaction avec ACTRAV-Genève à travers la pleine implication du Programme dans le processus de réforme d'ACTRAV et au moyen d'ateliers régionaux spécifiques afin de contribuer à l'efficacité et à la planification des programmes de formation d'ACTRAV-Turin.
3. Poursuivre le développement d'un programme de formation de qualité élevée, basé sur des plans d'études nouveaux ou mis à jour, dans le but de mettre en place des processus d'apprentissage consolidés et articulés en modules abordant des besoins et des thèmes diversifiés dans chaque domaine d'action du Programme et tenant compte des priorités identifiées par ACTRAV et par le groupe des travailleurs, et exposer le plus possible toutes les régions, notamment en organisant plus d'activités interrégionales, aux sujets fondamentaux, tels que les relations d'emploi, les politiques salariales, la liberté syndicale et la négociation collective, la sécurité sociale, les migrations, le développement durable, les politiques pour l'emploi et les politiques macroéconomiques, la réforme de la législation du travail, le travail forcé, l'économie informelle, la sécurité et la santé au travail, les entreprises multinationales et les chaînes d'approvisionnement mondiales, afin de renforcer la pertinence des activités de formation pour les centrales nationales et la coopération avec les fédérations syndicales internationales.
4. Exprimer sa profonde inquiétude face à la baisse de la participation féminine par rapport à 2012, demander qu'ACTRAV-Turin identifie – en consultation avec la Secrétaire du groupe des travailleurs – les moyens d'inverser cette tendance, et consolider l'intégration des questions de genre dans la conception, la réalisation et l'évaluation des activités.

5. Évaluer en permanence l'impact des activités sur les syndicats, afin d'améliorer la qualité de la formation et de renforcer le suivi, tenir à jour une base de données des structures et institutions de formation gérées par des syndicats à travers le monde et nouer de nouveaux liens avec les collèges du travail dans l'optique de manifestations conjointes et soutenir la coopération syndicale Sud-sud.

6. Examiner la liste des activités proposées pour 2015 dans le cadre de la réforme en cours d'ACTRAV et demander des éclaircissements sur la liste pour 2016

Annexe 2

Résumé des descriptions de cours 2014

RÉSUMÉ DES DESCRIPTIONS DE COURS 2014

Les fichiers décrivant les activités de formation et le matériel didactique du Programme des activités pour les travailleurs de 2014 peuvent être consultés sur le site web d'ACTRAV-Turin à l'adresse suivante: <http://www.itcilo.org/en/the-centre/programmes/workers-activities/>

AFRIQUE

Activités à Turin (cours de base)

Titre: A107157 « Le travail décent et la lutte contre la pauvreté dans le Programme de développement pour l'après-2015 »

Lieu: Turin

Dates: 7-14 avril 2014

Participants: 14 (dont 9 femmes)

Langues: anglais et français

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- Progrès, défis et opportunités dans la réalisation des OMD: une perspective syndicale
- État actuel des connaissances et analyse de la pauvreté: concepts, dimensions et mesures
- Causes de la pauvreté et conséquences de l'inaction: perspectives des syndicats en Afrique
- Inégalités et vulnérabilités: quels sont les indicateurs possibles, et pourquoi?
- Éradiquer la pauvreté en Afrique: quels modèles, politiques et stratégies de développement – Enseignements tirés du processus du NEPAD « Unis dans l'action » pour l'Afrique
- Le rôle des marchés de l'emploi et du travail dans la lutte contre la pauvreté
- Donner au travail décent un rôle central dans la lutte contre la pauvreté
- Les PPTD et le rôle des syndicats: études de cas sur l'Afrique du Sud et le Rwanda
- Parvenir à un plein emploi productif et librement choisi pour les femmes et les jeunes
- Liberté syndicale et négociation collective: principes et normes de l'OIT
- Faire face aux violations des droits syndicaux en Afrique
- Liberté syndicale et développement
- Le Programme de développement pour l'après-2015 et ses implications pour les travailleurs africains
- Le rôle des syndicats dans le Programme de développement pour l'après-2015
- Examen des rapports de pays
- Croissance économique inclusive et réduction de la pauvreté: une perspective syndicale
- Politiques des ressources naturelles, commerce et politique industrielle en Afrique
- Un cadre macroéconomique favorable à l'emploi: stratégie d'éradication de la pauvreté en Afrique
- Problèmes de chaînes de valeur, de salaires et de conditions de travail: enjeux et opportunités pour l'éradication de la pauvreté
- Maintenir l'efficacité des programmes de lutte contre la pauvreté au-delà de leur transformation: enjeux et marche à suivre
- Financer les politiques sociales et de l'emploi en période de crise et au-delà
- Emplois verts: la politique d'ACTRAV concernant la croissance à faible intensité de carbone et le développement durable
- Les seuils de protection sociale: un outil essentiel pour l'éradication de la pauvreté

- Préparer des plans d'action nationaux pour l'éradication de la pauvreté: éléments fondamentaux et outils d'intervention des politiques syndicales d'éradication de la pauvreté en Afrique
- Études de politique générale: renforcer les réseaux syndicaux dans la lutte contre la pauvreté en Afrique

Titre: A107154 « Formation syndicale à la protection sociale – en liaison avec P157305 »

Lieu: Centre de Turin

Dates: 23 juin-4 juillet 2014

Participants: 17 (9 femmes)

Langues: anglais et français

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- Travail en réseau improvisé et orientation du cours
- Impact de la mondialisation sur le monde du travail: perspectives syndicales
- Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable [CIT 2008]
- Origines historiques et modèles des systèmes de sécurité sociale
- Les principes de la sécurité sociale
- Les systèmes de sécurité sociale et les travailleurs, le travail décent et les salaires: la convention n° 102
- Le suivi de la recommandation n° 202
- Le suivi syndical de la recommandation n° 202
- Liberté syndicale et négociation collective: principes et normes de l'OIT
- Faire face aux violations des droits syndicaux en Afrique
- Le rôle des syndicats dans l'extension de la couverture de la protection sociale
- Examen des rapports de pays
- Les problèmes d'extension de la couverture de la sécurité sociale dans une perspective d'intégration de la dimension de genre
- Le diagnostic de performances des systèmes de protection sociale existants dans certains pays africains
- Donner à la protection sociale un rôle central dans la lutte contre la pauvreté, l'inégalité et l'exclusion sociale
- Problèmes de gouvernance, d'administration et de mise en œuvre de la sécurité sociale: des principes à la pratique
- Les réformes de la sécurité sociale: que peuvent apprendre des autres les pays africains?
- Les effets de la crise sur les systèmes de sécurité sociale
- Les défis de l'informalité
- Organisation et renouveau syndical: la voie vers la protection sociale et le travail décent pour tous
- Préparation de plans d'action individuels
- Études de politique générale: renforcer les réseaux syndicaux dans l'extension de la couverture de protection sociale pour tous

Titre: A107150 « La communication à l'usage des syndicats »

Lieu: Turin

Dates: 1^{er}-17 septembre 2014

Participants: 14 (dont 4 femmes)

Langue: anglais

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- Travail en réseau improvisé et orientation du cours
- L'impact de la mondialisation sur le monde du travail
- L'OIT et le système de normes internationales du travail
- Liberté syndicale et négociation collective: principes et normes de l'OIT
- Faire face aux violations des droits syndicaux en Afrique
- L'action syndicale dans le contexte du système de supervision de l'OIT
- Travail de groupe: rédiger à l'intention de l'OIT une réclamation concernant une violation de la liberté syndicale
- Introduction aux concepts, au processus, aux conditions, aux réseaux, aux canaux, aux types et aux modèles de communication
- La communication: un outil d'organisation et de gestion
- La communication sur l'Internet: un nouvel outil pour les syndicats
- La communication de l'OIT et les syndicats: expériences et ressources
- Les relations des syndicats avec les médias
- RadioLabour: un outil médiatique mondial et une arme vitale pour les syndicats
- Travail de groupe: rédiger un communiqué de presse et préparer une conférence de presse
- Médias sociaux et campagnes syndicales: opportunités et défis pour les syndicats
- E-learning: un outil novateur de partage des connaissances pour les syndicats
- La communication sur le changement de comportement dans les interventions sur le VIH sur les lieux de travail
- Communication: identification des principales difficultés organisationnelles et techniques que rencontrent les syndicats en Afrique et évaluation du cours en milieu de semaine
- Les compétences en présentation créative: introduction et ligne de base
- Les compétences en communication: persuasion et influence
- La communication syndicale pour des campagnes et un plaidoyer efficaces
- Intégrer une perspective de genre dans la communication syndicale
- Améliorer la communication: initiatives et expériences syndicales
- L'OIT et les médias: expériences et ressources aux niveaux mondial, régional et national
- Le dialogue social: un outil vital pour les relations industrielles et le travail décent
- Comment transformer la communication au sein des syndicats pour renforcer la démocratie interne
- Stratégies de promotion du programme en faveur du travail décent par une plus grande efficacité dans l'expression, la représentation et la négociation collective
- Compétences et techniques de négociation pour une négociation collective efficace
- L'impact des TI et de la communication sur l'avenir du travail
- Travail de groupe: l'impact des TI et de la communication
- Les communautés de pratique: une stratégie de renforcement des syndicats
- Préparation de plans d'action de suivi sur les fondements de la politique syndicale et d'outils d'intervention pour la rénovation de la communication au sein du mouvement syndical
- Études de politique générale: conclusions et recommandation

Activités sur le terrain

Titre: A157319 « Promouvoir le syndicalisme en faveur du travail décent dans l'économie informelle comme élément clé des stratégies visant à éradiquer la pauvreté et l'inégalité »

Lieu: Kisumu, Kenya

Dates: 5-9 mai 2014

Participants: 16 (10 femmes)

Langue: anglais

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- Travail décent et économie informelle
- Modèles de croissance économique et économie informelle: trouver la combinaison décisionnelle appropriée pour réduire l'informalité
- Le cadre réglementaire et l'économie informelle
- Organisation, représentation et dialogue
- Promouvoir l'égalité et faire face à la discrimination
- L'extension de la protection sociale
- Les stratégies de développement local
- Élaborer des plans d'action individuels pour la promotion du syndicalisme dans l'économie informelle

Titre: A157320 « Développement des capacités des syndicats en vue de renforcer la création d'emplois pour les jeunes travailleurs grâce à la promotion de politiques et de stratégies efficaces en matière d'emploi et de marché du travail »

Lieu: Accra, Ghana

Dates: 14-18 juillet 2014

Participants: 19 (dont 10 femmes)

Langue: anglais

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- L'état actuel de la crise de l'emploi des jeunes: facteurs qui y contribuent, enjeux et conséquences de l'inaction
- Les réponses et approches de l'OIT centrées sur l'impact de la crise économique mondiale
- Les instruments de l'OIT relatifs à l'emploi
- Cadre macro-économique et création d'emplois
- Les politiques du marché du travail: concepts et définitions
- Les politiques de l'emploi et du marché du travail conduites par les syndicats: des passerelles vers la réalisation du travail décent pour les jeunes travailleurs en Afrique
- Travail de groupe: des passerelles vers la réalisation du travail décent pour les jeunes
- Promouvoir l'emploi des jeunes par le travail décent dans un monde durable à faibles émissions de carbone
- La jeunesse et la vision du développement de l'après-2015
- Travail de groupe: la jeunesse et la vision du développement de l'après-2015
- Donner à la protection sociale un rôle central dans la lutte contre la pauvreté, l'inégalité et l'exclusion sociale
- Le dialogue social: un outil vital pour la réalisation du travail décent en faveur des jeunes
- Politique de la jeunesse et principes directeurs pour l'élaboration de plans d'action nationaux pour l'emploi des jeunes
- Préparation de plans d'action individuels

Titre: A157322 « Formation syndicale sur les NIT concernant la liberté syndicale et la négociation collective et le système de supervision de l'OIT à l'intention des coordonnateurs pour les droits de l'homme et les droits syndicaux »

Lieu: Accra, Ghana

Dates: 21-25 juillet 2014

Participants: 17 (dont 8 femmes)

Langue: anglais

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- Les processus d'établissement de normes et de ratification de l'OIT
- L'action syndicale dans le contexte du système de supervision de l'OIT
- La Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail
- Les principes de l'OIT relatifs à la liberté syndicale
- Les principes de l'OIT relatifs à la liberté syndicale et à la négociation collective
- La Convention sur les consultations tripartites et le dialogue social: un outil vital pour la réalisation du travail décent pour tous
- Le rôle des syndicats dans la promulgation de législations sociales et les processus de réforme
- Vue d'ensemble sur l'inspection et l'administration du travail
- Les méthodes de résolution des conflits du travail: conciliation, médiation et arbitrage
- Répondre aux violations des droits syndicaux en Afrique
- Rédiger une plainte concernant une violation des droits des travailleurs et des droits syndicaux
- Élaborer des fondements de politique générale et des outils d'intervention et de promotion appuyés sur des stratégies visant à informer les actions syndicales d'extension de la protection légale à toutes les catégories de travailleurs
- Préparer des plans d'action individuels

Titre: A157323 « Développement des capacités d'organisation et de gestion syndicales en vue de servir les travailleurs avec efficacité et efficacité »

Lieu: Kisumu, Kenya

Dates: 29 septembre-3 octobre 2014

Participants: 19 (dont 12 femmes)

Langue: anglais

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- Travail en réseau improvisé et orientation du cours
- L'impact de la mondialisation sur le monde du travail dans une perspective syndicale
- L'OIT et le système de normes internationales du travail
- La liberté syndicale: principes et normes de l'OIT
- Les procédures relatives à la liberté syndicale
- Travail de groupe: rédiger une plainte concernant la liberté syndicale
- La Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail
- L'état du mouvement syndical en Afrique
- Le renouveau syndical: perspectives de la CSI-Afrique et de l'OUSA
- L'organisation stratégique: ce qu'elle est et ce qui fait son succès
- Construire le mouvement syndical: organiser les travailleurs de l'économie informelle – opportunités et défis
- Actions et stratégies syndicales visant à intégrer une perspective de genre et à organiser les travailleuses dans les syndicats
- Travail de groupe: gérer les syndicats avec efficacité et efficacité
- Définir les prochaines étapes: élaboration de plans d'action pour le renouveau syndical en Afrique

Titre: A157331 « Formation syndicale sur le travail décent et le développement durable, le changement climatique, les emplois verts et les droits sociaux et humains »

Lieu: Lomé, Togo

Dates: 10-14 novembre 2014

Participants: 19 (dont 11 femmes)

Langues: anglais et français

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- Travail en réseau improvisé et orientation du cours
- Le double défi du XXI^e siècle: des emplois verts et décents, et la situation de l'emploi
- La transition vers une économie verte
- Des emplois verts grâce à des travaux verts
- Les compétences requises pour une économie plus écologique
- Travail de groupe sur les problèmes majeurs rencontrés par les syndicats dans la promotion du travail décent et la protection de l'environnement
- Les dangers des déchets toxiques et des polluants chimiques sur les lieux de travail et dans les communautés
- Le cadre du développement de l'après-2015: les objectifs du développement durable et leurs implications pour l'Afrique
- Assurer la sécurité alimentaire face au changement climatique: une approche basée sur les droits
- Le partage d'expériences d'actions syndicales sur des questions environnementales menées à différents niveaux en Afrique
- Préparation de plans d'action individuels

Titre: A157334 « Développement des capacités d'organisation des travailleurs migrants dans des syndicats viables »

Lieu: Accra, Ghana

Dates: 8-12 décembre 2014

Participants: 19 (dont 10 femmes)

Langues: anglais et français

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- Vue d'ensemble sur les migrations de main-d'œuvre
- L'approche de l'OIT en matière de migration de main-d'œuvre et de travail décent
- Vue d'ensemble sur la situation de l'emploi et les conditions d'existence des travailleurs migrants
- Les principes de l'OIT relatifs à la liberté syndicale et à la négociation collective
- Organiser les travailleurs migrants: opportunités et défis pour les syndicats
- L'inspection du travail et les travailleurs migrants: les défis spécifiques d'une ère nouvelle de mondialisation
- Élargir la sécurité sociale aux migrants et à leurs familles – un seuil de protection sociale pour tous
- Le rôle du dialogue social dans une bonne gouvernance des migrations de main-d'œuvre
- Migration et coopération entre États: l'intégration régionale
- Préparation de plans d'action individuels
- Études de politique générale: conclusions et recommandations

Projets

P157305: Renforcer les capacités des organisations syndicales en matière de protection sociale et leur coopération dans la région des Grands Lacs, 3 février-31 décembre 2014, 79 participants (dont 42 femmes).

Ce projet visait à renforcer la capacité des représentants syndicaux des pays de la région des Grands Lacs d'accroître la couverture et l'efficacité du système de protection sociale dans ces pays en vue d'assurer l'équité, de favoriser la résilience de la région et de permettre l'élaboration de systèmes de protection sociale dans le contexte des objectifs et des priorités nationales. Il visait également à renforcer la capacité des syndicats de défendre et de promouvoir l'extension de la protection sociale à tous les membres de la société sur la base de la convention n° 102 sur la sécurité sociale et de la recommandation n° 202 de l'OIT, afin de traiter les causes de la pauvreté, de l'inégalité et de l'exclusion sociale. Le projet visait à aider les dirigeants syndicaux à jouer un rôle constructif dans la réforme des régimes et prestations existantes en matière de sécurité sociale et à articuler de nouvelles exigences en faveur des travailleurs et de leurs familles.

Le projet visait à renforcer chez les représentants syndicaux la capacité intellectuelle et pratique de jouer un rôle plus visible et positif dans la gouvernance des régimes de sécurité sociale existants; de promouvoir la mise en place d'un ensemble de prestations de base pour tous, comme les allocations familiales universelles, l'accès universel aux services essentiels de santé, l'appui financier aux travailleurs pauvres, les pensions financées par l'impôt de base pour les personnes âgées, les handicapés et les familles ayant perdu leurs principaux soutiens de famille; de protéger la maternité pour les femmes des zones rurales; et de promouvoir des méthodes simples et peu coûteuses pour lutter contre les risques de sécurité et de santé dans les communautés rurales et autres lieux de travail.

L'approche du projet a porté une attention particulière à la dimension nationale afin de tenir compte du fait que dans la région des Grands Lacs, tous les pays ne sont pas au même niveau de développement

quant à leur problématique: si le Rwanda, par exemple, a déjà mis en place un système de mutualisation du risque santé qui progresse, dans certaines limites, vers la couverture universelle, ou si le Burundi est en phase de consolidation d'un système similaire avec des études déjà disponibles, les conditions ne sont pas similaires en RDC, compte tenu de la situation de guerre de ce pays.

L'approche régionale et la coopération et intégration avec le programme d'action de la CSI-Afrique sur la problématique ont permis de contribuer à une plate-forme commune (campagne régionale sur le socle de protection, discussion entre les organisations régionales et l'OIT, et revendications structurelles nationales), à l'échange de bonnes pratiques et au travail en réseau régional.

Liste des activités:

A157325 - Formation syndicale sur la sécurité et la protection sociale dans la région des Grand Lacs, Kigali, Rwanda, 7-11 avril 2014, 32 participants (dont 16 femmes)

A107154 - « Formation syndicale sur la protection sociale », Turin, 23 juin-4 juillet 2014, 17 participants (dont 9 femmes)

A157321 - Formation syndicale sur le renforcement des capacités des organisations syndicales concernant la protection sociale et leur coopération dans la région des Grands Lacs, Bujumbura, Burundi, 20-24 octobre 2014, 30 participants (dont 17 femmes)

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Activités à Turin (activités régulières)

Titre: A207152 « Les normes internationales du travail et la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale »

Lieu: Turin

Dates: 24 mars-11 avril 2014

Participants: 16 (dont 8 femmes)

Langue: espagnol

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- Introduction à la mondialisation: origines et dimensions, stratégies syndicales
- Présence des EMN et impact sur les marchés locaux du point de vue des travailleurs
- L'impact social des EMN (marché du travail et de l'emploi)
- Introduction aux NIT, à l'OIT et à ACTRAV. Le système de normes de l'OIT, avec une attention particulière aux conventions n° 87 et n° 98. Principales plaintes et recommandations
- La promotion des NIT dans les EMN: les instruments internationaux disponibles
- Application des Principes directeurs de l'OCDE, perspective de la TUAC et étude de cas
- La négociation collective dans les entreprises multinationales
- L'application des normes du travail dans les chaînes d'approvisionnement mondiales: les accords-cadres globaux
- Mise en œuvre des accords-cadres globaux en Europe et en Amérique latine
- La déclaration de l'OIT sur les EMN et la politique sociale
- Domaines de travail du programme de l'OIT pour les EMN
- Entreprises durables et travail décent
- La négociation collective: niveau sectoriel et de l'entreprise – analyse des conditions de travail et des salaires
- Outils de négociation, formation de compétences et formation continue
- La négociation sur la santé et la sécurité au travail
- La négociation collective sur l'égalité, la diversité et la non-discrimination
- Stratégies syndicales relatives aux EMN: construire la coopération syndicale sur les EMN
- Mondialisation: défis et opportunités pour les travailleurs: une approche basée sur le travail décent (quatre dimensions du travail décent et justice sociale pour une mondialisation équitable)
- Préparation d'un plan de travail de suivi

Titre: A207155 « Développement des capacités syndicales en matière de relations d'emploi et de travail précaire »

Lieu: Turin

Dates: 15- 30 mai 2014

Participants: 14 (dont 5 femmes)

Langue: espagnol

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- Contextualisation des relations de travail atypiques, travail précaire et informalité – Données et chiffres
- Le système normatif de l'OIT et le paradigme du travail décent
- Instruments normatifs de référence dans le cadre de la promotion de l'emploi formel: convention n° 122 et recommandation n°198
- Relations de travail et relations triangulaires, et leur influence sur les politiques de l'emploi dans un contexte de mondialisation des chaînes de valeur
- La liberté syndicale et la négociation collective en tant que droits habilitants – le système de contrôle
- L'environnement normatif pour la formalisation du travail
- Les entreprises durables dans le cadre du travail décent pour la formalisation du travail.
- Précarité et informalité: stratégies d'intervention syndicale
- La fraude en matière de travail: analyse et intervention
- Plan d'action

Activités sur le terrain

Titre: A256314 « Travail décent et économie informelle »

Lieu: Panama

Dates: 23-26 avril 2014

Participants: 26 (dont 11 femmes)

Langue: espagnol

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- La 103^e Conférence internationale de l'OIT – ACTRAV
- Thèmes, questionnaire, positions des employeurs, des gouvernements et des travailleurs
- La situation nationale – Région andine (Colombie, Pérou et Venezuela). Réponses aux questionnaires. Présentation par pays
- La situation nationale – Amérique centrale – Caraïbes et Mexique: Honduras – Guatemala – République dominicaine – Mexique. Réponses aux questionnaires. Présentation par pays
- La situation nationale – Cône Sud: Argentine – Brésil – Chili – Paraguay – Uruguay. Réponses aux questionnaires. Présentation par pays
- Présentation du document sur l'informalité TUCA-ACTRAV
- La CIT: comment elle fonctionne et ce que nous pouvons en attendre – ACTRAV
- Information sur la réunion préparatoire du Groupe des travailleurs de la CSI à Genève, éléments marquants et défis pour les travailleurs/travailleuses
- Travail de groupe: identification de stratégies de lobbying dans le contexte national et régional, et de coordination avec la CSI – Lecture de la proposition de résolution et des contributions
- Systématisation des conclusions et engagements de suivi concernant la préparation de la CIT 2014
- Clôture des activités: évaluation, accords et engagements

Titre: A257414 « La Plate-forme de développement des Amériques »

Lieu: Santiago, Chili

Dates: 5-6 mai 2014

Participants: 53 (dont 25 femmes)

Langue: espagnol

Cette activité était centrée sur:

- ✓ La présentation de la version finale de la Plate-forme de développement des Amériques (PLADA) aux centrales syndicales impliquées dans sa construction et aux gouvernements de la région qui ont une vision plus progressiste
- ✓ La définition du processus de discussion/réalisation de la PLADA au niveau national

Titre: A257313 « Formation syndicale sur les réformes des retraites et les seuils de protection sociale »

Lieu: Santiago, Chili

Dates: 4-8 août 2014

Participants: 25 (dont 9 femmes)

Langue: espagnol

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- Les expériences d'action syndicale sur les retraites
- Les systèmes de retraites privés en Amérique latine et la distribution des revenus
- Les expériences du SINTRALOC et du SITRACH
- L'intégration régionale, les BRIC et la PLADA: des solutions durables
- Le travail du DIEESE en matière de sécurité sociale et l'expérience de formation du FIEL
- Présentation du rapport: Analyse comparative des systèmes de retraite en Colombie, au Chili et en Uruguay
- Les espaces budgétaires en Amérique latine: priorités et ressources; le travail des ETS (équipes techniques syndicales)
- La sécurité sociale en Amérique latine et la couverture des travailleurs migrants
- Les défis de l'Agenda du travail décent et de la sécurité sociale: vers la conférence régionale
- Analyse de la situation de la sécurité sociale au Chili
- La réforme des réformes: la viabilité de l'inversion
- Vers la formalisation de l'informalité et le défi de l'extension de la couverture
- La CIT 2014-2015
- La sécurité sociale comme outil du développement dans les Amériques (PLADA)

Titre: A257388 « Les droits des peuples autochtones dans le cadre de la convention n° 169 »

Lieu: Lima, Pérou

Dates: 4-5 septembre 2014

Participants: 38 (dont 14 femmes)

Langue: espagnol

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- Présentation panoramique des thèmes les plus remarquables au cours du développement des cours à distance. Échanges avec les participants. Participation des instructeurs impliqués dans l'élaboration des deux cours
- Présentation des feuilles de route proposées par les participants, l'accent étant mis sur les contributions les plus pertinentes et sur leur consolidation
- Présentation du travail que réalise la CSA sur le thème des peuples autochtones et ses liens avec les droits de l'homme. Rôle des organisations syndicales en rapport avec les droits des peuples autochtones. Implications de la convention n° 169 pour le secteur des travailleurs
- Débat thématique: la convention n° 169 et les autres conventions internationales, et les résultats de la Conférence internationale du travail 2014
- L'emploi des jeunes autochtones
- Le débat récurrent sur l'emploi et la transition vers la formalité
- La convention n° 169 et la formation professionnelle des autochtones
- Développement national et droits des peuples autochtones: consultation et participation
- Travail domestique et peuples autochtones
- Le rôle des organisations de travailleurs
- Groupes de travail pour le débat et la discussion sur les possibilités de renforcement des réseaux syndicaux et l'inclusion des peuples autochtones pour la promotion de leurs droits
- Élaboration de propositions d'action

Titre: A257316 « Atelier régional sur le secteur rural, le changement climatique et le travail décent »

Lieu: Buenos Aires, Argentine

Dates: 22-26 septembre 2014

Participants: 19 (dont 2 femmes)

Langue: espagnol

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- Travail décent et développement durable, le Programme de développement pour l'après-2015
- Les expériences syndicales d'organisation
- La COP20 et l'Agenda du travail décent
- Les effets du changement climatique sur le secteur rural et le travail décent
- Secteur rural, utilisation des ressources (eau et énergie), changement climatique et réduction des déchets
- Agriculture durable et sécurité alimentaire
- Secteur rural et normes internationales de l'OIT: les conventions n^{os} 141, 170 et 184, et la recommandation n° 149
- La violence en milieu rural
- Les pesticides en agriculture
- Le défi de la réduction de la déforestation: analyse de cas
- La PLADA – Les organisations syndicales et les chaînes de production
- L'économie sociale et solidaire dans le monde rural: les coopératives
- Attention particulière portée au commerce équitable et à l'agriculture

Titre: A257309 « Atelier régional sur les jeunes promoteurs du travail décent »

Lieu: Buenos Aires, Argentine

Dates: 29 septembre-3 octobre 2014

Participants: 29 (dont 13 femmes)

Langue: espagnol

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- Systématisation des conclusions de la phase à distance
- Les expériences de jeunes dans le processus de construction de la PLADA et les campagnes régionales: « Félicitations ! »
- La crise de l'emploi des jeunes: Rapport régional de l'OIT sur le travail décent et les jeunes
- Résolution de la CIT 2012
- Les réformes nécessaires
- Les défis de l'Agenda du travail décent et du Programme de développement pour l'après-2015
- L'expérience de l'EMTD
- Vers un « Travail décent au cube » pour les jeunes
- L'expérience syndicale en formation professionnelle
- Étude régionale: identification des besoins et bonnes pratiques

Titre: A257308 « Travail décent: action syndicale et entreprises multinationales »

Lieu: Cochabamba, Bolivie

Dates: 3-7 novembre 2014

Participants: 15 (dont 7 femmes)

Langue: espagnol

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- Travail décent et action syndicale: le travail de l'OIT et de la Friedrich-Ebert-Stiftung L'importance du cadre normatif international de l'OIT et les conclusions de la réunion régionale pour les Amériques
- Les stratégies d'intervention syndicale sur les investissements étrangers et les traités bilatéraux: la souveraineté nationale et les tribunaux internationaux
- Investissements étrangers, multinationales et peuples autochtones, effets sociaux et migratoires
- Rapport: Entreprises multinationales, développement et travail décent: conclusions pour l'action syndicale
- Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et leur applicabilité à l'action syndicale
- La stratégie syndicale internationale concernant l'Accord général sur le commerce des services
- La viabilité des entreprises multinationales
- Les entreprises multinationales et l'exploitation minière en Amérique latine: sur la viabilité d'un modèle
- Définition et suivi des plans d'action

Activités à distance et mixtes

Titre: A277315 « Les droits des peuples indigènes dans le cadre de la convention n° 169 »

Dates: 24 février-30 avril 2014

Participants: 45 (dont 15 femmes)

Langue: espagnol

Ce cours a été structuré en sept modules, pour un total de 80 heures, et les participants ont travaillé avec succès sur les différents modules:

MODULE I: L'OIT et son système normatif

1. Qu'est-ce que l'OIT?
2. En quoi consiste le système normatif de l'OIT?
3. En quoi consiste le système de contrôle de l'OIT?

MODULE II: Le travail décent

1. Qu'est-ce qu'un déficit de travail décent?
2. Que sont les axes stratégiques et transversaux du travail décent?
3. Que sont les Programmes par pays pour la promotion du travail décent?

MODULE III: Les peuples autochtones et leur accès au travail décent

1. Qui sont les peuples autochtones de l'Amérique latine, combien sont-ils et où sont-ils établis?
2. La diversité culturelle: pluriculturalisme, multiculturalisme et interculturalisme
3. La promotion de l'accès aux possibilités de travail décent pour les peuples autochtones

MODULE IV: La convention n° 169: consultation et participation

1. Esquisse de l'histoire des droits humains des peuples autochtones: la convention n° 169 et autres instruments internationaux
2. Le droit des peuples autochtones à la participation et à la consultation

MODULE V: La convention n° 169: des droits spécifiques

1. Justice coutumière et justice ordinaire
2. Terre, territoire et ressources naturelles
3. Travail, emploi et protection sociale
4. Santé et éducation

MODULE VI: La convention n° 169 et ses liens avec d'autres conventions internationales de l'OIT

1. La convention n° 29 sur le travail forcé
2. La convention n° 105 sur l'abolition du travail forcé
3. La convention n° 111 concernant la discrimination (emploi et profession)

MODULE VII: Le système de supervision de l'OIT et la convention n° 169

1. Procédure régulière de supervision de la convention n° 169
2. Procédures spéciales de supervision de la convention n° 169

Titre: A277310 « Les promoteurs de travail décent pour les jeunes »

Dates: 2 juin-31 juillet 2014

Participants: 54 (dont 22 femmes)

Langue: espagnol

Structure de ce cours:

PREMIÈRE SEMAINE – MODULE D'INTRODUCTION

- Introduction à l'environnement des Écoles du travail décent d'ACTRAV
- Introduction à l'école virtuelle d'ACTRAV
- Message de bienvenue et ouverture de l'atelier de formation à distance
- Présentation des participants

DEUXIÈME SEMAINE – MODULE I: L'OIT et son système normatif

- Comment fonctionne l'OIT?
- En quoi consiste le système normatif de l'OIT?

TROISIÈME SEMAINE – MODULE II: Le travail décent

- Axes stratégiques
- Les Déclarations de 1998 et 2008
- La perspective de genre
- Mesurer le travail décent

QUATRIÈME SEMAINE – MODULE III: Travail décent et formation professionnelle

- Formation professionnelle et travail décent

CINQUIÈME ET SIXIÈME SEMAINES – MODULE IV: Travail décent et besoins de la formation

- L'École de l'emploi (cinquième semaine)
- L'École de la protection sociale (sixième semaine)

SEPTIÈME SEMAINE – MODULE V: Transversalité et travail décent

- Concepts de base
- La discrimination sur les lieux de travail
- Perspective de genre: égalité, analyse et transversalité

HUITIÈME SEMAINE – MODULE VI: Travail décent et action syndicale

- Capacités d'organisation et stratégies syndicales pour la promotion du travail décent: Confédération syndicale des Amériques (CSA) et UNI Global Union (UNI)
- Feuille de route de la CSA et de l'UNI

Titre: A277311 « Sécurité sociale et seuils de protection sociale »

Dates: 28 juillet-8 octobre 2014 – Ce cours a finalement duré deux jours en présentiel, et la phase de formation à distance n'a pas été exécutée en 2014

Participants: 28 (dont 11 femmes)

Langue: espagnol

Cette activité comportait la présentation des thèmes suivants:

1. Le concept global de sécurité sociale et de travail décent, compte tenu des besoins de protection et des possibilités de rendre celle-ci effective
2. Les services et prestations inclus dans le contexte concret de la sécurité sociale, structurés dans la convention n° 102 de l'OIT, ainsi que les élargissements effectués grâce aux conventions pour prestations spécifiques
3. Le financement pour le maintien des prestations, les limitations économiques et par conséquent la nécessité de prioriser
4. Les priorités actuelles en fonction des besoins et des possibilités, la progression du système pour aller de l'avant concernant la couverture et les groupes protégés, et la forme sous laquelle il doit se financer pour être durable
5. Les différents systèmes de financement: par répartition, par capitalisation, mixtes ou complémentaires, et les nouvelles politiques fiscales

ASIE ET PACIFIQUE

Activités à Turin (cours de base)

Titre: A307153 « Promouvoir les droits et les normes internationales du travail pour les travailleurs domestiques et les travailleurs de l'économie informelle »

Lieu: Turin

Dates: 3-14 mars 2014

Participants: 17 (dont 8 femmes)

Langue: anglais

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- Stratégies de croissance, économie informelle et travail décent: les défis à relever pour les syndicats en Asie
- Examens par pays: emploi, salaires, organisation et relations industrielles dans l'économie informelle
- Les principes, les normes et le mécanisme de supervision de l'OIT et le rôle des syndicats
- La convention n° 189 et la recommandation n° 201 sur le travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques
- La campagne de la CSI et d'autres initiatives syndicales en faveur des travailleurs domestiques
- Le travail décent pour les femmes: intégrer une perspective de genre dans le travail syndical
- Organisation et négociation collective: une voie vers le travail décent
- Expériences de campagnes et d'organisation (l'accent étant mis sur les travailleurs domestiques, les vendeurs de rue, les travailleurs à domicile et les salariés précaires) – participants
- Le seuil de protection sociale et les travailleurs de l'économie informelle
- Réglementer les relations d'emploi pour assurer à tous un travail décent
- Migration, travail domestique et approche de l'OIT axée sur les droits (normes et cadre général)
- La campagne en faveur des travailleurs domestiques dans le monde et en Asie: organisation et autres initiatives
- Un manuel d'ACTRAV sur l'économie informelle: validation et contribution des participants
- Suivi des plans de travail: actions syndicales pour l'organisation et l'accès à un travail décent des travailleurs de l'économie informelle en Asie

Titre: A307156 « Formation syndicale sur l'organisation et la négociation collective »

Lieu: Turin

Dates: 23 juin-4 juillet 2014

Participants: 17 (dont 9 femmes)

Langue: anglais

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- Monde du travail en évolution, travail décent et salaires – un processus de développement guidé par les normes du travail

- Examen de situations par pays (l'accent étant mis sur l'emploi, la liberté syndicale et les relations industrielles en Asie-Pacifique)
- Les principes et normes de l'OIT relatifs à la liberté syndicale et à la négociation collective et le mécanisme de supervision de l'OIT
- Promouvoir les droits des travailleurs dans le monde de l'entreprise: initiatives négociées et non négociées
- La Déclaration de l'OIT sur les EMN et les Principes directeurs de l'OCDE: leur portée et le rôle des syndicats
- La promotion des normes du travail dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et les initiatives des FSM
- Les tendances mondiales en matière salariale et le rôle des négociations collectives dans l'élaboration des politiques salariales
- Négociation individuelle et collective: stratégies et compétences
- La négociation collective en Europe: système, politiques et enjeux pour les syndicats
- Un seuil de protection sociale et la sécurité sociale pour tous les travailleurs
- Un travail décent pour les femmes: intégrer une perspective de genre dans le travail syndical
- Plans de travail de suivi: actions syndicales en faveur du travail décent en Asie

Activités complémentaires à Turin

Titre: A307164 « Formation syndicale pour l'ACFTU sur le développement durable, les emplois verts et le programme des syndicats »

Lieu: Turin

Dates: 17-26 février 2014

Participants: 19 (dont 3 femmes)

Langues: anglais, chinois

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- Les enseignements de la « crise » pour le développement durable et le travail décent
- Examen par pays: problèmes liés à la main-d'œuvre et à l'environnement
- Comprendre le changement climatique, la « durabilité » et ses dimensions dans le monde du travail et sur le plan social
- Les négociations sur le changement climatique: position et stratégie des syndicats
- Des emplois verts pour un développement durable: concepts et pratiques
- Le programme et les initiatives de l'OIT sur les emplois verts
- Les initiatives syndicales pour la protection de l'environnement, les défis du changement climatique et les emplois verts
- Les normes de l'OIT, un guide vers l'industrie verte et le développement durable
- Promouvoir une transition équitable (protéger l'environnement, les conditions de travail et les normes du travail)
- Politiques et initiatives dans le domaine des énergies renouvelables: l'expérience italienne
- Agenda et rôle des syndicats dans la promotion du développement durable
- Visite d'étude à la confédération espagnole des CCOO – vue d'ensemble sur le mouvement syndical, organisation, protection sociale et initiatives en faveur du travail vert et du travail décent

Titre: A307212 « Formation syndicale pour l'ACFTU sur la promotion du travail décent dans le secteur public »

Lieu: Turin

Dates: 27 octobre-5 novembre 2014

Participants: 21 (dont 7 femmes)

Langues: anglais, chinois

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- Travail décent et justice sociale dans le contexte du développement socio-économique et de la croissance
- Examen par pays
- Les droits des travailleurs dans le cadre de la mondialisation: défis, opportunités et initiatives syndicales
- La convention et les instruments de l'OIT relatifs au secteur public
- La syndicalisation dans le secteur public: principes fondamentaux et philosophie
- Les syndicats dans le secteur public: rôles et fonctions
- Dialogue social et négociation collective dans le secteur public
- Les stratégies syndicales de promotion du travail décent (travail de groupe)

Activités sur le terrain

Titre: A357326 « Formation syndicale sur la protection sociale et la sécurité sociale pour tous »

Lieu: Beijing, Chine

Dates: 12-16 mai 2014

Participants: 26 (dont 11 femmes)

Langues: anglais, chinois

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- Mondialisation, protection sociale et agenda syndical pour le travail décent
- Les défis et difficultés majeurs que rencontrent les syndicats en matière d'organisation, de liberté syndicale et de sécurité sociale – examen de situations par pays
- Les enjeux et politiques de la protection sociale en Chine et le rôle des syndicats
- Promouvoir la sécurité sociale en Amérique latine: l'expérience des syndicats d'Amérique latine
- Le seuil de protection sociale – vue d'ensemble sur les recommandations et les normes fondamentales de l'OIT (convention n° 102) en matière de sécurité sociale
- Les problèmes majeurs de l'extension de la protection sociale pour tous et les thèmes de réformes, y compris la dimension de genre des réformes dans les systèmes de sécurité sociale
- Organisation et négociation collective: la voie vers la protection sociale et la sécurité sociale
- Actions de suivi: renforcer les capacités des syndicats en matière de promotion de la protection sociale et du travail décent

Titre: A357324 « Formation sur les réformes de la législation du travail et le travail décent »

Lieu: Bangkok, Thaïlande

Dates: 20-23 mai 2014

Participants: 29 (dont 15 femmes)

Langue: anglais

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- Évolution du monde du travail, stratégies de croissance et priorités syndicales en faveur du travail décent
- Examens par pays: tendances actuelles de l'emploi, législation du travail et relations industrielles en Asie, et problèmes majeurs auxquels se heurtent les syndicats concernant le droit à la liberté syndicale et à la négociation collective
- Les normes de l'OIT et la législation du travail en Asie
- Promouvoir la liberté syndicale et organiser des initiatives en sa faveur en Asie
- La législation du travail, les relations d'emploi et la recommandation n° 198 de l'OIT
- Les réponses syndicales à l'emploi précaire
- Réformer les politiques nationales du travail pour promouvoir le travail décent et les priorités syndicales
- Négocier un travail décent et un salaire décent
- Plans de travail de suivi: actions syndicales de promotion des réformes de la législation du travail, ainsi que du travail décent

Titre: A357328 « Promouvoir des relations industrielles et une négociation collective saines dans les EMN »

Lieu: Bangkok, Thaïlande

Dates: 4-7 août 2014

Participants: 24 (dont 11 femmes)

Langue: anglais

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- Développement socio-économique et rôle social du mouvement syndical
- Examens par pays: l'emploi et les relations industrielles dans les EMN en Asie
- Discussion de groupe: la prévention des conflits du travail dans les EMN
- Les relations industrielles dans les entreprises japonaises et les activités de prévention des conflits du travail
- Promouvoir les normes du travail dans les EMN: focalisation sur les initiatives négociées et non négociées
- Travail de groupe: mettre en œuvre les principes relatifs au travail dans les chaînes d'approvisionnement mondiales
- Négocier un travail décent et un salaire décent dans les EMN
- Plans de travail de suivi: actions syndicales en faveur du travail décent dans les EMN (l'accent étant mis sur la liberté syndicale, l'organisation et la négociation collective)

Titre: A357327 « Formation syndicale sur les politiques salariales favorables au travail décent (axée sur les salaires minimums et la négociation collective) »

Lieu: Singapour

Dates: 12-15 août 2014

Participants: 28 (dont 13 femmes)

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- Mondialisation, évolution des salaires et travail décent: l'agenda des syndicats
- Examens par pays: emploi, salaires et relations industrielles – les problèmes clés
- L'expérience de Singapour:
 - Dialogue social et négociation collective pour fixer les salaires à Singapour
 - Un modèle salarial progressif: faire face aux défis de la mondialisation
- Promouvoir une croissance durable: le rôle des politiques salariales et les normes fondamentales de l'OIT pour la politique salariale
- Systèmes et pratiques de salaire minimum en Asie (l'accent étant mis sur les objectifs, les rôles, les critères et les mécanismes de fixation du salaire minimum)
- Négocier un travail décent et un salaire décent; stratégies de négociation collective
- Plans de travail de suivi: actions syndicales en faveur du travail décent en Asie

Titre: A357329 « Promouvoir le travail décent dans les EMN et leurs chaînes d'approvisionnement »

Lieu: Séoul, Corée

Dates: 18-21 novembre 2014

Participants: 19 (dont 6 femmes)

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- L'évolution du monde du travail, les politiques des EMN et les enjeux pour les syndicats
- Initiatives et défis à relever dans les relations avec les EMN en Asie: examen de situations par pays
- Les relations industrielles dans les EMN (focalisation sur le cas de la Corée)
- Promouvoir les normes du travail dans les EMN
- La Déclaration de l'OIT sur les EMN, les Principes directeurs de l'OCDE et d'autres initiatives internationales visant à promouvoir le respect des droits des travailleurs dans les EMN
- Des outils de négociation qui ont un impact sur la gouvernance d'entreprise
- Les expériences et initiatives syndicales en matière d'organisation et de négociation collective dans les EMN
- Perspectives des employeurs pour la promotion du travail décent dans les EMN et les chaînes d'approvisionnement
- Les actions syndicales en faveur du travail décent dans les EMN: préparation d'un plan de travail de suivi

Titre: A357332 « Promouvoir le travail décent pour les travailleurs de l'économie informelle (l'accent étant mis sur l'organisation et la protection sociale) »

Lieu: Bangkok, Thaïlande

Dates: 9-12 décembre 2014

Participants: 24 (dont 14 femmes)

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- Mondialisation, économie informelle et enjeux pour les syndicats
- Organisation, négociation collective et protection sociale dans l'économie informelle (examens par pays)
- Formaliser l'économie informelle: les recommandations de politique générale de l'OIT
- Économie informelle et travail décent: les stratégies syndicales
- Les expériences des syndicats chinois
- Réglementer les relations d'emploi en faveur du travail décent
- Créer des conditions et des stratégies favorables à l'organisation de l'économie informelle
- Stratégies et plan d'action pour l'organisation et la promotion du travail décent dans l'économie informelle

Projets

P357485: Appui institutionnel au développement des capacités dans le cadre du programme concernant l'industrie du prêt-à-porter (RMG) au Bangladesh

Le Centre international de formation de l'OIT (CIF-OIT), en partenariat avec le bureau de pays de l'OIT pour le Bangladesh, a été chargé d'exécuter une série d'activités de développement des capacités pour les mandants de l'OIT dans les domaines de l'inspection du travail, de la législation du travail, du dialogue social, de la liberté syndicale, de la négociation collective et de la sécurité et santé au travail (SST), entre autres. Ce partenariat était en vigueur jusqu'en 2015. Une série d'activités de développement des capacités pour les mandants syndicaux est exécutée dans ce cadre par le Programme des activités pour les travailleurs du CIF-OIT (ACTRAV-Turin).

L'objectif général de ces activités de développement des capacités pour les travailleurs était de développer les capacités organisationnelles et techniques pour améliorer la sécurité et santé au travail et, en même temps, élargir les effectifs syndicaux et la couverture de la négociation collective

pour les travailleurs du secteur du prêt-à-porter au Bangladesh. Il sera réalisé grâce aux activités de formation et de développement des capacités élaborées et exécutées par ACTRAV-Turin, que ce soit dans le pays ou au CIF-OIT de Turin.

Jusqu'ici, des activités de formation ont été menées à Dacca et à Turin, permettant aux organisateurs et aux formateurs syndicaux d'accroître et de renforcer leurs connaissances, leurs attitudes et leurs compétences relatives à la sécurité et santé au travail (SST), aux droits des travailleurs, à la liberté syndicale et à la négociation collective, entre autres. Des membres qualifiés du groupe principal, appartenant pour la plupart au Comité national de coordination pour l'éducation des travailleurs (NCCWE), ont également reçu un appui financier et technique approprié pour entreprendre des activités de suivi ciblées sur la sensibilisation et le renforcement des connaissances des travailleurs du prêt-à-porter sur ces sujets et leur permettre d'élaborer et d'exécuter des actions adéquates aux niveaux du syndicat et de l'entreprise.

Liste des activités:

E357496 – Analyse des besoins de formation, 21-22 septembre 2014, Dacca, Bangladesh, 18 participants (dont 1 femme)

A3-57497 – Renforcer la participation des travailleurs aux comités de SST, 23-29 septembre 2014, Dacca, Bangladesh, 37 participants (dont 14 femmes)

A3-57498 – Formation syndicale sur la liberté syndicale, l'organisation et la législation du travail pour les travailleurs du secteur du prêt-à-porter, 20-22 novembre 2014, Dacca, Bangladesh, 39 participants (dont 15 femmes)

A3-07501 – Améliorer les systèmes de santé et de sécurité et les normes du travail dans l'industrie du vêtement, 1^{er}-5 décembre 2014, Turin, 13 participants (dont 4 femmes)

EUROPE

Activités à Turin (cours de base)

Titre: A407151 « Les normes internationales du travail et la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable pour les EMN »

Lieu: Turin

Dates: 23 mars-4 avril 2014

Participants: 15 (dont 7 femmes)

Langues: anglais et russe

Pays: Arménie, Bélarus, Croatie, Fédération de Russie, Géorgie, Hongrie, Kazakhstan, Kirghizstan, Moldavie, Pologne et Ukraine

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- Introduction à la mondialisation: origines et dimensions, stratégies syndicales
- Vue d'ensemble sur la présence des EMN dans les différents pays et leur impact économique et social
- Promouvoir les normes du travail dans les EMN: vue d'ensemble sur les instruments internationaux
- Les normes internationales du travail et l'Agenda pour le travail décent de l'OIT
- La Déclaration tripartite de l'OIT sur les EMN
- Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales
- La mise en œuvre des principes fondamentaux relatifs au travail dans les chaînes mondiales d'approvisionnement: les accords-cadres mondiaux
- La négociation collective dans les entreprises multinationales
- Les initiatives des fédérations syndicales internationales en matière d'organisation dans les EMN et les chaînes mondiales d'approvisionnement
- Entreprises durables et travail décent
- Les stratégies de renforcement de la coopération syndicale dans les EMN
- La mondialisation: opportunités et défis pour les travailleurs – L'approche du travail décent
- Un modèle de relations industrielles en Italie: l'expérience du Groupe UniCredit

Ce cours a été réalisé en organisant des sessions communes avec le cours A2-07152 sur « Les normes internationales du travail et la Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable », destiné aux participants d'Amérique latine.

Activités complémentaires à Turin

Titre: A407261 Atelier UniCredit par UNI-Europa: « L'anticipation du changement et la restructuration dans les entreprises multinationales par le renforcement de la coordination syndicale transnationale »

Lieu: Turin

Date: 25 février 2014

Participants: 48 (dont 18 femmes)

Langues: anglais, espagnol et français

Pays: Allemagne, Belgique, Bulgarie, Italie, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et Turquie

Cet atelier comportait les sessions suivantes:

- État d'avancement de l'Alliance syndicale d'UniCredit
 - Coopération et réalisations depuis la création de l'Alliance
 - Améliorations possibles et voie à suivre
- Les opérations de délocalisation dans les différents départements et les bonnes pratiques
 - État d'avancement et impact dans les différents pays
 - Analyse de l'information reçue au Comité d'entreprise européen et au niveau national
 - Les stratégies syndicales à mettre en œuvre aux niveaux national et européen
- La réorganisation du réseau et l'introduction de technologies nouvelles
 - État d'avancement et impact dans les différents pays
 - Analyse de l'information reçue au Comité d'entreprise européen et au niveau national
 - Les stratégies syndicales à mettre en œuvre aux niveaux national et européen
- La Déclaration de l'Alliance syndicale et les étapes suivantes
 - Finaliser le texte de la déclaration
 - Plan stratégique pour l'avenir

Titre: A407253 Atelier IES/SOLIDAR/ACTRAV: « Construire une communauté de pratique sur la méthodologie et la technologie de l'apprentissage pour une meilleure éducation syndicale »

Lieu: Turin

Dates: 27-28 mars 2014

Participants: 28 (dont 13 femmes)

Langues: anglais et français

Pays: Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Espagne, Finlande, France, Grèce, Italie, Lettonie, Malte, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie et Suède

Groupe cible: responsables de l'éducation appartenant à des confédérations syndicales et à des écoles syndicales nationales, ONG traitant de la formation syndicale

Cet atelier comportait les sessions suivantes:

- Vers la conception d'une communauté de pratique
- La communauté de pratique – études de cas
- Les expériences de mise en œuvre
- Prévoir l'avenir: les étapes suivantes

Titre: A407581 « Courts and Charters - Atelier II: Les droits des travailleurs et leur accès aux cours et chartes européennes »

Lieu: Turin

Dates: 6-7 octobre 2014

Participants: 37 (dont 15 femmes)

Langues: anglais, espagnol, français et italien

Pays: Allemagne, Espagne, France, Italie et Suède

Groupes cibles: avocats travaillant dans les services juridiques des syndicats, juges, experts et professeurs de droit

Cet atelier comportait les sessions suivantes:

- Les droits sociaux fondamentaux dans la législation de l'Union européenne
- La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne: applicabilité, interprétation cohérente et efficience
- La légitimité de l'action d'acteurs collectifs devant les tribunaux européens
- La législation contre la discrimination sur les lieux de travail
- La pertinence de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme dans le domaine social
- Présentation et analyse de cas nationaux
- Le rôle des normes de l'OIT dans la jurisprudence nationale et internationale: l'application des droits fondamentaux au travail et des mécanismes de supervision

Titre: A407644 « Gérer le changement »

Lieu: Turin

Dates: 4-6 novembre 2014

Participants: 12 (dont 4 femmes)

Langue: italien

Ce cours a été conçu spécifiquement pour la Fédération italienne des employés du secteur bancaire à l'intention d'un groupe cible comprenant des dirigeants syndicaux et des experts. Il a été organisé sur le thème de l'anticipation du changement dans le contexte de la restructuration des sociétés multinationales opérant dans le secteur bancaire, en vue d'améliorer l'efficacité des relations industrielle lors de la gestion de processus de restructuration et de définir une stratégie visant à en minimiser l'impact négatif pour les travailleurs. Le cours a analysé les changements, les risques, la réglementation existante et les priorités syndicales, ainsi que les outils destinés à anticiper le changement, à renforcer la négociation et à gérer les effets de la réorganisation.

Titre: A407474 « Cours de l'ISE sur la lutte contre les inégalités »

Lieu: Turin

Dates: 18-21 novembre 2014

Participants: 20 (dont 12 femmes)

Langues: anglais et français

Pays: Bulgarie, Croatie, Espagne, Grèce, Lituanie, Malte, Portugal, Royaume-Uni et Slovaquie

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- Lutter contre les inégalités - une priorité pour les syndicats
- Conclusions du symposium d'ACTRAV sur l'inégalité des revenus, les institutions du marché du travail et les pouvoirs des travailleurs
- Les types d'inégalités dans le monde du travail et les enseignements à en tirer
- Le contexte économique et social: le modèle économique et financier dominant et son impact sur le monde du travail
- Les politiques d'austérité dans l'UE: le cas de la Grèce
- Inégalité et politiques publiques
- La négociation collective et la distribution des revenus
- L'organisation en tant qu'outil destiné à relever le défi de l'inégalité

Ce cours de l'ISE a fusionné avec le cours de base interrégional A907160 d'ACTRAV sur l'inégalité des revenus, les institutions du marché du travail et les politiques salariales.

Projets

P407268: Réseau européen A4I d'aide à l'intégration des travailleurs migrants et de leurs familles, 1^{er} janvier-31 décembre 2014, 131 participants (dont 68 femmes)

La formation consacrée à la constitution de réseaux dispensée dans le cadre du projet financé par l'UE appelé « A4I – Initiative de la CES pour constituer un réseau européen d'aide à l'intégration des travailleurs migrants et de leurs familles » a renforcé les capacités des points de contact chargés de fournir des services aux travailleurs migrants, d'identifier les problèmes majeurs et de concevoir et mettre en œuvre des politiques et des programmes visant à lever les obstacles à une intégration sociale et économique effective des migrants. Les principaux bénéficiaires du projet ont été les syndicats et les ONG d'Allemagne, d'Espagne, de France, d'Irlande, d'Italie et de Slovaquie.

Ce programme de formation a été inauguré à l'occasion de la conférence sur la constitution de réseaux intitulée « Réseau européen A4I d'aide à l'intégration des travailleurs migrants et de leurs familles », organisée du 14 au 16 avril 2014 au Centre de Turin. La formation a consisté en trois ateliers complémentaires qui se sont tenus du 17 au 19 mai 2014 à Dublin (Irlande), du 17 au 19 septembre 2014 à Barcelone (Espagne) et du 5 au 7 novembre 2014 à Florence (Italie), y compris les visites d'étude. La formation couvrait les contenus suivants:

Bloc 1: Constitution de réseaux

- Explorer les méthodes de travail et les compétences disponibles à chaque point de contact
- Renforcer les relations humaines et professionnelles pour consolider le réseau
- Renforcer le partage des méthodes de travail pour faciliter la coopération future
- Créer un portail web pour appuyer le réseau

Bloc 2: Aspects juridiques

- Vue d'ensemble sur les principes fondamentaux et le champ d'application de la législation de l'UE
- Vue d'ensemble sur les normes fondamentales de l'OIT
- Améliorer la connaissance de la législation de l'UE sur les conditions d'entrée et de séjour aux fins d'un emploi salarié
- Analyser les règles de la mobilité des nationaux de pays tiers au sein de l'UE
- Explorer la mobilité du travail des citoyens de l'UE

Bloc 3: La communication interculturelle

- Prendre conscience de la dimension transnationale du réseau
- Acquérir des instruments permettant aux points de contact de mieux communiquer entre eux
- Sensibiliser aux possibilités et aux risques liés aux communications adressées à un public international
- Organiser une campagne transnationale en faveur des migrants et de leur intégration

Liste des activités:

A407269 - Réseau européen A4I d'aide à l'intégration des travailleurs migrants et de leurs familles – Conférence, 14-16 avril 2014, Turin, 59 participants (dont 28 femmes)

A457502 - A4I-CES – Aide à l'intégration des travailleurs migrants, 17-19 juin 2014, Dublin (Irlande), 22 participants (dont 14 femmes)

A457503 - Réseau européen A4I d'aide à l'intégration des travailleurs migrants, 16-18 septembre 2014, Barcelone (Espagne), 35 participants (dont 16 femmes)

A457504 - Réseau européen A4I d'aide à l'intégration des travailleurs migrants, 4-6 novembre 2014, Florence (Italie), 15 participants (dont 10 femmes)

P4056704: Un travail décent pour les travailleurs de l'industrie de la construction – Promouvoir le développement des capacités et améliorer le dialogue social dans le secteur de la construction pour les organisations de travailleurs des nouveaux États membres et de la Turquie, 15 novembre 2013-14 novembre 2014, 160 participants (dont 40 femmes)

Le projet intitulé « Un travail décent pour les travailleurs de l'industrie de la construction », lancé par le Programme des activités pour les travailleurs du Centre international de formation de l'OIT, en partenariat avec la Fédération européenne des travailleurs du bâtiment et du bois et la CES, a été mis en œuvre dans le cadre de l'Accord conjoint de gestion conclu entre la Commission européenne et l'OIT sur la ligne budgétaire de l'UE « Relations industrielles et dialogue social ». Ce projet a contribué à la promotion du travail décent dans l'industrie de la construction, en se focalisant particulièrement sur les grands thèmes suivants: (i) l'Agenda pour le travail décent de l'OIT, l'accent étant mis sur la liberté syndicale et le droit à l'organisation et à la négociation collective; (ii) la complémentarité des normes internationales du travail et des acquis sociaux de la CE; (iii) le dialogue social sectoriel aux niveaux national et européen; (iv) l'évolution des relations d'emploi (« flexicurité », travail précaire); (v) la migration de main-d'œuvre et (vi) la sécurité et santé au travail.

Couverture géographique: Bulgarie, Croatie, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie et Turquie.

La construction est l'un des principaux secteurs industriels de l'économie de l'UE, et elle exerce un important effet multiplicateur sur d'autres secteurs, contribuant à plus de 10 pour cent du PIB de l'UE. Le secteur de la construction est le premier employeur industriel de l'Union européenne. Il représente environ 26 pour cent de l'emploi industriel dans l'UE, ou 7 pour cent de l'emploi total – et plus de 20 pour cent si l'on prend en compte les emplois indirects générés dans d'autres secteurs de l'économie. La majorité des travailleurs employés dans le secteur de la construction sont faiblement ou moyennement qualifiés, alors que la part des travailleurs hautement qualifiés, soit environ 10 pour cent, est très inférieure à la moyenne. Plus de 90 pour cent des travailleurs du secteur sont des hommes. L'emploi est souvent temporaire, et il existe une forte prévalence de travail non déclaré. L'activité de la construction est essentiellement locale, et le secteur est caractérisé par une prédominance des petites et moyennes entreprises et par un nombre très important de micro-entreprises et de travailleurs indépendants. Le secteur est composé d'environ 2,5 millions d'entreprises, dont 93 pour cent comptent moins de 10 salariés. Seuls 1 pour cent des entreprises de

construction de l'UE emploient plus de 50 personnes, mais elles représentent approximativement 40 pour cent du volume des travaux de construction. Du fait de sa forte dépendance de l'accès au crédit, le secteur de la construction a été frappé avec une violence particulière par la crise économique et financière actuelle, ce qui a encore aggravé la vulnérabilité existante des travailleurs de la construction.

Ce projet a mis en œuvre six activités de formation: (1) un atelier de lancement, (2) quatre ateliers thématiques et (3) une conférence d'évaluation. Si les cinq ateliers ont été spécifiquement conçus pour les affiliés de la FETBB, la conférence d'évaluation a été organisée en partenariat avec la Confédération européenne des syndicats, en tant qu'événement final entrant dans le cadre du programme trisannuel de développement des capacités pour les organisations de travailleurs intitulé « Renforcer le dialogue social sectoriel dans les nouveaux États membres de l'UE et dans les pays candidats dans des secteurs sélectionnés - 2012-2014 », géré par ACTRAV-Turin. La conférence a réuni des dirigeants syndicaux et des experts en dialogue social appartenant aux confédérations nationales affiliées à la CES et des affiliés de la FETBB, d'IndustriAll European Trade Union et d'EFFAT.

La conférence a abordé les sujets suivants: (i) Impact des mesures d'austérité/ « semestre européen » consacré aux relations industrielles et aux systèmes de négociation; (ii) le dialogue social dans les nouveaux États membres et ses implications au niveau européen; (iii) vue d'ensemble sur les résultats du dialogue social intersectoriel et sectoriel dans l'UE en 2012-14, par la CES et les fédérations syndicales européennes; (iv) histoires de réussites dans la mise en œuvre du dialogue social en Europe au niveau national, présentées par les partenaires sociaux nationaux; (v) actualisation des données relatives à l'élargissement de l'UE et aux progrès réalisés dans les pays candidats en matière d'emploi et de politique sociale; (vi) le rôle de la formation dans le renforcement des organisations de travailleurs; (vii) évaluation du projet du CIF-OIT: leçons à retenir et orientation pour de futures initiatives.

Liste des activités:

A457295 – Un travail décent pour les travailleurs de l'industrie de la construction: atelier de lancement, 10-12 mars 2014, Bruxelles (Belgique), 15 participants (dont 5 femmes)

A457294 - Atelier thématique I: Une approche basée sur les droits pour les travailleurs migrants de l'industrie de la construction, 14-15 mai 2014, Riga (Lettonie), 23 participants (dont 7 femmes)

A407296 - Atelier thématique II: Le droit à la liberté syndicale et d'organisation des travailleurs de l'industrie de la construction, 10-12 juin 2014, CIF-OIT, 25 participants (dont 5 femmes)

A457297 - Atelier thématique III: Un travail décent pour les travailleurs précaires de l'industrie de la construction, 1^{er}-2 juillet 2014, Zagreb (Croatie), 29 participants (dont 4 femmes)

A457298 - Atelier thématique IV: Sécurité et santé au travail dans l'industrie de la construction, 23-24 septembre 2014, Budapest (Hongrie), 30 participants (dont 4 femmes)

A457293 - Conférence d'évaluation: Évolution des relations industrielles et du dialogue social dans les nouveaux États membres de l'Union européenne et les pays candidats, 28-30 octobre 2014, Bruxelles (Belgique), 38 participants (dont 15 femmes)

ÉTATS ARABES

Activités à Turin

Titre: A506278 « Développement des capacités pour les syndicats sur l'intégration de l'égalité entre les genres et l'autonomisation des travailleuses »

Lieu: Turin

Dates: 10-21 mars 2014

Participants: 14 (dont 10 femmes)

Langues: anglais, arabe

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- Vue d'ensemble sur la condition des femmes et des hommes dans le contexte de l'égalité de genre au Moyen-Orient et en Afrique du Nord
- Introduction aux concepts de base et aux approches analytiques utilisés dans l'intégration d'une perspective de genre et l'autonomisation des femmes dans le monde du travail et au sein des syndicats
- Le cadre législatif de l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes: les normes de l'OIT, les instruments des Nations Unies et les outils de politique générale de la CSI
- Les outils d'intégration de la dimension de genre
- L'Agenda du travail décent pour tous de l'OIT et ses liens stratégiques avec les questions de genre, la pauvreté et l'autonomisation des femmes
- Organiser les travailleuses: le meilleur instrument stratégique pour réduire les inégalités dans le mouvement syndical et sur les lieux de travail, y compris pour les femmes qui travaillent dans l'économie informelle
- Dialogue social et négociation collective – un outil vital pour l'autonomisation des femmes
- Sécurité sociale et seuils de protection sociale – un cadre pour l'autonomisation des femmes
- La Convention sur les travailleurs domestiques – un cadre pour l'autonomisation des femmes
- Le harcèlement sexuel
- La dimension de genre du VIH et du SIDA
- Élaboration de plans d'action individuels

Titre: A507158 « Jeunes hommes et jeunes femmes au travail dans la région arabe: stratégie syndicale pour organiser et promouvoir leurs intérêts et leurs droits »

Lieu: Turin

Dates: 1^{er}-12 décembre 2014

Participants: 17 (dont 8 femmes)

Langues: anglais, arabe

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- Informations générales sur l'OIT, le tripartisme et le dialogue social
- Les normes internationales du travail, et notamment la liberté syndicale et le droit à la négociation collective
- Analyse de la situation du marché du travail pour les jeunes et des politiques du marché du travail
- Les problèmes des jeunes dans les accords collectifs
- Comment organiser des activités ciblées sur la sensibilisation des jeunes aux droits des travailleurs et aux droits sociaux
- Leadership et techniques de communication
- Organisation et inclusion des jeunes travailleurs
- Position et rôle des jeunes dans les syndicats

INTERRÉGIONAL

Activités à Turin

Titre: A907159 « Renforcer le syndicalisme par l'organisation de l'action »

Lieu: Turin

Dates: 20 octobre-7 novembre 2014

Participants: 14 (dont 8 femmes)

Langue: portugais

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- Identifier les difficultés rencontrées par les organisations syndicales dans leur activité, ainsi que leurs points forts et leurs possibilités. Analyse comparative entre différents pays et échange d'expériences
- Décrire les procédures et mécanismes de supervision et de surveillance prévus par le système de normes internationales du travail de l'OIT, et les possibilités d'action syndicale dans ce domaine
- Analyser l'importance des principes et droits fondamentaux au travail inscrits dans la Déclaration de l'OIT, ainsi que le mécanisme de leur suivi, en mettant notamment l'accent sur la liberté syndicale et le droit à la négociation collective
- Décrire et formuler des stratégies pour organiser des campagnes d'affiliation et de participation syndicales, en particulier parmi les travailleurs/travailleuses de l'économie informelle, les femmes et les jeunes
- Identifier des modèles et techniques alternatifs d'organisation syndicale plus appropriés pour répondre aux nouveaux défis dans le monde du travail et dans les politiques en vigueur aux différents niveaux: international, régional, sous-régional, national et local
- Formuler de nouvelles stratégies et programmes en matière de formation syndicale pour renforcer le perfectionnement de cadres syndicaux prêts à répondre aux nouveaux défis
- Élaborer des plans d'action individuels (y compris une proposition de projet) à exécuter aux niveaux national ou local
- Comprendre le mouvement syndical international, en particulier le mouvement syndical portugais, grâce à une visite d'étude au Portugal

Titre: A907160 « Inégalité de revenus, marché du travail et politiques salariales »

Lieu: Turin

Dates: 7-28 novembre 2014

Participants: 16 (dont 7 femmes)

Langues: anglais, espagnol et français

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- Intégration et relations entre les différentes composantes du travail décent
- Liens entre l'analyse de la situation et l'impact des réformes du travail et de la protection sociale sur l'inégalité
- Les conventions de référence de l'OIT sur ces questions, classées par sous-thème pour chaque niveau. Tableaux, brève description et niveau de couverture
- Les espaces de dialogue social sur l'emploi: négociation collective dans l'entreprise ou le secteur et consensus social sur la politique publique, l'accent étant mis sur l'égalité et la

- non-discrimination
- Plans nationaux pour le travail décent, priorités et approches en matière d'emploi et de salaires, une attention particulière étant portée aux migrants et aux travailleurs « atypiques »
- Le Programme de développement pour l'après-2015

Activités complémentaires à Turin

Titre: A907285 « Réunion du réseau Fiat-Chrysler »

Lieu: Turin

Dates: 23-24 avril 2014

Participants: 76 (dont 13 femmes)

Langues: allemand, anglais, espagnol, français, italien, polonais, portugais et tchèque

Cette activité, menée en partenariat avec IndustriAll Global Union, visait à renforcer la coordination et l'action syndicales au niveau de la nouvelle entreprise mondiale Fiat-Chrysler. Elle comportait une composante de formation liée à des problèmes émergents de relations de travail avec l'entreprise, en relation avec la mise en œuvre d'un nouveau système d'organisation du travail et de productivité appelé « World Class Manufacturing » (WCM).

Titre: A907339 « Forum mondial de la communication – IndustriALL »

Lieu: Turin

Dates: 3-4 juin 2014

Participants: 51 (dont 14 femmes)

Langues: anglais, espagnol, français

Cette activité de formation, menée en partenariat avec IndustriAll Global était centrée sur le thème: « Connecter la communication avec les campagnes »

Les thèmes suivants ont été abordés au cours de la formation:

- La campagne de communication d'IndustriALL
- Faire campagne pour les droits des travailleurs
- Les outils de communication
- Ce qui fait la réussite de la communication
- Lier la communication et le travail de campagne
- Créer un réseau mondial de communicants

Activités sur le terrain

Titre: A957459 « Académie sur l'économie sociale et solidaire: les syndicats et l'ESS tournés vers l'économie formelle et le développement durable »

Lieu: Campinas, Brésil

Dates: 28 juillet-1^{er} août 2014

Participants: 15 (dont 8 femmes)

Langues: anglais, espagnol et portugais

L'académie était focalisée sur la valeur ajoutée des organisations d'ESS en termes d'inclusivité et de durabilité, et sur le rôle que peut jouer l'ESS dans le débat sur le Programme de développement pour l'après-2015. Les sessions facultatives ont offert l'occasion de partager des connaissances, de discuter d'applications concrètes de l'ESS aux niveaux national et régional et de tirer des enseignements pour les recherches, projets et prises de décisions de l'avenir. Des sessions spécifiques ont traité des sujets particulièrement préoccupants pour les syndicats, comme la préservation des emplois et l'organisation des travailleurs du secteur informel grâce aux organisations d'ESS; les échanges Sud-Sud et triangulaires d'expériences et de bonnes pratiques; et la transition vers l'économie formelle grâce à l'ESS. Une trousse de formation à distance a été disponible avant les sessions de formation sur le campus et un recueil de textes établi par une équipe internationale d'experts de haut niveau a été diffusé pendant l'Académie dans le cadre du programme de formation.

Ce cours comportait les sessions suivantes:

- ESS et travail décent
- Session interactive sur le contenu des modules d'apprentissage à distance 1-6
- L'ESS contribue-t-elle actuellement à un développement inclusif et durable?
- L'ESS peut-elle jouer un rôle dans la définition des ODD et du Programme de développement pour l'après-2015?
- La transition vers l'économie formelle grâce à l'ESS
- L'ESS dans les chaînes de valeur
- L'appui apporté à l'ESS en Afrique du Sud
- L'appui apporté à l'ESS en Uruguay
- Promouvoir les OESS dans les chaînes de valeur pour favoriser l'inclusion et la durabilité
- Protection et création de l'emploi grâce aux coopératives de travailleurs: les cas du Brésil, de l'Argentine et du Québec
- Un développement inclusif et durable grâce aux OESS dans le secteur de la santé
- Comment promouvoir l'ESS par la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire (SSTC)?
- Comment promouvoir l'ESS et la SSTC: perspectives régionales et interrégionales
- Les subventions « vertes » (*bolsas verdes*): partage de bonnes pratiques et apprentissage entre pairs + études de cas dans les Amériques, en Afrique et en Asie
- Le point de rencontre pour la coopération Sud-Sud / Le site du « Collective Brain »
- Le rôle des syndicats dans la formalisation de l'économie informelle: le défi de l'approche des droits en matière d'ESS relevé grâce à la coopération entre pairs
- Économie informelle: les collecteurs de déchets; la coopération binationale Sud-Sud dans le cadre du PET (Uruguay, Brésil)
- Comment les acteurs de l'ESS peuvent-ils contribuer à un développement inclusif et durable?
- « Et maintenant? »

Annexe 3

Activités par region

ANNEXE 3_ACTIVITES PAR REGION

AFRIQUE

COURS REGULIERS

Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
1 A107157	Decent Work and the fight against poverty in the Post-2015 Development Agenda	07/04/2014 17/04/2014	9	14	ENFR	ILO RBTC TC ACTRAV
2 A107154	Trade union training on social protection - linked to P157305	23/06/2014 04/07/2014	10	17	ENFR	ITALY MAE Wallonie - Bruxelles International (WBI) [Belgium]
3 A107150	Communication for trade unions	01/09/2014 17/09/2014	15	14	EN	SURPLUS 2011 [Italy] SURPLUS 2012 [Italy]
			34	45		

ACTIVITES SUR LE TERRAIN EN 2014 (HORS PROJETS)

Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
4 A157319	Promoting trade unionism for decent work in the informal economy as a key to strategies aimed at eradicating poverty and inequality (Kisumu, Kenya)	05/05/2014 09/05/2014	5	16	EN	ILO RBTC TC AFRICA ITALY MAE
5 A157320	Capacity building for trade unions on enhancing employment generation for young workers through advocacy for effective employment and labour market policies and strategies (Accra, Ghana)	14/07/2014 18/07/2014	5	19	EN	ITALY MAE ILO RBTC TC AFRICA
6 A157322	Trade union training on ILS concerning FOA and CB and the ILO supervisory system for Human and Trade Union Rights Coordinators (Accra, Ghana)	21/07/2014 25/07/2014	5	17	EN	ILO RBTC TC ACTRAV
7 A157323	Capacity building for organising and managing trade unions to serve workers efficiently and effectively (Kisumu, Kenya)	29/09/2014 03/10/2014	5	19	EN	SURPLUS 2012 [Italy] SURPLUS 2013 [Italy]
8 A157331	Trade union training on decent work and sustainable development, climate change, green jobs, social and human rights (Lomé, Togo)	10/11/2014 14/11/2014	5	19	ENFR	ITALY MAE SURPLUS 2011 [Italy]
9 A157334	Capacity building on organizing migrant workers into viable trade unions (Accra, Ghana)	08/12/2014 12/12/2014	5	19	ENFR	SURPLUS 2014 (ADD. ALLOC. ACTRAV & ACTEMP) [Italy] ILO RBTC TC AFRICA SURPLUS 2013 [Italy] SURPLUS 2011 [Italy]
			30	109		

ACTIVITES LIEES A DES PROJETS EN 2014

Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
10 A157325	Formation syndical sur sécurité et protection sociale dans la région des Grand Lacs - linked to P157305 (Kigali, Rwanda)	07/04/2014 11/04/2014	5	32	FR	Wallonie - Bruxelles International (WBI) [Belgium] ITALY MAE
A107154	Trade union training on social protection - linked to P157305	23/06/2014 04/07/2014	10	17	ENFR	ITALY MAE Wallonie - Bruxelles International (WBI) [Belgium]
11 A157321	Formation syndicale sur le renforcement des capacités des organisations syndicales en matière de protection sociale et leur coopération dans la région des Grands Lacs - linked to P157305 (Bujumbura)	20/10/2014 24/10/2014	5	30	FR	Wallonie - Bruxelles International (WBI) [Belgium] ITALY MAE
			20	79		

TOTAL AFRICA

84 233

AMERIQUES

COURS REGULIERS

Coord	Title	Dates	DoT	No.	Lang	Sponsor
Code	Part					
1 A207152	Normas Internacionales del Trabajo y la Declaración de la Justicia Social para las empresas multinacionales	24/03/2014 11/04/2014	15	16	ES	ILO RBTC TC ACTRAV VARIOUS SELF-PAYING (C700002) [Italy] ILO RBTC
2 A207155	Desarrollo de capacidades sindicales sobre relaciones de empleo y trabajo precario	12/05/2014 30/05/2014	15	14	ES	ITALY MAE ILO RBTC TC AMERICAS AND THE CARIBBEAN
			30	30		

ACTIVITES SUR LE TERRAIN EN 2014

Coord	Title	Dates	DoT	No.	Lang	Sponsor
Code	Part					
3 A257314	Trabajo decente y economía informal (Panamá)	23/04/2014 26/04/2014	4	26	ES	ILO RBTC TC ACTRAV ILO RBTC
4 A257414	Plataforma de desarrollo de Las Americas (Santiago del Chile)	05/05/2014 06/05/2014	2	53	ES	ILO RBTC TC ACTRAV ILO RBTC
5 A257313	Formación sindical sobre reformas de pensiones y los pisos de protección social (Santiago de Chile)	04/08/2014 08/08/2014	4	25	ES	ILO RBTC TC AMERICAS AND THE CARIBBEAN ILO RBTC TC ACTRAV
6 A257388	Derechos de pueblos indígenas en el marco del Convenio 169 (Lima, Peru)	04/09/2014 05/09/2014	2	38	ES	ITALY MAE
7 A257316	Taller regional sobre sector rural, cambio climático y Trabajo Decente (Buenos Aires, Argentina)	22/09/2014 26/09/2014	5	19	ES	SURPLUS 2012 [Italy]
8 A257309	Taller regional sobre promotores juveniles de trabajo decente (Buenos Aires, Argentina)	29/09/2014 03/10/2014	5	29	ES	ILO RBTC TC ACTRAV ILO RBTC VARIOUS
9 A257308	Trabajo Decente: Acción sindical y empresas multinacionales (Cochabamba, Bolivia)	03/11/2014 07/11/2014	5	15	ES	ITALY MAE Friedrich Ebert Stiftung (FES) [Germany]
			27	205		

ACTIVITES D'APPRENTISSAGE A DISTANCE ET MIXTES EN 2014

Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
10 A277315	Derechos de pueblos indígenas en el marco del Convenio 169	24/02/2014 30/04/2014	10	45	ES	ITALY MAE
11 A277310	Promotores juveniles de trabajo decente	02/06/2014 31/07/2014	9	54	ES	ITALY MAE
12 A277311	Seguridad social y pisos de protección social	28/07/2014 08/10/2014	13	28	ES	ILO RBTC TC ACTRAV ILO RBTC TC AMERICAS AND THE CARIBBEAN
			32	127		

GRAND TOTAL AMERICA LATINA

89 362

ASIE ET PACIFIQUE

COURS REGULIERS

Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
1 A307153	Promoting rights and International Labour Standards for domestic workers and workers in the informal economy	03/03/2014 14/03/2014	10	17	EN	ITALY MAE
2 A307156	Trade union training on organizing and collective bargaining	23/06/2014 04/07/2014	10	17	EN	ILO RBTC TC ACTRAV
			20	34		

AUTRES ACTIVITES ORGANISES EN 2014

Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
3 A307164	Trade Union training for ACFTU on sustainable development, green jobs and trade union agenda	17/02/2014 26/02/2014	8	19	ENCH	ITALY MAE
4 A307212	Trade Union training on promoting Decent Work in the public sector (China)	27/10/2014 05/11/2014	8	21	ENCH	SURPLUS 2014 (ADD. ALLOC. ACTRAV & ACTEMP) [Italy] SURPLUS 2013 [Italy]
			16	40		

ACTIVITES SUR LE TERRAIN HORS PROJETS

Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
5 A357326	Trade Union Training on Social Protection and Social Security for all (Beijing, China)	12/05/2014 16/05/2014	5	26	ENCH	ITALY MAE
6 A357324	Training on labour law reforms and Decent Work in Asia (Bangkok, Thailand)	20/05/2014 23/05/2014	4	29	EN	ILO RBTC TC ACTRAV
7 A357328	Promoting sound industrial relations and collective bargaining in MNEs (Bangkok, Thailand)	04/08/2014 07/08/2014	4	24	EN	Japan International Labour Foundation (JILAF) ILO RBTC TC ACTRAV
8 A357327	Trade union training on wage policies for Decent Work (focus on minimum wages and collective bargaining) (Singapore)	12/08/2014 15/08/2014	4	28	EN	ILO RBTC TC ACTRAV
9 A357329	Promoting decent work in MNEs and their supply chains (Seoul, Korea)	18/11/2014 21/11/2014	4	19	EN	SURPLUS 2012 [Italy]
10 A357332	Promoting decent work for workers in informal economy (focus on organizing and social protection) (Bangkok, Thailand)	09/12/2014 12/12/2014	4	24	EN	ILO RBTC TC ASIA AND THE PACIFIC All-China Federation of Trade Unions - ACFTU SURPLUS 2014 (ADD. ALLOC. ACTRAV & ACTEMP) [Italy]
			25	150		

ACTIVITES LIEES A DES PROJETS EN 2014

Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
E357496	Training needs analysis - linked to P357485 (Dhaka, Bangladesh)	21/09/2014 22/09/2014	0	0	EN	BGD/13/09M/MUL [Switzerland] VARIOUS
11 A357497	Enhance workers' participation in OSH committees - linked to P357485 (Dhaka, Bangladesh)	23/09/2014 26/09/2014	4	37	EN	BGD/13/09M/MUL [Switzerland] VARIOUS
12 A357498	Trade union training on Freedom of association, organizing and labour law for workers in the RMG sector - linked to P357485 (Dhaka, Bangladesh)	20/11/2014 22/11/2014	3	39	EN	BGD/13/09M/MUL [Switzerland] VARIOUS
13 A307501	Improving health and safety systems and labour standards in garment industry - linked to P357485	01/12/2014 05/12/2014	5	13	EN	BGD/13/09M/MUL [Switzerland] VARIOUS ILO - TRUST FUNDS
TOTAL ASIA			12	89		
GRAND TOTAL ASIA Y EL PACIFICO			73	313		

EUROPA

COURS REGULIERS

Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
1 A407151	International Labour Standards and the ILO Declaration on Social Justice for a fair globalization for MNEs	24/03/2014 04/04/2014	10	15	ENRU	ITALY MAE
			10	15		

ACTIVITES SUR LE TERRAIN EN 2014 (HORS PROJETS)

Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
2 A407261	Transnational Trade Union Coordination Meeting - Unicredit	25/02/2014 25/02/2014	1	48	ENFR ES	UNI Europa [Belgium] VARIOUS
3 A407253	ETUI Network Meeting	27/03/2014 28/03/2014	2	28	ENFR	European Trade Union Institute (ETUI) [Belgium] SURPLUS 2011 [Italy]
4 A407581	Courts and Charters	06/10/2014 07/10/2014	2	37	ENFR ESIT	Confederazione Generale Italiana del Lavoro (CGIL) [Italy] ILO RBTC TC ACTRAV
5 A407644	Gestione del cambiamento	04/11/2014 06/11/2014	3	12	IT	Federazione Autonoma Bancari Italiani (FABI) [Italy]
6 A407474	ETUI course on fighting inequalities	18/11/2014 21/11/2014	4	20	ENFR	European Trade Union Institute (ETUI) [Belgium]
			12	145		

ACTIVITES LIEES A DES PROJETS EN 2014

Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
7	A457295	Decent work for workers in construction industry: Kick-off workshop - linked to P456704 (Brussels, Belgium)	10/03/2014 12/03/2014	3	15	EN RER/13/52/EEC [Switzerland] VARIOUS
8	A407269	A4I European network for assistance for integration of migrant workers and their families - Conference - linked to P407268	14/04/2014 16/04/2014	3	59	ENFR ESIT Istituto Sindacale per la Cooperazioneallo Sviluppo (ISCOS-Cisl) [Italy] ILO RBTC
9	A457294	Rights-based approach to migrant workers in construction industry - linked to P456704 (Riga, Latvia)	14/05/2014 15/05/2014	2	23	EN RER/13/52/EEC [Switzerland] VARIOUS
10	A407296	Right to freedom of association and organizing workers in construction industry - linked to P456704	10/06/2014 12/06/2014	3	25	EN RER/13/52/EEC [Switzerland] VARIOUS
11	A457502	A4I-ETUC - Assistance for integration of migrants - Dublin - linked to E457463 - linked to P407268 (Ireland)	17/06/2014 19/06/2014	3	22	ENFR ES
12	A457297	Decent work for precarious workers in construction industry - linked to P456704 (Zagreb, Croatia)	01/07/2014 02/07/2014	2	29	EN RER/13/52/EEC [Switzerland] VARIOUS
13	A457503	A4I - European network for assistance for integration of migrant workers - Barcelona - linked to E457463 - linked to P407268 (Spain)	16/09/2014 18/09/2014	3	35	ENFR ES
14	A457298	Occupational safety and health in construction industry - linked to P456704 (Budapest, Hungary)	23/09/2014 24/09/2014	2	30	EN RER/13/52/EEC [Switzerland] VARIOUS
15	A457293	Industrial relations and social dialogue trends in New Member States and Candidate Countries of the European Union - linked to P456704 (Brussels)	28/10/2014 30/10/2014	3	38	EN RER/13/52/EEC [Switzerland] VARIOUS European Federation of Food, Agriculture and Tourism Trade Unions (EFFAT) [Belgium]
16	A457504	A4I European network for assistance for integration of migrant workers - Florence - linked to E457463 - linked to P407268 (Italy)	04/11/2014 06/11/2014	3	15	ENFR ES
			27	291		

GRAND TOTAL EUROPA

49 451

ESTADOS ARABES

COURS REGULIERS

Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
1 A506278	Capacity building for trade unions on mainstreaming gender equality and empowering women workers	10/03/2014 21/03/2014	10	14	ENAR	ILO RBTC TC ACTRAV ITA - GEN-FUND - MENA [Italy] Friedrich Ebert Stiftung (FES) [Germany] ILO RBTC
2 A507158	Young men and women at work in the Arab region: a trade unions strategy for organizing and promoting their interests and rights	01/12/2014 12/12/2014	10	17	ENAR	SURPLUS 2014 (ADD. ALLOC. ACTRAV & ACTEMP) [Italy] ILO RBTC TC ARAB STATES SURPLUS 2011 [Italy] Friedrich Ebert Stiftung (FES) [Germany] SURPLUS 2012 [Italy]
			20	31		

GRAND TOTAL ESTADOS ARABES

20 31

ACTIVIDADES INTERREGIONALES

COURS REGULIERS

Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
1 A907159	Fortalecendo o sindicalismo através da organização da ação	20/10/2014 07/11/2014	15	14	PT	ILO RBTC TC ACTRAV
2 A907160	Income inequality, labour market and wage policies	17/11/2014 28/11/2014	10	16	ENFR ES	SURPLUS 2014 (ADD. ALLOC. ACTRAV & ACTEMP) [Italy]
			25	30		

ACTIVITES EN TURIN EN 2014, HORS PROJETS ET COURS REGULIERS

Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
3 A907285	FIAT-CHRYSLER	23/04/2014 24/04/2014	2	76	ENFR ESIT	IndustriAll Global Union [Switzerland] VARIOUS FIM FIOM UILM [Italy]
4 A907339	Communication Forum - IndustriALL	03/06/2014 04/06/2014	2	51	ENFR ES	IndustriAll Global Union [Switzerland] VARIOUS VARIOUS NON-STATE
			4	127		

ACTIVITES SUR LE TERRAIN

Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
5 A957459	Academy on Social and Solidarity Economy: Trade Unions and SSE towards formal economy and sustainable development - linked to P957506 (Campinas, Brazil)	28/07/2014 01/08/2014	5	15	ENES PT	ITALY MAE SURPLUS 2011 [Italy] ILO RBTC
			5	15		

GRAND TOTAL INTERREGIONAL

34 172

Annexe 4

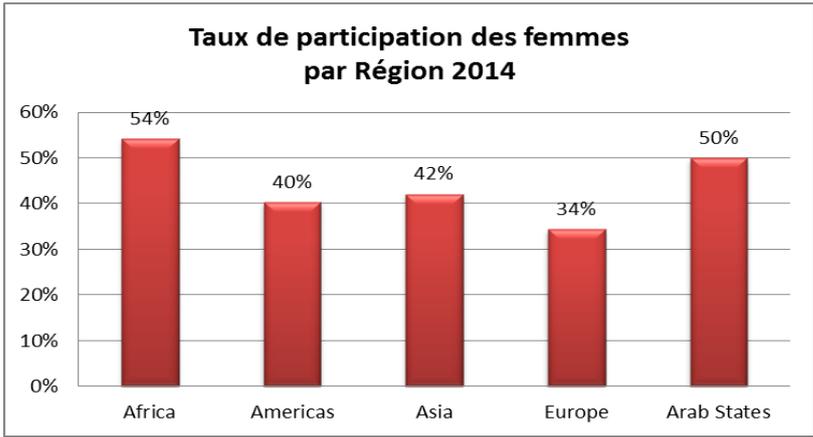
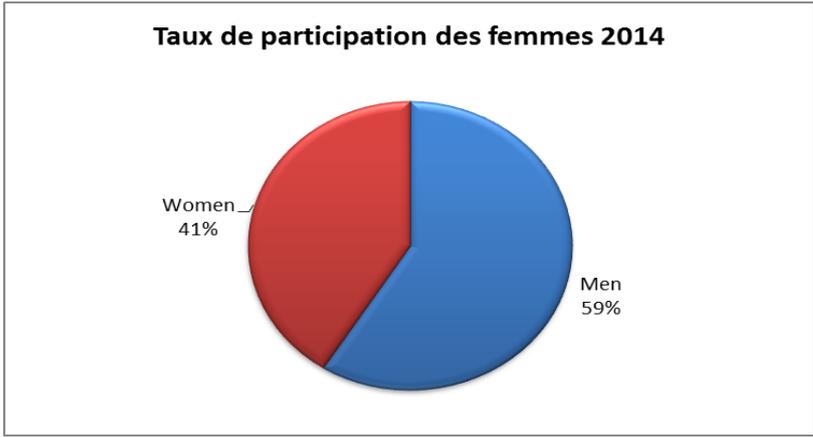
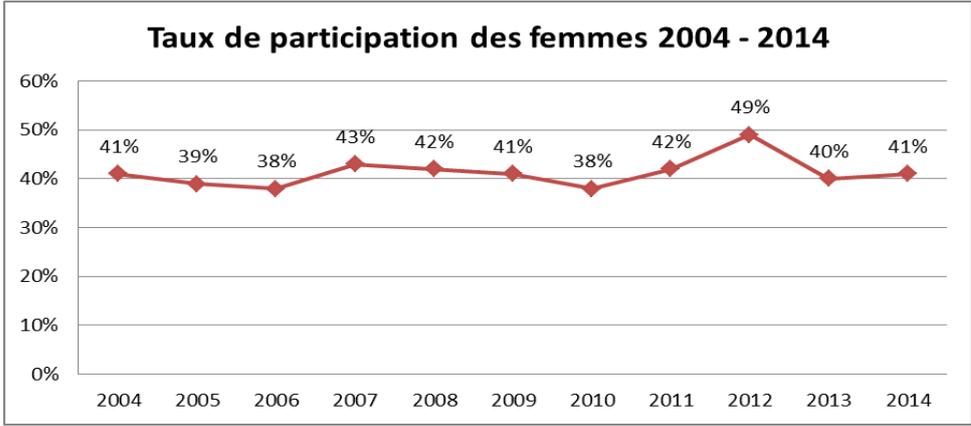
Cours réguliers (répartition par région 2000 – 2014)

ANNEXE 4 - COURS REGULIERS 2000 - 2014 REPARTITION PAR REGION

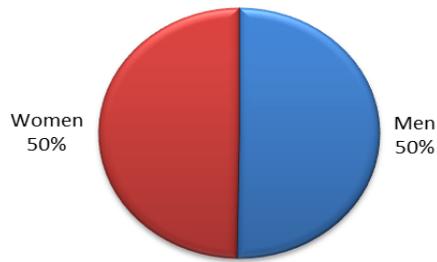
	English for Africa	French for Africa and Haiti	Portuguese for Africa/Brazil	Spanish for Latin America	Spanish for Brazil	English for Asia and the Pacific	Central and Eastern Europe	Arabic for Arabic speaking countries	Interregional Programmes	Sectoral Programmes
International Labour Standards										
ILS and on the Declaration and FOA	2003 - 2007	2000-2001-2005-2008-2011	2003	2001-2004-2009-2012-2014	2000-2001-2011	2002-2005-2007-2011-2012-2014	2000-2014	2003-2006-2009	2008-2009-2013	
Child Labour									2000	
Employment Policies										
Employment Policies	2008-2014	2002-2004-2006-2014	2005	2001-2004-2006-2013-2014		2003-2007-2010	2010	2005-2014		
Sustainable development and decent jobs	2013					2013			2012	
Social protection										
Social security	2000-2004-2007-2014	2002-2006-2009-2014	2001	2002-2005-2008-2010	2013	2000-2003-2009	2011	2002-2012	2010	
OSH/E and HIV/AIDS	2002-2010-2012	2003-2012	2002-2006	2000-2003-2006-2013		2001-2006-2011		2004-2009		
Social dialogue and collective bargaining										
Economic and financial analysis of enterprises for c. bargaining			2000	2003		2005-2010			2013	
Collective bargaining	2002 - 2011	2004 - 2011-2013	2004	2011		2012	2013	2000-2010	2010-2014	
Labour relations	2001 - 2012	2003-2009-2012	2012			2000-2008		2001	2010	
Organizing and TU management										
Organizing and capacity building	2006-2012-2013	2004-2007	2009	2007 - 2011-2012		2006-2014		2007-2012-2014	2011-2014	
Communication	2014	2010				2013	2012			
International economy & globalization										
International economics and political economy	2001-2005-2010	2000-2005		2000-2007-2009		2004			2010	
Social justice and global economy	2011									
Application of IT to trade unions										
Information technology with special focus on distance education	2003-2006	2005		2005		2002	2000			
Information technologies	2000-2005	2001-2007	2007	2002		2001-2004-2009				
Training methodology/distance education										
Training methodology	2007-2008	2008	2008	2008-2010		2008	2009	2008		
Sectoral programmes										
Training of trade union officials (tailor made training activities)										
PSI & UNI										2000
ITS										2001-2002
GUFS										2003-2004-2005-2006

Annexe 5

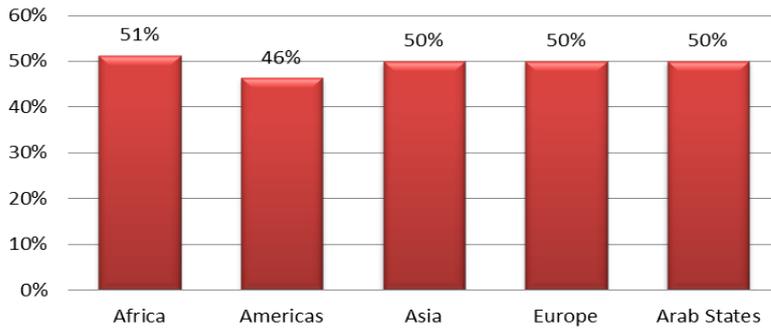
Répartition selon le genre



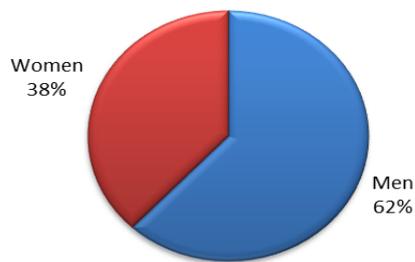
Participation des femmes aux cours réguliers 2014



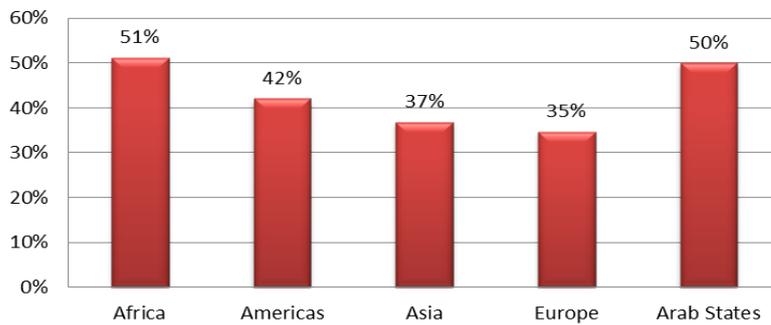
Participation des femmes aux cours réguliers 2014 par Région



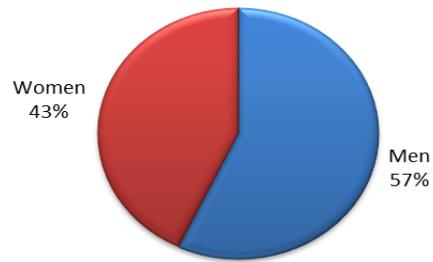
Participation des femmes 2014 (toutes les activités à Turin)



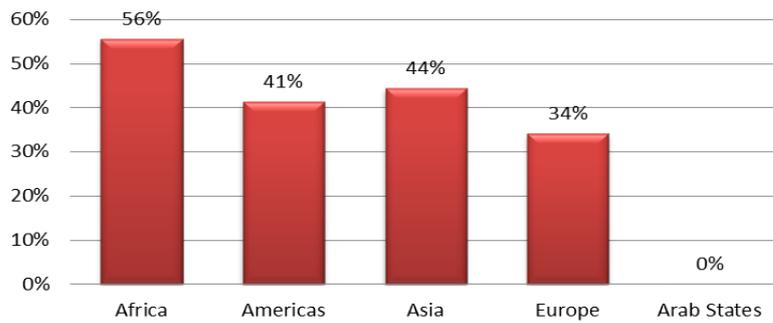
Participation des femmes 2014 (toutes les activités à Turin par Région)



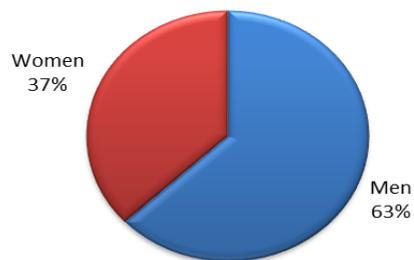
Participation des femmes aux activités sur le terrain 2014



Participation des femmes aux activités sur le terrain 2014 par Région



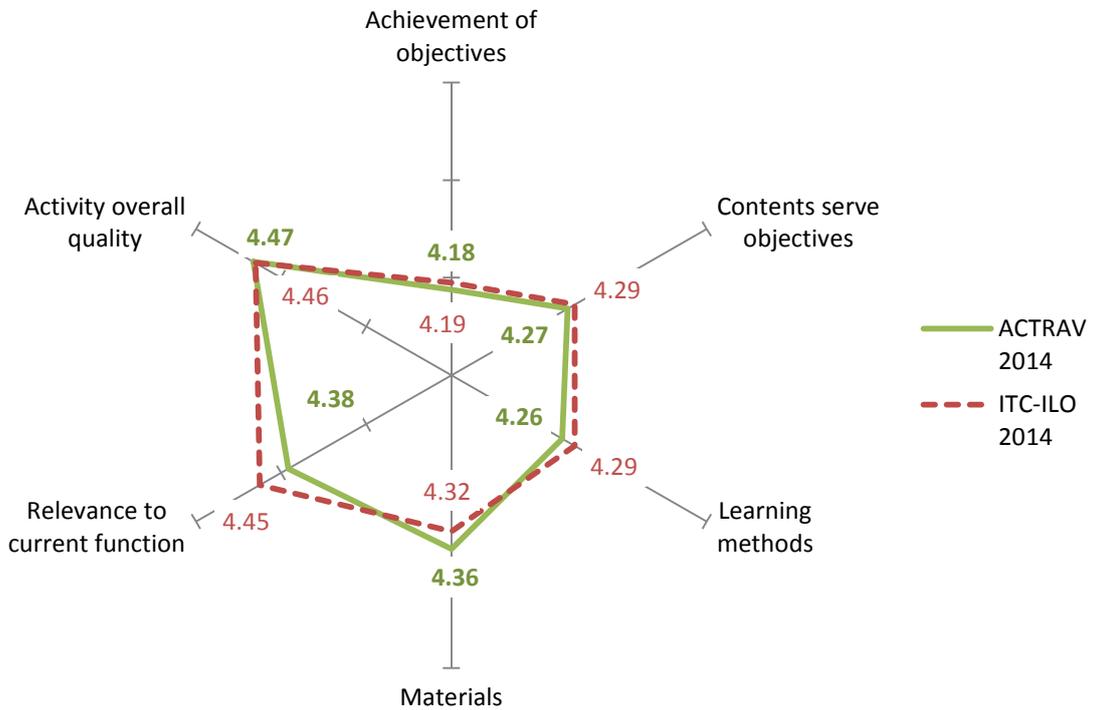
Participation des femmes à la formation à distance 2014



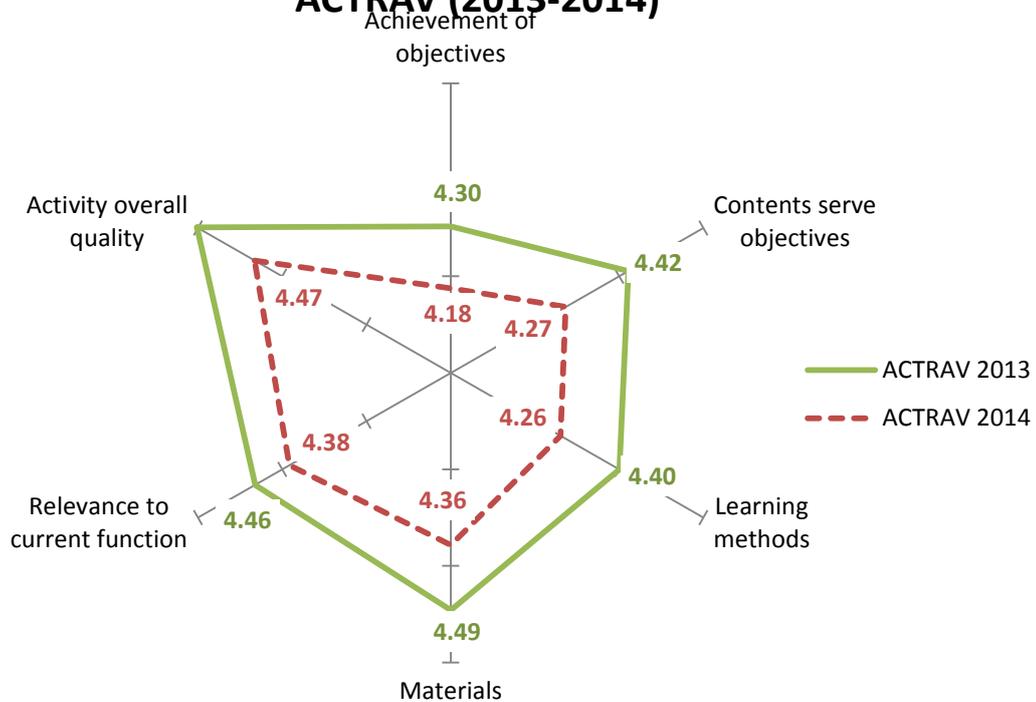
Annexe 6

Evaluation

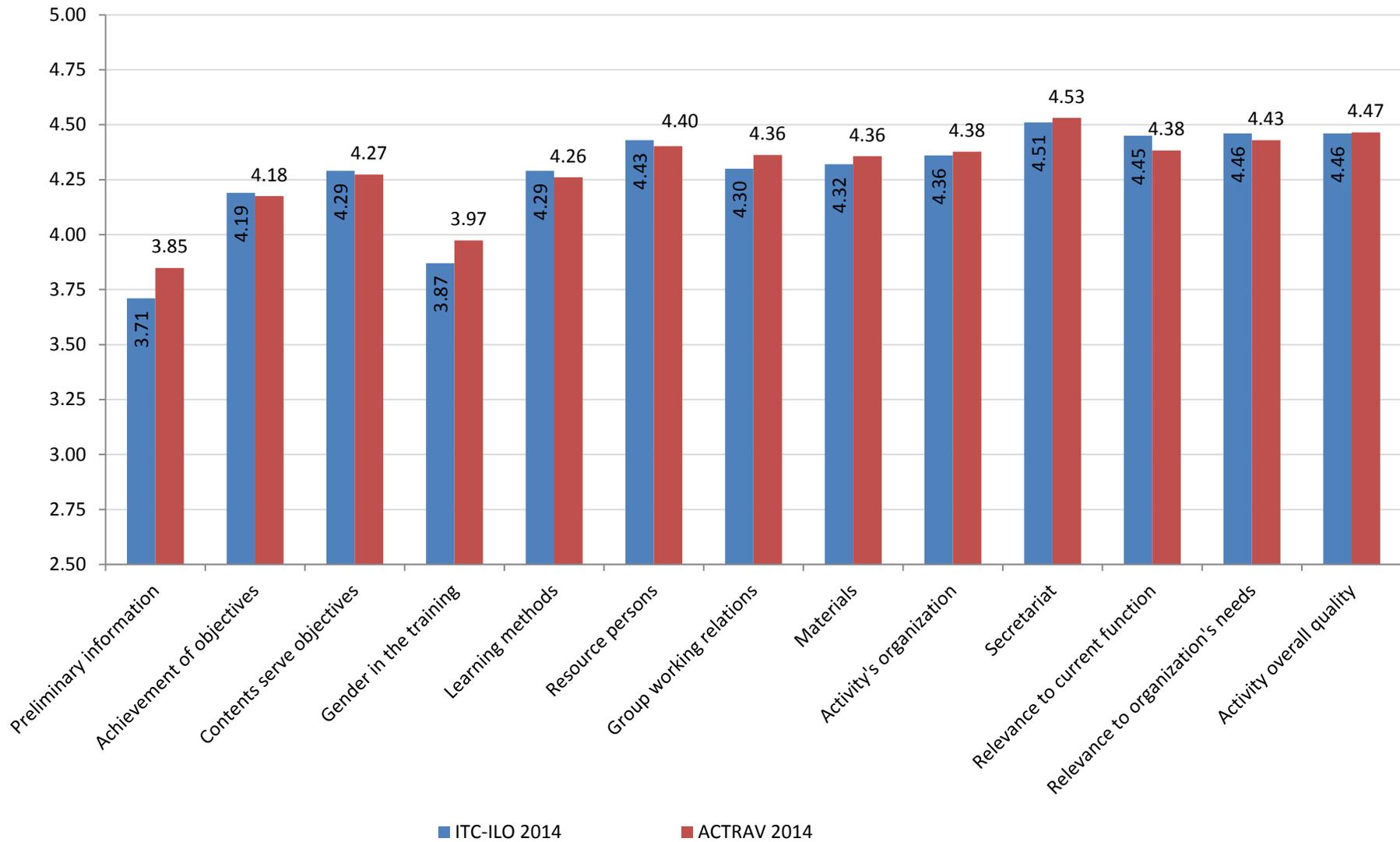
ACTRAV 2014 and ITC-ILO 2014



ACTRAV (2013-2014)



Average scores on the mandatory questions - 2014



Annexe 7

Activités financées ou cofinancées par Actrav

Annexe 7 - Activités financées ou cofinancées par ACTRAV

Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
A506278	Capacity building for trade unions on mainstreaming gender equality and empowering women workers	10/03/2014 21/03/2014	10	14	ENAR	ILO RBTC TC ACTRAV ITA - GEN-FUND - MENA [Italy] Friedrich Ebert Stiftung (FES) [Germany] ILO RBTC
A207152	Normas Internacionales del Trabajo y la Declaración de la Justicia Social para las empresas multinacionales	24/03/2014 11/04/2014	15	16	ES	ILO RBTC TC ACTRAV VARIOUS SELF-PAYING (C700002) [Italy] ILO RBTC
A107157	Decent Work and the fight against poverty in the Post-2015 Development Agenda	07/04/2014 17/04/2014	9	14	ENFR	ILO RBTC TC ACTRAV
A257314	Trabajo decente y economía informal (Panamá)	23/04/2014 26/04/2014	4	26	ES	ILO RBTC TC ACTRAV ILO RBTC
A157319	Promoting trade unionism for decent work in the informal economy as a key to strategies aimed at eradicating poverty and inequality (Kisumu, Kenya)	05/05/2014 09/05/2014	5	16	EN	ILO RBTC TC AFRICA ITALY MAE
A257414	Plataforma de desarrollo de Las Americas (Santiago del Chile)	05/05/2014 06/05/2014	2	53	ES	ILO RBTC TC ACTRAV ILO RBTC
A357324	Training on labour law reforms and Decent Work in Asia (Bangkok, Thailand)	20/05/2014 23/05/2014	4	29	EN	ILO RBTC TC ACTRAV
A307156	Trade union training on organizing and collective bargaining	23/06/2014 04/07/2014	10	17	EN	ILO RBTC TC ACTRAV
A157322	Trade union training on ILS concerning FOA and CB and the ILO supervisory system for Human and Trade Union Rights Coordinators (Accra, Ghana)	21/07/2014 25/07/2014	5	17	EN	ILO RBTC TC ACTRAV
A277311	Seguridad social y pisos de protección social	28/07/2014 08/10/2014	13	28	ES	ILO RBTC TC ACTRAV ILO RBTC TC AMERICAS AND THE CARIBBEAN
A257313	Formación sindical sobre reformas de pensiones y los pisos de protección social (Santiago de Chile)	04/08/2014 08/08/2014	4	25	ES	ILO RBTC TC AMERICAS AND THE CARIBBEAN ILO RBTC TC ACTRAV
A357328	Promoting sound industrial relations and collective bargaining in MNEs (Bangkok, Thailand)	04/08/2014 07/08/2014	4	24	EN	Japan International Labour Foundation (JILAF) ILO RBTC TC ACTRAV
A357327	Trade union training on wage policies for Decent Work (focus on minimum wages and collective bargaining) (Singapore)	12/08/2014 15/08/2014	4	28	EN	ILO RBTC TC ACTRAV
A257309	Taller regional sobre promotores juveniles de trabajo decente (Buenos Aires, Argentina)	29/09/2014 03/10/2014	5	29	ES	ILO RBTC TC ACTRAV

Annexe 7 - Activités financées ou cofinancées par ACTRAV

Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
						ILO RBTC VARIOUS
A407581	Courts and Charters	06/10/2014 07/10/2014	2	37	ENFR ESIT	Confederazione Generale Italiana del Lavoro (CGIL) [Italy] ILO RBTC TC ACTRAV
A907159	Fortalecendo o sindicalismo através da organização da ação	20/10/2014 07/11/2014	15	14	PT	ILO RBTC TC ACTRAV

Annexe 7 bis

Activités financées ou cofinancées par la Contribution volontaire italienne

Annexe 7 bis - Activités financées ou cofinancées par la contribution volontaire italienne

Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
A307164	Trade Union training for ACFTU on sustainable development, green jobs and trade union agenda	17/02/2014 26/02/2014	8	19	ENCH	ITALY MAE
A277315	Derechos de pueblos indígenas en el marco del Convenio 169	24/02/2014 30/04/2014	10	45	ES	ITALY MAE
A307153	Promoting rights and International Labour Standards for domestic workers and workers in the informal economy	03/03/2014 14/03/2014	10	17	EN	ITALY MAE
A407151	International Labour Standards and the ILO Declaration on Social Justice for a fair globalization for MNEs	24/03/2014 04/04/2014	10	15	ENRU	ITALY MAE
A157325	Formation syndical sur sécurité et protection sociale dans la région des Grand Lacs - linked to P157305 (Kigali, Rwanda)	07/04/2014 11/04/2014	5	32	FR	Wallonie - Bruxelles International (WBI) [Belgium] ITALY MAE
A157319	Promoting trade unionism for decent work in the informal economy as a key to strategies aimed at eradicating poverty and inequality (Kisumu, Kenya)	05/05/2014 09/05/2014	5	16	EN	ILO RBTC TC AFRICA ITALY MAE
A207155	Desarrollo de capacidades sindicales sobre relaciones de empleo y trabajo precario	12/05/2014 30/05/2014	15	14	ES	ITALY MAE ILO RBTC TC AMERICAS AND THE CARIBBEAN
A357326	Trade Union Training on Social Protection and Social Security for all (Beijing, China)	12/05/2014 16/05/2014	5	26	ENCH	ITALY MAE
A277310	Promotores juveniles de trabajo decente	02/06/2014 31/07/2014	9	54	ES	ITALY MAE
A107154	Trade union training on social protection - linked to P157305	23/06/2014 04/07/2014	10	17	ENFR	ITALY MAE Wallonie - Bruxelles International (WBI) [Belgium]
A157320	Capacity building for trade unions on enhancing employment generation for young workers through advocacy for effective employment and labour market policies and strategies (Accra, Ghana)	14/07/2014 18/07/2014	5	19	EN	ITALY MAE ILO RBTC TC AFRICA
A957459	Academy on Social and Solidarity Economy: Trade Unions and SSE towards formal economy and sustainable development - linked to P957506 (Campinas, Brazil)	28/07/2014 01/08/2014	5	15	ENES PT	ITALY MAE SURPLUS 2011 [Italy] ILO RBTC
A257388	Derechos de pueblos indígenas en el marco del Convenio 169 (Lima, Peru)	04/09/2014 05/09/2014	2	38	ES	ITALY MAE
A157321	Formation syndicale sur le renforcement des capacités des organisations syndicales en matière de protection sociale et leur coopération dans la région des Grands Lacs - linked to P157305 (Bujumbura)	20/10/2014 24/10/2014	5	30	FR	Wallonie - Bruxelles International (WBI) [Belgium]

Annexe 7 bis - Activités financées ou cofinancées par la contribution volontaire italienne

Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
						ITALY MAE
A257308	Trabajo Decente: Acción sindical y empresas multinacionales (Cochabamba, Bolivia)	03/11/2014 07/11/2014	5	15	ES	ITALY MAE Friedrich Ebert Stiftung (FES) [Germany]
A157331	Trade union training on decent work and sustainable development, climate change, green jobs, social and human rights (Lomé, Togo)	10/11/2014 14/11/2014	5	19	ENFR	ITALY MAE SURPLUS 2011 [Italy]

Annexe 8

Tableau détaillé des activités bi- et tripartites

ANNEXE 8 - Tableau détaillé des activités bi- et tripartites

Title	Dates	DoT	Part. Days	No. Part	AFRICA				AMERICAS				ASIA				EUROPE				ARAB STATES				TOTAL WORKERS	TOTAL EMPLOYERS	
					Work		Empl		Work		Empl		Work		Empl		Work		Empl		Work		Empl				
					M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W			M
A457568 - Focus Group in Stuttgart - F.OR.M. Pact: Operational Framework for multi-level and multi-actor synergy towards the adaptation to social and economic changes - linked to E456722	16/7/14 16/7/14	1	7	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	1	0	0	0	0	0	2	1
A457640 - National Workshop - Sofia - F.OR.M. Pact: Operational Framework for multi-level and multi-actor synergy towards the adaptation to social and economic changes - linked to E456722	14/10/14 15/10/14	2	66	33	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	5	3	13	0	0	0	0	10	16
A457636 - National Workshop - Bucharest - F.OR.M. Pact: Operational Framework for multi-level and multi-actor synergy towards the adaptation to social and economic changes - linked to E456722	5/11/14 6/11/14	2	68	34	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	0	9	3	0	0	0	0	8	12
SUBTOTAL 'EMLD'		5	141	74	0	15	5	13	16	0	0	0	0	20	29												

ANNEXE 8 - Tableau détaillé des activités bi- et tripartites

Title	Dates	DoT	Part. Days	No. Part	AFRICA				AMERICAS				ASIA				EUROPE				ARAB STATES				TOTAL WORKERS	TOTAL EMPLOYERS				
					Work		Empl		Work		Empl		Work		Empl		Work		Empl		Work		Empl							
					M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W			M	W		
SOCPRO																														
A357367 - Enhancing Indian Trade Unions' capacities to better protect migrant workers	26/5/14 30/5/14	5	115	23	0	0	0	0	0	0	0	0	4	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	
A157612 - Protéger les droits des travailleurs migrants et améliorer la bonne gouvernance des migrations de main-d'oeuvre en renforçant le dialogue social	1/9/14 3/9/14	3	60	20	8	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8	1
A157616 - Renforcer les capacités des responsables syndicaux tunisiens afin de mieux protéger les droits des travailleurs migrants	4/9/14 5/9/14	2	48	24	22	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24	
A907143 - HIV and AIDS and the World of Work: a prevention and social protection perspective	13/10/14 24/10/14	10	230	23	2	3	2	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	4
SUBTOTAL 'SOCPRO'			20	453	90	32	5	3	1	0	0	0	0	4	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	42	5			

Title	Dates	DoT	Part. Days	No. Part	AFRICA				AMERICAS				ASIA				EUROPE				ARAB STATES				TOTAL WORKERS	TOTAL EMPLOYERS				
					Work		Empl		Work		Empl		Work		Empl		Work		Empl		Work		Empl							
					M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W			M	W		
SOCIAL DIALOGUE																														
A457458 - Improving effectiveness of labour disputes resolution system in Albania	20/5/14 22/5/14	3	156	52	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23	3	6	1	0	0	0	0	0	0	0	0	26	7
A907061 - Academy on national tripartite social dialogue	8/9/14 19/9/14	10	810	81	13	3	6	1	0	2	0	0	4	0	1	0	0	0	0	0	2	0	2	0	24	10				
A407174 - The governance of policy reform in southern Europe and Ireland: Social dialogue actors and institutions in times of crisis	10/12/14 11/12/14	2	24	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	2	0	0	0	0	0	3	2				
SUBTOTAL 'SOCDIAL'			15	990	145	13	3	6	1	0	2	0	0	4	0	1	0	23	6	8	1	2	0	2	0	53	19			

ANNEXE 8 - Tableau détaillé des activités bi- et tripartites

Title	Dates	DoT	Part. Days	No. Part	AFRICA		AMERICAS		ASIA		EUROPE		ARAB STATES		TOTAL WORKERS	TOTAL EMPLOYERS						
					Work		Empl		Work		Empl		Work				Empl					
					M	W	M	W	M	W	M	W	M	W			M	W				
ACTEMP																						
A407353 - Occupational safety and health management systems: newest trends and best practices at international level	22/4/14 25/4/14	4	80	20	0	0	0	0	0	0	0	0	9	1	9	1	0	0	0	0	10	10
A407393 - Corporate social responsibility and international industrial relations - training for Lukoil	2/6/14 4/6/14	3	57	19	0	0	0	0	0	0	0	0	7	2	8	2	0	0	0	0	9	10
SUBTOTAL 'ACTEMP'		7	137	39	0	16	3	17	3	0	0	0	0	19	11							

Title	Dates	DoT	Part. Days	No. Part	AFRICA		AMERICAS		ASIA		EUROPE		ARAB STATES		TOTAL WORKERS	TOTAL EMPLOYERS						
					Work		Empl		Work		Empl		Work				Empl					
					M	W	M	W	M	W	M	W	M	W			M	W				
DELTA																						
A457307 - Training of trainers - Active learning	13/2/14 13/2/14	1	13	13	0	0	0	0	0	0	0	0	5	2	0	0	0	0	0	0	7	
A907163 - International Training of Trainers Forum	3/11/14 6/11/14	4	112	28	0	0	1	1	0	0	0	0	2	8	0	0	0	0	0	0	10	2
SUBTOTAL 'DELTA'		5	125	41	0	0	1	1	0	0	0	0	7	10	0	0	0	0	0	0	17	2

ANNEXE 8 - Tableau détaillé des activités bi- et tripartites

Title	Dates	DoT	Part. Days	No. Part	AFRICA		AMERICAS		ASIA		EUROPE		ARAB STATES		TOTAL WORKERS	TOTAL EMPLOYERS										
					Work		Empl		Work		Empl		Work				Empl									
					M	W	M	W	M	W	M	W	M	W			M	W								
PRODEV																										
A357402 - Tripartite workshop on formalization of informal economy	21/4/14 25/4/14	5	130	26	0	0	0	0	0	0	5	4	5	2	0	0	0	0	0	0	0	0	9	7		
A907169 - Academy on formalisation of informal economy	17/11/14 21/11/14	5	315	63	2	1	0	1	0	0	0	0	4	1	3	0	1	0	1	0	2	0	2	0	11	7
SUBTOTAL 'PRODEV'		10	445	89	2	1	0	1	0	0	9	5	8	2	1	0	1	0	2	0	2	0	20	14		

Title	Dates	DoT	Part. Days	No. Part	AFRICA		AMERICAS		ASIA		EUROPE		ARAB STATES		TOTAL WORKERS	TOTAL EMPLOYERS										
					Work		Empl		Work		Empl		Work				Empl									
					M	W	M	W	M	W	M	W	M	W			M	W								
EPSD																										
A257411 - Estrategias para el desarrollo sostenible y la creación de empleos verdes y decentes en México	23/7/14 25/7/14	3	171	57	0	0	0	0	9	3	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12	3
A357451 - Regional training on Employment Services	11/8/14 15/8/14	5	95	19	0	0	0	0	0	0	0	0	3	1	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	4	4
A907078 - Employment policy course	15/9/14 26/9/14	10	390	39	3	0	2	0	0	0	0	0	2	0	0	1	0	1	1	1	0	0	0	0	6	5
SUBTOTAL 'EPSD'		18	656	115	3	0	2	0	9	3	3	0	5	1	2	3	0	1	1	1	0	0	0	0	22	12

Annexe 8bis

Liste des Académies

ANNEXE 8 BIS - LISTE DES ACADEMIES

Titre	Venue	Dates	DoT	Part. Days	No. Part	AFRICA						AMERICAS						ASIA						EUROPE						ARAB STATES						ICS		TOT Workers	TOT Employers
						TOT	Work	Empl	TOT	Work	Empl	TOT	Work	Empl	TOT	Work	Empl	TOT	Work	Empl	TOT	Work	Empl	TOT	Work	Empl	TOT	Work	Empl	TOT	Work	Empl							
Académies en Turin																																							
EMLD																																							
A907030 - The Boulder microfinance training programme	C	7/7/14 25/7/14	15	4125	275	118	61	0	0	0	0	8	5	0	0	0	0	36	6	0	0	0	0	13	12	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	11	4	0	0
SUBTOTAL EMLD					275		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0					
SOCPRO																																							
A407009 - European migrant integration academy - EU-MIA	C	3/2/14 7/2/14	5	315	63	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	17	39	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	1	0	0	
A907133 - Academy on Labour Migration	C	16/6/14 27/6/14	10	250	25	2	2	0	0	0	0	1	0	0	0	0	5	1	1	0	0	0	1	3	1	0	0	0	2	0	0	0	0	0	5	3	2	0	
A907137 - Academy on Social Security	C	22/9/14 3/10/14	10	1120	112	41	26	3	2	1	0	2	4	1	0	0	12	7	2	2	0	0	5	1	0	0	0	0	4	1	0	0	0	0	6	3	10	3	
SUBTOTAL SOCPRO					200		3	2	1	0	1	0	0	2	3	2	0	0	1	0	0	0	0	12	3														
SOC. DIALOGUE																																							
A907061 - Academy on national tripartite social dialogue	C	8/9/14 19/9/14	10	810	81	46	13	13	3	6	1	0	5	0	2	0	0	7	2	4	0	1	0	0	0	0	0	0	0	7	0	2	0	2	0	1	0	24	10
SUBTOTAL SOC. DIALOGUE					81		13	3	6	1	0	2	0	0	4	0	1	0	2	0	2	0	0	0	24	10													
PRODEV																																							
A907169 - Academy on formalisation of informal economy	C	17/11/14 21/11/14	5	315	63	17	8	2	1	0	1	0	0	0	0	0	10	1	4	1	3	0	5	0	1	0	1	0	12	3	2	0	2	0	0	0	11	7	
SUBTOTAL PRODEV					63		2	1	0	1	0	0	0	0	4	1	3	0	1	0	1	0	2	0	2	0	0	0	11	7									
EPSD																																							
A907075 - Academy on Youth Development	C	19/5/14 30/5/14	10	450	45	19	9	1	0	1	0	0	0	0	0	0	3	5	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2	0	0	0	0	6	3	0	1	
A907080 - Academy on the Green Economy	C	6/10/14 17/10/14	10	860	86	32	13	0	1	2	0	8	6	1	2	1	0	7	7	1	0	1	0	3	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	5	5	4	
SUBTOTAL EPSD					131		1	1	3	0	1	2	1	0	2	1	1	0	0	0	0	8	5																
Académies sur le terrain																																							
EMLD																																							
A957031 - Academy on Social and Solidarity Economy	F	28/7/14 1/8/14	5	360	72	16	10	0	0	0	0	21	21	0	2	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	2	0	0
A357579 - Academy on Sustainable Enterprise Development in China - Focus on Youth	F	13/10/14 17/10/14	5	150	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
SUBTOTAL EMLD					102		0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0					
ACTRAV																																							
A957459 - Academy on Social and Solidarity Economy: Trade Unions and SSE towards formal economy and sustainable development	F	28/7/14 1/8/14	5	75	15	3	3	3	3	0	0	3	4	3	4	0	0	1	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15	0
SUBTOTAL ACTRAV					15		3	3	0	0	3	4	0	0	1	1	0	0	0	0	15	0																	
TOTAL					867		22	10	10	2	5	10	1	2	14	5	5	0	2	0	1	0	4	0	4	0	0	0	72	25									

Annexe 9

Cours réguliers 2015

ANNEXE 9 - COURS REGULIERS 2015

Coord Code	Title	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
A108180	Trade union policies for Decent Work generation for young workers	16/02/2015 27/02/2015	10	20	ENPT	VARIOUS
A108186	Decent Work, Green Jobs and Sustainable Development	24/08/2015 11/09/2015	15	20	ENFR	VARIOUS
			25	40		
A208190	Lucha contra las desigualdades: desarrollo de la capacidad para sindicatos en materia de política salarial	13/04/2015 01/05/2015	15	20	ES	VARIOUS
A208183	Desarrollo de capacidades para sindicatos en estrategias de organización y juventud	05/10/2015 23/10/2015	15	12	ES	VARIOUS
			30	32		
A308187	Wages and social security policy for Decent Work and equality	13/04/2015 24/04/2015	10	20	EN	VARIOUS
A308184	Trade union organizing strategies for development and inclusion	20/07/2015 31/07/2015	10	15	EN	VARIOUS
			20	35		
A408182	Trade union training on youth and organizing strategies	05/10/2015 16/10/2015	10	15	ENRU	VARIOUS
			10	15		
A508189	Developing a trade union network for Decent Work, organizing and collective bargaining rights	28/09/2015 10/10/2015	10	20	ENAR	VARIOUS
			10	20		
A908185	Strategies on migration for more inclusive trade unions	18/05/2015 29/05/2015	10	15	ENFR AR	VARIOUS
A908191	Trade union strategies for workers' rights in the global supply chains of multinational companies	14/09/2015 25/09/2015	10	20	ENFR ES	VARIOUS
A908188	Trade union strategies on transition from the informal to formal economy	30/11/2015 11/12/2015	10	15	ENFR ES	VARIOUS
A908181	Strengthening trade union networks on international labour standards	30/11/2015 11/12/2015	10	20	ENES PT	VARIOUS
			40	70		

Annexe 10

Activités prévues et exécutées en 2015

Annexe 10 - Activités prévues et exécutées en 2015

Coord Code	Title	Probability	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
C208340	Escuelas de Trabajo Decente. Cumplimentación términos iniciales Cubipedia	100%	01/01/2015 30/03/2015			ES	ITALY MAE VC
C477585	Community of practice on learning methodology and technology for a better trade union education (year 2015) - linked to P407582	100%	01/01/2015 31/03/2015	13		EN	ITALY MAE VC (ADDITIONAL CAPTIVE FUNDS FROM CASH RESERVE) RBTC/TC/ACTRAV
E458361	Decent Work for workers in public services - linked to P457675	100%	01/01/2015 31/12/2015			EN	RER/14/52/EEC
E908445	ACTRAV technical and organizational input to technical programmes	50%	01/01/2015 31/12/2015			EN	
A408002	Community of practice - linked to P407582	100%	15/01/2015 16/01/2015	2	32	ENFR ES	European Trade Union Institute (ETUI) [Belgium]
A357330	Trade union training on sustainable development, Green Jobs and Decent Work (Bangkok, Thailand)	100%	02/02/2015 06/02/2015	5	21	EN	ITALY MAE VARIOUS
A358348	Training course for trade union lawyers on the use of international labour standards before national courts (New Delhi, India)	100%	02/02/2015 04/02/2015	3	15	EN	ILO RBTC TC ACTRAV ILO RBTC
A458216	Decent Work for workers in public services. Capacity building for the European Federation of Public Service Unions. Kick-off workshop - linked to P457675 (Brussels)	100%	11/02/2015 12/02/2015	2	21	EN	ITALY MAE VARIOUS

Coord Code	Title	Probability	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
A108180	Trade union policies for Decent Work generation for young workers	100%	16/02/2015 27/02/2015	10	17	ENPT	ILO RBTC TC ACTRAV MISA (Motor Industry Staff Association) Young Worker's Forum [South Africa] VARIOUS NON-STATE ILO RBTC
A358299	Training of trainers workshop on wage and collective bargaining for Decent Work in RMG sector - linked to P357485 (Dhaka, Bangladesh)	100%	23/02/2015 25/02/2015	3	37	EN	BGD/13/09M/MUL [Switzerland]
A908351	Diversity, inclusiveness and non-discrimination in the world of work	100%	23/02/2015 27/02/2015	5	8	ENES	ITALY MAE ILO RBTC TC ACTRAV
A408440	Rete mediterraneo: Sindacati in azione per promuovere i diritti dei migranti nelle regioni del mediterraneo	100%	05/03/2015 06/03/2015	2	46	ENFR	VARIOUS
A277312	Negociación colectiva, riesgo químico y trabajo decente	100%	23/03/2015 26/06/2015	16	40	ES	ITALY MAE VC ACTRAV
A358000	Trainers' workshop on teaching and learning OSH/safe workplaces - linked to P357485 (Dhaka, Bangladesh)	100%	29/03/2015 31/03/2015	3	37	EN	ILO DHAKA - PRJ. BGD713/09M/MUL
A358344	Trade union training on enhancing rights and social protection for migrant workers (Colombo, Sri Lanka)	90%	06/04/2015 10/04/2015	5	18	EN	RBTC/TC/ACTRAV
A208190	Lucha contra las desigualdades: desarrollo de la capacidad para sindicatos en materia de política salarial	90%	13/04/2015 01/05/2015	15	20	ES	RBTC/TC/ACTRAV
A277389	Políticas de empleo, brecha salarial y promoción del trabajo decente	90%	13/04/2015 26/06/2015	11	40	ES	ILO LIMA (IN KIND) ITALY MAE VC ACTRAV
A308187	Wages and social security policy for Decent Work and equality	90%	13/04/2015 24/04/2015	10	20	EN	RBTC/TC/ACTRAV
A257317	Políticas de empleo, brecha salarial y promoción del trabajo decente en las PMEs (Sao Paulo, Brazil)	50%	16/04/2015 18/04/2015	5	15	ES	RBTC/TC/LA ADDITIONAL WORKERS ALLOCATION
A458215	Decent Work for workers in public services - Workshop 2: collective bargaining in public services - linked to P457675 (Bratislava, Slovakia)	90%	21/04/2015 23/04/2015	3	30	EN	RER/14/52/EEC
A357500	Training on FOA (follow-up) - linked to P357485 (Dhaka, Bangladesh)	90%	27/04/2015 29/04/2015	3	30	EN	ILO DHAKA - PRJ. BGD/13/09M/MUL
A277415	Técnicas de comunicación y negociación	50%	04/05/2015 26/06/2015	8	40	ES	RBTC/TC/ACTRAV [MAP] CSA in kind ACTRAV LIMA in kind

Coord Code	Title	Probability	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
A278328	Planes de igualdad en la negociación colectiva	50%	04/05/2015 09/07/2015	10	40	ES	ITALY MAE
A278400	NITs y sector publico	90%	04/05/2015 03/07/2015	9	40	ES	ITALY MAE VC ACTRAV
A158220	Formation de suivi sur les stratégies de communication au XXIe siècle pour les syndicalistes en charge de la communication (Lomé, Togo)	50%	11/05/2015 15/05/2015	5	20	FR	
A158221	Capacity building on organizing and innovative strategies for trade union renewal (Lomé, Togo)	90%	11/05/2015 15/05/2015	5	20	EN	ITALY MAE VC ACTRAV RBTC/TC/AFRICA
A258329	NITs y reformas laborales (Lima, Peru)	50%	11/05/2015 15/05/2015	5	15	ES	RBTC/REGIONAL + RBTC/TC/ACTRAV

Coord Code	Title	Probability	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
A258338	Taller regional sobre Informalidad, Trabajo Decente y PYMES (Buenos Aires, Argentina)	50%	11/05/2015 15/05/2015	5	15	ES	RBTC/TC/ACTRAV + ITALY MAE
E458446	European Youth Conference: Empowering the integration of younger workers in the European Metal, Transport, Food Services, Construction and Wood Industries (Dubrovnik, Croatia)	90%	14/05/2015 15/05/2015			EN	EFBWW
A258330	Juventud: organización sindical, condiciones de trabajo y productividad (Santiago de Chile)	50%	18/05/2015 22/05/2015	5	15	ES	RBTC/TC/ACTRAV + REGIONAL OFFICE
A358346	Trade union training on workers' education for change (Beijing, China)	90%	18/05/2015 22/05/2015	5	25	ENCH	ACFTU IN KIND ITALY MAE VC ACTRAV ILO PO 40141139/0
A908185	Strategies on migration for more inclusive trade unions	90%	18/05/2015 29/05/2015	10	15	ENFR AR	RBTC/TC/ACTRAV
A358345	Training for youth trade union leaders on organizing and collective bargaining for decent work (Seoul, Korea)	90%	26/05/2015 29/05/2015	4	22	EN	SPECIAL ALLOCATION 2014 ACTRAV
A908471	FIAT/CHRYSLER	50%	11/06/2015 12/06/2015	2	40	ENFR ESIT	
A458217	Decent Work for workers in public services - Workshop 3 - linked to P457675 (Montenegro, Budva)	90%	16/06/2015 18/06/2015	3	30	EN	RER/14/52/EEC
E358447	South Asia sub-regional advanced training for trade union trainers on trade union methodologies (Kathmandu, Nepal)	50%	17/06/2015 19/06/2015			EN	ACTRAV GENEVA
A258332	PYMES, sostenibilidad y productividad en el sector rural (Lima, Peru)	50%	22/06/2015 26/06/2015	5	15	ES	RBTC/TC/LA + ITALY MAE

Coord Code	Title	Probability	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
A258333	Desarrollo de capacidades sindicales para la promoción del trabajo decente: Trabajo Decente al Cubo (Santiago de Chile)	50%	06/07/2015 10/07/2015	5	15	ES	ILO OFFICE CHILE + ITALY MAE
A458218	Decent Work for workers in public services - Workshop 4 - linked to P457675 (Tallin, Estonia)	90%	07/07/2015 09/07/2015	3	16	EN	RER/14/52/EEC
A158444	Trade union training on the strategic use of the ILO Supervisory machinery (Accra, Ghana)	50%	13/07/2015 17/07/2015	5	30	ENFR	ACTRAV GENEVA - RBSA
A258334	Políticas fiscales, economía política y extensión de la protección social (Santiago de Chile)	50%	13/07/2015 17/07/2015	5	15	ES	ILO OFFICE CHILE + ITALY MAE
A308184	Trade union organizing strategies for development and inclusion	50%	20/07/2015 31/07/2015	10	15	EN	OPEN 2015
A958335	Economía Social y Solidaria (Academia) (South Africa)	50%	27/07/2015 31/07/2015	5	15	ENPT	ITALY MAE
A158224	Trade union training on formalization of the informal economy: concepts, policy building blocks and strategies (Accra, Ghana)	50%	10/08/2015 14/08/2015	5	20	ENFR	
A258336	Empresas multinacionales y cadenas de valor (Lima, Peru)	50%	17/08/2015 21/08/2015	5	15	ES	RBTC/TC ACTRAV + REGIONAL OFFICE
A108186	Decent Work, Green Jobs and Sustainable Development	75%	24/08/2015 11/09/2015	15	20	ENFR	OPEN 2015
A358347	TU Training on Organizing and Wages in Global Supply Chains (Singapore)	25%	25/08/2015 28/08/2015	4	20	EN	RBTC/TC/ASIA RBTC/TC/ACTRAV
A458219	Workshop 5 for EPSU affiliates - Romani, Bulgaria, Turkey - linked to P457675 (Bulgaria)	50%	02/09/2015 04/09/2015	3	35	EN	RER ILO
A258337	Migraciones y trabajo decente (Lima, Peru)	50%	07/09/2015 11/09/2015	5	15	ES	
A277416	Cooperación sindical al desarrollo	50%	07/09/2015 06/11/2015	9	40	ES	ADDITIONAL WORKERS ALLOCATION CSA in kind ACTRAV LIMA in kind
E358448	Pacific sub-regional advanced training of trade union trainers on trade union training methodologies (Brisbane, Australia)	50%	08/09/2015 10/09/2015			EN	ACTRAV GENEVA
A908191	Trade union strategies for workers' rights in the global supply chains of multinational companies	90%	14/09/2015 25/09/2015	10	20	ENFR ES	SURPLUS 2013 (including ACTRAV/ACTEMP special allocation)
A408408	Training for trade union lawyers on the use of International Labour Standards before national tribunals	50%	22/09/2015 24/09/2015	3	25	EN	

Coord Code	Title	Probability	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
A508189	Developing a trade union network for Decent Work, organizing and collective bargaining rights	50%	28/09/2015 10/10/2015	10	20	ENAR	OPEN 2015
A158222	Capacity building on trade union strategies for the fight against HIV and AIDS and promoting OSH at the workplace (Kisumu, Kenya)	50%	05/10/2015 09/10/2015	5	20	ENPT	
A208183	Desarrollo de capacidades para sindicatos en estrategias de organización y juventud	50%	05/10/2015 23/10/2015	15	12	ES	OPEN 2015
A408182	Trade union training on youth and organizing strategies	75%	05/10/2015 16/10/2015	10	15	ENRU	OPEN 2015
A158226	Follow-up training on poverty eradication, inclusive growth and sustainable development (Accra, Ghana)	50%	12/10/2015 16/10/2015	5	20	EN	
A308315	Trade union training on facilitating transition from informal to formal economy	50%	26/10/2015 04/11/2015	10	20	CH	ITALY MAE VC ACTRAV ACFTU in kind
A908188	Trade union strategies on transition from the informal to formal economy	75%	02/11/2015 13/11/2015	10	15	ENFR ES	OPEN 2015
A358472	Trade union training on international trade policies and the trade union agenda (Bangkok)	50%	09/11/2015 13/11/2015	5	20	EN	JILAF OTHERS
A158223	Strengthening and expanding trade union networks for promoting and defending workers' rights with a focus on the ILO supervisory system (Dakar, Senegal)	50%	23/11/2015 25/11/2015	3	20	ENFR PT	
A908181	Strengthening trade union networks on international labour standards	75%	30/11/2015 11/12/2015	10	20	ENES PT	ITALY MAE
A408325	Final conference, EPSU. To take stock of national Action Plans, identify common points for follow-up - linked to P457675	50%	01/12/2015 02/12/2015	2	50	EN	RER
P457675	Decent Work for workers in public services	50%	01/12/2015 31/03/2016			EN	
A158225	Capacity building on strategies for promoting Decent Work for migrant workers (Lomé, Togo)	50%	07/12/2015 11/12/2015	5	20	ENFR	
A408339	Social dialogue, collective bargaining, changes on the labour code and fundamental rights	50%	07/12/2015 11/12/2015	5	30	ENFR RU	ETUI
A908457	Trade union strategies on international labour standards and labour law	50%	07/12/2015 11/12/2015	5	25	EN	ACTRAV GENEVA - RBSA
A158386	Evaluation seminar on capacity building of trade unions in the Great Lakes Region on social protection - Walloon- New Project 2015 (Africa)	50%	30/12/2015 31/12/2015	5	15	FR	WBI - Walloon ITALY MAE

Coord Code	Title	Probability	Dates	DoT	No. Part	Lang	Sponsor
A357335	Training on organization, organizing and collective bargaining (FTUM) (Yangon, Myanmar)	50%	30/12/2015 31/12/2015	5	20	EN	ADDITIONAL WORKERS ALLOCATION CGIL
				399	1457		

Annexe 11

Plan indicatif pour 2016 et 2017

Programme des activités pour les travailleurs

2016 : COURS RÉGULIERS

RÉGION	TITRE	DATES	SEMAINES	PARTICIP.	EN	LIEU
ACADÉMIES MONDIALES POUR LES TRAVAILLEURS						
1	OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE; POLITIQUES SYNDICALES ET PLANS D'ACTION		2	30-50 (*)	EN/ES/FR	CIF-OIT
2	FORMATION SYNDICALE SUR LES NIT, ET NOTAMMENT SUR LA LIBERTÉ SYNDICALE ET LA NÉGOCIATION COLLECTIVE		2	30-50 (*)	EN/ES/FR	CIF-OIT
3	LA TRANSITION DE L'ÉCONOMIE INFORMELLE VERS L'ÉCONOMIE FORMELLE; STRATÉGIES SYNDICALES ET SUIVI DES DÉBATS DE LA CIT		2	30-50 (*)	EN/ES/FR	CIF-OIT
(*) 30 participants entièrement financés par ACTRAV. Participants supplémentaires payants → 50						
AFRIQUE						
4	CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT MONDIALES ET STRATÉGIES SYNDICALES		2	20	EN/FR	RÉGION
5	FORMATION SYNDICALE SUR LES NIT		2	15	AN	CIF-OIT
AMÉRIQUES						
6	CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT MONDIALES ET STRATÉGIES SYNDICALES		2	15	ES	RÉGION
7	FORMATION SYNDICALE SUR LES MIGRATIONS DE MAIN-D'ŒUVRE		2	15	ES	CIF-OIT
ASIE/PACIFIQUE						
8	CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT MONDIALES ET STRATÉGIES SYNDICALES		2	15	EN	RÉGION
9	FORMATION SYNDICALE SUR LES NIT		2	15	EN	CIF-OIT
EUROPE						
10	CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT MONDIALES ET STRATÉGIES SYNDICALES		2	20	EN/RU	CIF-OIT

ÉTATS ARABES

11	FORMATION SYNDICALE SUR LES NIT	2	15-20	AR/EN	CIF-OIT
----	--	---	-------	-------	---------

FSI

	20 bourses seront attribuées aux FSI pour être équitablement réparties entre les régions en fonction du thème de l'activité régulière		20	EN/ES/FR	CIF-OIT
--	--	--	----	----------	---------

2017: COURS RÉGULIERS PROPOSÉS

RÉGION	TITRE	DATES	SEMAINES	PARTICIPANTS	LANGUES	LIEU
ACADÉMIES MONDIALES POUR LES TRAVAILLEURS						
1	L'AVENIR DU TRAVAIL, ORGANISATION ET NÉGOCIATION COLLECTIVE		2	30-50 (*)	EN/ES/FR	CIF-OIT
2	FORMATION SYNDICALE SUR LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT MONDIALES ET LES STRATÉGIES SYNDICALES, SUIVI DES DÉBATS DE LA CIT		2	30-50 (*)	EN/ES/FR	CIF-OIT
3	POLITIQUE ET ORGANISATION SYNDICALES EN MATIÈRE DE MIGRATIONS DE MAIN-D'ŒUVRE		2	30-50 (*)	EN/ES/FR	CIF-OIT
(*) 30 participants entièrement financés par ACTRAV. Participants supplémentaires payants → 50						
AFRIQUE						
4	LES OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE: POLITIQUES SYNDICALES ET PLANS D'ACTION NATIONAUX/RÉGIONAUX POUR L'AFRIQUE		2	15	EN	RÉGION
5	LA TRANSITION DE L'ÉCONOMIE INFORMELLE VERS L'ÉCONOMIE FORMELLE		2	20	EN/FR	RÉGION
AMÉRIQUES						
6	LES OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE: POLITIQUES SYNDICALES ET PLANS D'ACTION NATIONAUX/RÉGIONAUX POUR LES AMÉRIQUES		2	15	ES	RÉGION
7	FORMATION SYNDICALE SUR LES NIT, NOTAMMENT SUR LA LIBERTÉ SYNDICALE ET LA NÉGOCIATION COLLECTIVE		2	15	ES	RÉGION
ASIE/PACIFIQUE						
8	LES OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE: POLITIQUES SYNDICALES ET PLANS D'ACTION NATIONAUX/RÉGIONAUX POUR L'ASIE/PACIFIQUE		2	15	EN	RÉGION

9	LA TRANSITION DE L'ÉCONOMIE INFORMELLE VERS L'ÉCONOMIE FORMELLE	2	15	EN	RÉGION
EUROPE					
10	LES OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE: POLITIQUES SYNDICALES ET PLANS D'ACTION NATIONAUX/RÉGIONAUX POUR L'EUROPE	2	20	EN/RU	CIF-OIT
ÉTATS ARABES					
11	LES OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE: POLITIQUES SYNDICALES ET PLANS D'ACTION NATIONAUX/RÉGIONAUX POUR LES ÉTATS ARABES	2	15-20	AR/EN	CIF-OIT
FSI					
	20 bourses seront attribuées aux FSI pour être équitablement réparties entre les régions en fonction du thème de l'activité régulière		20	EN/ES/FR	CIF-OIT

Annexe 12

Généralités sur le Programme

GÉNÉRALITÉS SUR LE PROGRAMME

Le Programme des activités pour les travailleurs du Centre international de formation de l'OIT a pour but de répondre à l'évolution des besoins de formation des organisations de travailleurs; à cet effet, il exécute des cours de perfectionnement, produit du matériel didactique pour des formations résidentielles ou en ligne, prépare des projets spécifiques et fournit des services de consultation. Il fait partie intégrante du grand programme du Bureau des activités pour les travailleurs du BIT, qui coordonne tous les programmes de formation concernant les organisations de travailleurs au siège comme sur le terrain.

ACTRAV-Turin, qui répond aux besoins de formation pour le compte du Bureau des activités pour les travailleurs, a pour objectif de développer l'éducation des travailleurs afin d'appuyer le processus de renforcement des capacités de la structure organisationnelle des syndicats.

La structure et le contenu du Programme ont pour objectif de répondre aux principaux défis que la mondialisation pose au mouvement syndical international. Des actions plus fortes et plus cohérentes des travailleurs au niveau internationale sont nécessaires pour répondre aux transformations politiques et économiques liées à ce processus, caractérisées par la croissance et la diversification des transactions transfrontalières de biens et de services et le développement des technologies dans le domaine de l'information et des transports qui a permis la mondialisation des cycles productifs à partir des chaînes de production transnationales.

La formation syndicale internationale peut contribuer à tracer un nouveau programme syndical s'inspirant de la solidarité internationale des travailleurs. La constitution d'un internationalisme syndical efficace est un enjeu de la plus haute importance pour les organisations de travailleurs et pour l'avenir du mouvement syndical. Le Programme a publié en plusieurs langues deux trousseaux de formation traitant de la mondialisation et en particulier des changements structurels qui y sont liés.

Aujourd'hui, la crise financière et économique impose au mouvement syndical d'apporter une réponse claire, susceptible de propager les valeurs démocratiques et les droits des travailleurs en tant que priorité mondiale du mouvement syndical mondial unifié. L'organisation des travailleurs peut jouer un rôle essentiel dans le remodelage de l'économie mondiale en apportant de nouvelles dimensions liées à l'Agenda pour le travail décent et à la Déclaration de 2008 sur la justice sociale pour une mondialisation équitable. Dans ce cadre, l'éducation des travailleurs et ses ensembles de formation sans cesse remis à jour peut s'avérer utile pour le développement de l'action syndicale internationale dans une perspective de mondialisation de la solidarité et des droits des travailleurs.

Le respect des normes internationales du travail, qui est à la base du programme d'activités de l'OIT « Un travail décent pour tous », peut contribuer à consolider le binôme développement économique et social. Dans cette optique, le « travail décent » devient un objectif mondial, à partir duquel les normes internationales du travail, la liberté syndicale et le droit à la négociation collective, la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale, et la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail et son suivi, ainsi que la Déclaration de 2008 sur la justice sociale pour une mondialisation équitable pourront constituer pour les syndicats autant d'instruments importants afin d'ajouter la dimension sociale à une nouvelle phase de la mondialisation.

Dans le cadre d'un effort mondial visant à renforcer la capacité des syndicats en matière de formation et leur connaissance de l'économie mondiale, le Programme des activités pour les travailleurs du Centre (ACTRAV-Turin) se propose de promouvoir la complémentarité de la

formation internationale/régionale et nationale, afin de stimuler la formulation de politiques à l'échelle internationale, l'organisation de campagnes et la mobilisation internationale des travailleurs. Par la mise en œuvre de la formation syndicale internationale, le Programme peut contribuer à accroître encore une identité commune du mouvement syndical international. Des liens plus étroits entre la formation nationale, régionale et internationale, aux plans sectoriel et national, permettraient au mouvement syndical d'atteindre plus facilement ses objectifs mondiaux.

Le programme d'éducation des travailleurs d'ACTRAV-Turin vise à créer les capacités des syndicats de renforcer les politiques de formation et leur capacité d'élaborer leurs programmes de formation dans plusieurs domaines. Ces domaines sont essentiellement liés aux quatre piliers de l'agenda du « Travail décent » et incluent: la construction de solides systèmes d'organisation syndicale; le développement du dialogue social au niveau mondial par le soutien de la création de capacités pour les centrales nationales et par l'appui aux fédérations syndicales internationales (FSI); la concrétisation des droits des travailleurs, et notamment de la liberté syndicale et de la négociation collective; et le traitement du problème du développement de réseaux et de la « fracture numérique ».

Le programme d'éducation des travailleurs d'ACTRAV-Turin est une composante stratégique du programme opérationnel du Bureau des activités pour les travailleurs, où l'éducation et la formation jouent un rôle positif dans le développement du mouvement syndical national et international.

ACTRAV-Turin soutient les initiatives actuelles de renforcement des organisations syndicales régionales en gérant un programme d'éducation spécifique visant à réunir des instructeurs syndicaux. Grâce au développement de ce programme, ACTRAV-Turin s'efforce de promouvoir l'éducation des travailleurs en tant que moyen de poursuivre le développement et l'enrichissement de l'histoire et de la pratique syndicales, avec l'objectif d'apporter à une organisation nouvelle des éléments de consensus, de solidarité et de cohésion.

Le renforcement des organisations de travailleurs et de leurs capacités constitue une base fondamentale du travail exécuté par le Bureau des activités pour les travailleurs. À cet égard, le Programme des activités pour les travailleurs du CIF-OIT (ACTRAV-Turin) a été encore révisé et renforcé depuis l'année dernière pour répondre aux problèmes futurs du renforcement du mouvement syndical international dans l'avenir.

Le Programme poursuit les objectifs à long terme suivants:

- renforcer le processus de renforcement et de création des capacités des syndicats;
- accroître la capacité des syndicats à planifier et mettre en œuvre l'éducation ouvrière par le biais de différentes approches;
- favoriser le développement et le renforcement de services techniques spécialisés des syndicats, notamment dans les (sept) secteurs stratégiques du Programme (droits des travailleurs, emploi, protection sociale, dialogue social et négociation collective, questions de genre, méthodologie de la formation et technologies de l'information);
- mettre un accent spécifique sur la liberté syndicale et la négociation collective;
- établir une liaison plus étroite entre les pratiques d'éducation des travailleurs et les études et la recherche;
- promouvoir l'intégration des questions de genre dans toutes les activités des syndicats;
- appuyer le développement des capacités d'enseignement et de formation des organisations syndicales internationales;
- assurer aux syndicats une formation concernant les méthodologies efficaces pour mieux participer aux activités concernant les normes internationales du travail de

l'OIT, la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail et son suivi, la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale et les lignes directrices de l'OCDE pour les EMN;

- promouvoir la création de réseaux des technologies de l'information entre les syndicats et les autres institutions chargées de questions du travail dans l'optique de l'échange de pratiques et politiques syndicales concernant l'éducation ouvrière;
- renforcer le tripartisme et le dialogue social par la mise en place de cours bipartites et tripartites et par l'augmentation du nombre de travailleurs participant aux activités de formation du Centre de l'OIT de Turin;
- contribuer à l'intégration du Centre avec l'OIT.

Les objectifs immédiats du Programme des activités pour les travailleurs du Centre de Turin sont les suivants:

- assurer une formation d'excellente qualité faisant appel aux méthodologies, technologies et compétences appropriées;
- améliorer la qualité du matériel didactique approprié aux cours traditionnels ou à distance;
- mettre au point un réseau permanent spécialisé dans les domaines de formation du Programme;
- assurer l'appui formatif requis au personnel d'ACTRAV à Turin et Genève et sur le terrain;
- associer les conseillers régionaux en éducation des travailleurs aux activités qu'ACTRAV-Turin organise aux niveaux national, sous-régional et régional;
- assister les organisations de travailleurs dans l'élaboration de politiques en matière d'égalité des genres mettant un accent spécial sur la formation;
- assister le Groupe des travailleurs pour ce qui est des questions politiques par le biais de la facilitation d'activités spécifiques sur des sujets d'actualité;
- aider les syndicats à intégrer les technologies de l'information, notamment en matière de développement de réseaux (développement de SoliComm) et d'éducation des travailleurs;
- élaborer des programmes de formation à distance;
- organiser des formations bipartites et tripartites en collaboration avec d'autres programmes régionaux et techniques;
- améliorer la qualité du site web du Programme moyennant l'accessibilité d'une bibliothèque spécialisée en matière d'éducation des travailleurs.